lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 63 - SEMAINE DU 11 au 17 NOVEMBRE - PRIX : 2 F.

nouvelle formule

n° 2

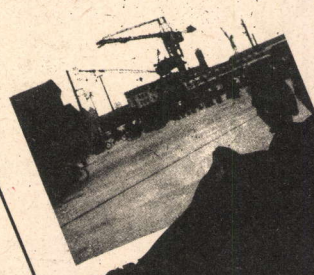
lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
N° 56
20 SEPTEMBRE 1969
1 F

● LA CONFERENCE DE PRESSE DE POMPIDOU :
UN HOMME DE ROTHSCHILD S'EN PREND AUX MENAGERES
(page 7)

● SEGUY GAUCHISTE ? (page 6)



était une feuille gauchiste née de mai 1968

Etats-Unis : les G.I's refusent de mar

c'est maintenant

un véritable hebdomadaire

la presse et l'élection de Rocard

L'ELECTION de Michel Rocard au siège de député des Yvelines a été accueillie avec hostilité par la presse de droite, y compris celle traditionnellement anti-gaulliste. Pour cette presse, il aurait été préférable que Couve de Murville soit éliminé par un autre candidat, centriste sans doute.

Mais, pratiquement, aucun journal ne reprend à son compte le qualificatif de « chef de parti extrémiste incarnant l'extrême-gauche la plus fanatique » qui lui a été décerné par l'U.D.R., même pas à l'extrême-droite où Minute **le juge « peu dangereux ».**

Dans des journaux comme le Figaro, **qui appuie traditionnellement le gouvernement, le ton est plus amer. On reproche là à l'électorat centriste de faire le jeu de l'extrême-gauche. Mais une constante apparaît chez tous les éditorialistes de** Paris Presse à L'Aurore **en passant par** Le Monde **et le** Nouvel Observateur : **pour eux, Rocard représente avant tout les couches de techniciens, la « nouvelle classe ouvrière » plus séduite par l'inspecteur des Finances que par le leader d'un parti dont les militants furent, en mai 1968, du bon côté des barricades. La victoire de Rocard sera-t-elle celle du P.S.U. « non gauchiste », comme l'écrit Gilles Martinet ?**

Sur ce point, la parole est à Rocard lui-même, mais tous les militants du P.S.U. qui se veulent « gauchistes » auront, là aussi, leur mot à dire...

Quant à l'hostilité de L'Humanité, **elle ne s'est démentie ni avant, ni après le second tour. Le lendemain des élections,** L'Humanité **consacrait un titre minuscule en première page à la défaite de Couve de Murville et annonçait les résultats sans aucun commentaire. Le P.C.F. qui avait appelé du bout des lèvres à voter Rocard, malgré son « anti-communisme » a continué après l'élection ses attaques contre le secrétaire général du P.S.U., suspect à ses yeux de favoriser les gauchistes.**

PARIS-JOUR 28 oct. :

Pour la gauche non communiste, le ralliement du centre à leur candidat ne doit pas faire illusion : il a eu lieu parce que Michel Rocard ne pouvait être considéré comme suspect d'être favorable au P.C. Un candidat plus proche de Waldeck-Rochet et de ses amis n'aurait pas eu les mêmes chances de battre Couve de Murville. (Bernard Lefort.)

MINUTE 30 oct., 5 nov. :

En fait, ce doctrinaire marxiste de la lutte des classes est surtout le porte-parole des déclassés : l'étudiant plus ou moins porté sur la marijuana et la révolutionnaire snobinarde en mini-jupe de Dior se reconnaissent en lui comme le jeune ingénieur à qui le management tient lieu de raison de vivre, le « nouveau prêtre » ou le fonctionnaire technocrate.

PARIS-PRESSE 29 oct. :

Mais, en définitive, le candidat P.S.U. semble avoir rallié ce public (des nouvelles classes moyennes industrielles) : c'est particulièrement sensible dans les grandes résidences où il a été très fort dès le premier tour, ne récupérant les centristes traditionnels qu'au second dans les zones à habitat plus ancien. Cet attrait que le P.S.U. peut exercer sur la nouvelle classe industrielle devrait faire réfléchir le P.C. (Alain Strang.)

FIGARO 27 oct. :

Quant à l'électorat centriste, celui qui cherche depuis longtemps des attaches à gauche, il a fait lui aussi son choix. On sait aujourd'hui jusqu'où il peut aller. Il est resté indifférent, sourd, aux appels de ses chefs qui ont accepté l'ouverture politique proposée par M. Pompidou et par le gouvernement. Mais le refus de ces centristes de gauche ce sont quelques éléments qui en portent la responsabilité, ceux qui ont entretenu l'opposition au régime passé et présent. Que ceux-là ne viennent pas nous dire qu'ils n'ont pas voulu la collusion avec l'extrême gauche. (Marcel Gabilly.)

L'AURORE 27 oct. :

On ne nous demandera pas de pavoiser sans réserve. M. Michel Rocard n'était pas le candidat de notre choix. Nous aurions préféré voir M. Couve de Murville éliminé par un autre. Ce socialisme technocratique du nouveau député des Yvelines n'est pas la voie qui, à nos yeux, ouvre à la France des chances de redressement dans la confiance retrouvée et la coopération rétablie avec les autres démocraties occidentales. (André Guérin.)

LE MONDE 28 oct. :

On doit se demander d'autre part si les dirigeants communistes ne seraient pas bien inspirés de revenir un peu sur leur analyse de l'équilibre des forces au sein de la gauche et d'accorder un peu plus de considération à un P.S.U. qui, semble-t-il, ne séduit pas uniquement les « gauchistes ». (Raymond Barillon.)

NOUVEL OBSERVATEUR 27 oct. :

Il faut aussi souligner que la composition sociale de la circonscription — où les jeunes cadres ont fait une irruption massive — donne au P.S.U. (ou du moins au P.S.U. « non gauchiste », au P.S.U. du colloque de Grenoble) des possibilités d'action auxquelles ne peuvent songer les organisations traditionnelles de la gauche. (Gilles Martinet.)

et ce qu'en a dit L'HUMANITE 28 oct. :

Contre M. Couve de Murville, porte-parole morose d'un gaullisme râpé, des électeurs de droite ont fait la chaîne. Rocard, inhabituellement modeste, parlait dans la nuit de dimanche à lundi de « quelques électeurs centristes » qui « probablement » l'avaient choisi. Il devait ensuite rectifier sensiblement son propos. Sans pour autant récuser le moins du monde ces voix qui viennent du froid... Le verbalisme « révolutionnaire » sait s'accommoder avec le ciel de « l'élection-trahison », de mai 1968 aux voix de M. Sonneville il y a moins de chemin que pour aller dans la lune.

... Les déclarations de Rocard donnent à croire que le secrétaire national du P.S.U. puise dans le résultat du second tour des prétextes à persévérer dans la politique anticommuniste et de division de son parti. (Laurent Salini.)

courrier des lecteurs

MALGRE nos recommandations, nous recevons beaucoup de courrier non signé, sans adresse, et ne comportant que des initiales, courrier que nous ne pouvons que mettre au rebut.

Nous rappelons à nos lecteurs que nous ne pouvons faire état dans cette rubrique que des lettres portant le nom et l'adresse de leur auteur.

Bien entendu, nous respecterons la volonté de ceux qui ne désirent pas voir publier ces indications. Par ailleurs, nous demandons à nos correspondants d'être brefs, afin que nous ne soyons pas contraints d'amputer ou de résumer leurs lettres.

Chers amis,

Je m'aperçois que mon abonnement touche à sa fin et je m'empresse de le renouveler.

Je vous réaffirme mon soutien par la même occasion. Il me semble que les contradictions du capitalisme tendent à s'approfondir, ce qui constitue un bon signe pour tous ceux qui aspirent au socialisme ; de même, à la lecture de « Lutte Ouvrière » comme au contact de la réalité, il me semble que la masse des travailleurs prend de mieux en mieux conscience de sa force collective. Sans doute faut-il voir là un tournant irréversible de la société humaine. Mais il faut y voir également le travail, acharné, quotidien, de tous les militants, qu'ils appartiennent à « Lutte Ouvrière », à « Rouge » ou au « P.S.U. ». Qu'ils en soient remerciés.

Ne pensez-vous pas qu'il est temps de préparer le socialisme par des réunions publiques où il serait question d'envisager les solutions socialistes à tous les problèmes qui se posent à notre monde actuel ? La participation consciente et active d'un certain nombre suscitera l'enthousiasme et provoquera l'adhésion d'un plus grand nombre. Car s'il faut construire le socialisme, il faut le faire tous ensemble. La minorité éclairée, je veux dire instruite, savante, doit informer progressivement les moins instruits afin qu'ils deviennent des participants conscients et créateurs.

Je vous envoie, chers amis, mes salutations socialistes et mondialistes.

Pour « préparer le socialisme », il faut évidemment bien autre chose que des réunions publiques.

Cela dit, la rédaction de « Lutte Ouvrière » organise périodiquement des réunions publiques consacrées à divers problèmes de l'actualité, tels que, pour ne citer que la dernière en date, la politique du P.C.F. et l'attitude des révolutionnaires à l'égard de ce parti. Bien entendu, tu es cordialement invité à la prochaine réunion, dont le sujet sera annoncé dans un de nos prochains numéros.

Nous avons reçu de Saint-Nazaire une correspondance nombreuse et souvent intéressante. Malheureusement, le camarade qui l'a envoyé a omis d'indiquer son nom et son adresse sur ses lettres. Nous lui demandons instamment de le faire, afin de pouvoir lui répondre.

lutte ouvrière

Hebdomadaire - Paraît le mardi
Prix : 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon
Imprimé par : Roto technic Offset
Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	30 F
	1 an :	50 F
sous pli fermé :	6 mois :	70 F
	1 an :	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Nixon embarrassé

ANNONCE trois semaines à l'avance, au moment de la première journée du « moratoire » contre la guerre du Vietnam qui avait mobilisé des millions de partisans de la paix aux U.S.A., le discours de Nixon n'a rien apporté de neuf, et il a en tout cas sans doute déçu ceux qui en attendaient des précisions sur les moyens et les délais que le gouvernement américain envisageait pour mettre fin à la guerre.

Il y a maintenant plus d'un an et demi que Johnson a accepté d'engager des négociations avec le Nord-Vietnam et le F.N.L., et peu de choses ont avancé depuis, sinon l'accord sur la forme de la table, qui a permis aux conversations de Paris de s'ouvrir... puis de s'enliser, et le retrait, pour la galerie, de quelques milliers d'hommes en septembre dernier.

C'est qu'en fait, malgré le changement d'attitude de l'impérialisme américain depuis cette date, sa politique en Extrême-Orient n'est pas fixée. Elle oscille entre deux choix qui, ni l'un ni l'autre ne satisfont les dirigeants américains.

L'impérialisme américain peut en effet choisir de continuer la guerre, de soutenir le régime pourri des Thieu et des Ky. Il a les moyens, en hommes et en matériel, de le faire. Mais chacun sait aujourd'hui, et les dirigeants américains plus que quiconque, que toute victoire militaire définitive sur le F.N.L. est impossible.

Mais le problème ne se limite pas au seul Vietnam. Il est beaucoup plus vaste. Car retirer aujourd'hui ses troupes du Vietnam, c'est se mettre dans la quasi impossibilité de réintervenir militairement, pendant des mois ou même des années, en cas de besoin, dans une autre partie du Sud-Est asiatique. Et c'est donc un règlement global dans toute cette partie du monde au moins, et en particulier un règlement avec la Chine qui est nécessaire à l'impérialisme américain pour pouvoir envisager de retirer ses troupes du Vietnam.

Or, un tel règlement général n'est certes pas facile à envisager, et rien ne l'annonce à l'horizon.

Nixon essaie de sortir de ce dilemme en parlant de « vietnamiser » la guerre, c'est-à-dire de la faire mener essentiellement par les troupes du gouvernement fantoche de Saïgon. Mais cela ne trompe personne, car si l'impérialisme U.S. est intervenu avec de tels moyens au Vietnam, c'est précisément parce que le gouvernement des Thieu et des Ky, ou de leurs prédécesseurs, était incapable de s'opposer aux forces du F.N.L.

Quoi qu'il en soit, c'est précisément ces hésitations de l'impérialisme américain, cette incohérence de la politique de Nixon qui renforce le camp des partisans de la paix. Car depuis le changement d'orientation amorcé par Johnson en avril 1968, la société américaine s'est divisé en deux blocs sur la question vietnamienne, toute une fraction des hommes politiques bourgeois se déclarant aujourd'hui « libérale » et « pacifiste ».

Et en ce sens, les hésitations de Nixon ne peuvent que rapprocher l'heure de la paix au Vietnam, qu'il le veuille ou non, car l'opinion publique américaine envisage avec chaque jour plus de difficulté d'envoyer les « boys » se faire tuer dans une guerre que le gouvernement reconnaît lui-même comme étant sans issue.

---

contre la guerre du Vietnam :

MANIFESTONS LES 14 ET 15 NOVEMBRE !

Les Américains qui sont contre « la sale guerre » manifesteront à nouveau dans la rue, diront que cette guerre n'est pas la leur et exigeront le retrait des troupes U.S. du Vetnam.

Aussi, pour la première fois, les manifestations internationales organisées partout dans le monde pour le soutien au peuple vietnamien en lutte seront-elles placées sous le signe de la solidarité avec le peuple américain manifestant son opposition à la guerre.

Des manifestations sont prévues à Paris et en France pour les 14 *et* 15 *novembre.*

La Ligue Communiste (Rouge) appelle à manifester dès le 14 *novembre et à rejoindre le lendemain les manifestations organisées par le P.C.F., le Mouvement de la Paix, et* 30 *autres organisations.*

Malgré l'interdiction de toute manifestation par Pompidou et Marcellin sous prétexte de respecter la « neutralité » dans un pays où se tiennent les pourparlers américano-vietnamiens, les organisateurs des manifestations maintiennent leur appel.

Aussi Lutte Ouvrière *invite-t-elle ses lecteurs à participer le plus nombreux possible aux manifestations organisées pour le soutien aux Vietnamiens et aux Américains opposés à la guerre que Nixon continue de mener au Vietnam.*

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire «LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

Ami lecteur,

Tu le sais sans doute, la diffusion de la presse révolutionnaire est mauvaise.

On ne trouve pas Lutte Ouvrière chez tous les dépositaires de journaux. Et lorsqu'on l'y trouve, c'est bien souvent parce qu'on l'a cherchée avec insistance car elle est rarement affichée.

Ce n'est pas toujours par mauvaise volonté de la part du marchand. Il faut le comprendre : comment afficher tout ce qui se publie ? Sa place est limitée, et comme dans cette société il faut bien vivre, il expose les journaux qui se vendent le mieux.

Aussi, faut-il d'autant plus, montrer aux marchands de journaux qui exposent à la vue la presse révolutionnaire, que nous sommes sensibles à leur aide et à leur gentillesse.

Un bon moyen pour cela, c'est de réserver tous tes achats de journaux, revues, hebdomadaires, aux dépositaires qui affichent et exposent Lutte Ouvrière et la presse révolutionnaire.

Les « gauchistes » sont justement ceux qui lisent beaucoup, et de façon variée. Alors, servons-nous de cette arme financière.

Et puis, discute avec ces petits, tout petits en général, commerçants. Montre-leur ce que sont les « gauchistes », comment et pourquoi ils sont solidaires des petits commerçants en lutte contre l'Etat, cet Etat parasitaire et coûteux parce qu'au service d'une minorité qui exploite toute la société.

Dis-leur tout cela, au besoin fait-leur lire, dans notre presse, les articles qui les concernent.

C'est l'un des meilleurs soutiens que tu pourras apporter à la presse révolutionnaire et à Lutte Ouvrière.

Merci d'avance.

sommaire

pages

POLITIQUE INTERIEURE

- Le P.S.U., les syndicats et les fractions 5
- Quand la famille gaulliste lave son linge sale 7
- Expulsion d'un ouvrier algérien 24

ETRANGER

- Le dernier discours de Nasser 4
- El Fath et la crise du Moyen-Orient 4
- Brésil : Carlos Marighela assassiné 4
- Italie : les patrons à la recherche d'une solution 8
- Tchécoslovaquie : tout est normal... 8
- La guerre du Vietnam : Pourquoi la guerre continue ? Qu'est-ce que le F.N.L. .. 12 et 13
- Willy Brandt : des promesses à la réalité 12

VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

- Le S.M.I.G. : indices et truquages en tous genres 10
- Les 60 ans de la Vie Ouvrière... 10
- Le logement, à l'aube d'une « société nouvelle » 11
- A Lyon : la « rénovation » des transports urbains ....

DANS LES ENTREPRISES

- A Peugeot (Saint-Etienne) Cinq jours de grève 9
- La manifestation à Paris des travailleurs de la Snecma ... 9
- La grève chez Pierchon 9
- Chez Renault (Billancourt) L'organisation de l'anarchie 14
- Aux A.G.F. : Des conditions de travail héritées du passé. 14
- Chez Roussel-Uclaf : A bas les contrats de travail de trois mois 14
- Chez Chausson : (Asnières) 15
- A Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois) : grève à l'entretien 15

ENSEIGNEMENT

- La rénovation de l'enseignement : des retards continuels 6
- Nanterre : des inscriptions interminables 6
- Orsay : Grève à l'Institut de Géologie 6
- L'éducation physique dans les groupes scolaires lyonnais 16
- La grève des étudiants en médecine 24

FAITS DIVERS

- L'affaire Crespin 7
- Dans le Loiret : Préfet, police, magistrat et patron ; la main dans la main 17
- De l'affaire de Soissons à l'affaire de Cestas 5

ANNIVERSAIRE

- D'un 11 novembre à bien d'autres 24

REVUE DE PRESSE D'EXTREME GAUCHE 18

EXTRAITS DU MEETING L.O.

« Les gauchistes et le P.C.F. » 19 et 20

FEUILLETON ..... 21 et 22

VU, LU ET ENTENDU

- Cinéma: Antonio das Mortes 22
- Livre : L'Obélisque Noir de E.M. Remarque 23
- Télévision : La Grèce des Colonels 23

POUR SOURIRE UN PEU

- Mots croisés 22
- Promotion sociale 23

A L'ÉTRANGER

BRÉSIL

Carlos Marighela assassine

Dans la guerre qui oppose les militants révolutionnaires brésiliens aux forces de répression, la police vient de marquer un point.

Carlos Marighela, le chef de l'Alliance Nationale Révolutionnaire, l'un des groupes les plus connus et les plus actifs de l'opposition clandestine, a été assassiné en plein jour au centre de Sao Paulo.

Carlos Marighela, pour la police brésilienne, était plus qu'un ennemi à abattre ; c'était aussi un symbole, celui de cette guérilla des villes qui depuis plus d'un an tient la police en échec et qui connut un éclatant succès avec l'enlèvement de l'ambassadeur américain au Brésil et sa libération.

Ridiculisée et humiliée le mois dernier, la dictature s'est vengée aujourd'hui.

La vengeance est à l'image du régime : Carlos Marighela a été attiré dans un guet-apens et abattu. Sans autre forme de procès.

Et déjà on annonce au Brésil que c'est la fin du mouvement révolutionnaire et que l'opposition ne se remettra jamais de cette disparition.

C'est évidemment ce que souhaitent la dictature et sa police. Mais ils auraient bien tort de prendre en l'occurrence leurs désirs pour des réalités.

Nous aussi il n'y a pas si longtemps, nous en avons entendu de ces déclarations fracassantes et définitives. Quand l'armée française intercepta en plein ciel l'avion de Ben Bella, perpétrant ainsi le premier acte de piraterie de l'espace, on nous annonça la fin de la rébellion en Algérie. On l'annonça encore à la mort d'Amirouche. On l'annonça toujours chaque fois qu'un chef de Willaya était découvert et abattu. On l'annonça tant et si bien que de dernier quart d'heure en dernier quart d'heure, ce fut le F.L.N. qui obligea l'impérialisme français à traiter.

Enfin Marighela était présenté comme le « cerveau » qui organisa et réussit cette remarquable opération en échange de celle de 15 prisonniers politiques.

Le mouvement révolutionnaire brésilien vient de perdre un homme et un chef. C'est vrai. Il en sera peut-être momentanément affaibli, nul ne peut le dire, mais quelle que soit sa capacité à surmonter cette crise, ce n'est pas cela qui décourage et désespère les révolutionnaires. Carlos Marighela savait ce qu'il risquait. Sa vie il l'avait déjà donnée en choisissant de militer et son long passé qui le conduisit du stalinisme au castrisme, lourdement chargé par des années de prison, de torture, est là pour témoigner de son courage et de sa conscience du danger encouru.

L'opposition révolutionnaire brésilienne vient de perdre un combattant, c'est un coup dur pour tous, mais ce n'est pas cela qui est tragique. Ce qui est tragique c'est que le combat lui-même, celui de Marighela comme celui de tant d'autres révolutionnaires, castristes, maoistes, guévaristes ou autres, soit engagé dans une voie qui ne mène nulle part, pour des objectifs que le nationalisme enferme dans des limites déjà dépassées par l'histoire. Et si nous saluons leur lutte, si nous sommes solidaires de leurs efforts, de leurs succès comme de leurs défaites, nous ne pouvons que regretter que de telles énergies et de telles sincérités révolutionnaires soient finalement dépensées en vain au lieu de se concentrer sur le seul combat capable de sortir l'humanité toute entière de l'impasse, le combat pour le socialisme, à l'échelle du monde.

EL FATH
et la crise du moyen-orient

Si les clauses en 14 points de l'accord signé entre les organisations palestiniennes et le gouvernement libanais sont restées secrètes, il est probable que dans leurs grandes lignes elles reprennent la plupart des revendications avancées par le Fath (la plus importante des organisations palestiniennes) : droit de libre circulation pour les commandos et possibilité d'enrôler les Palestiniens vivant au Liban.

Ces accords constituent un succès pour le Fath puisque le gouvernement libanais a cédé sur ces différents points.

De gauche à droite : le ministre des Affaires étrangères égyptien, Mahmoud Riad, le général libanais Emile Boustani et Yasser Arafat. Un accord, mais au profit de qui ?

Mais cette crise a aussi révélé l'étroitesse des conceptions nationalistes du Fath que certains militants révolutionnaires avaient, et ont toujours, tendance à considérer, un peu rapidement, comme l'avant-garde de la révolution « arabe », voire de la révolution socialiste au Moyen-Orient. Car quelle a été l'attitude du Fath dans ces événements ? Lorsque le gouvernement libanais a tenté de limiter l'action des commandos sur son territoire, le Fath l'a aussitôt dénoncé aux yeux de l'opnion publique comme réactionnaire et lié à l'impérialisme, ce qui est d'ailleurs exact.

Mais, dès qu'un accord a été en vue, Arafat a de nouveau affirmé qu'il ne voulait pas une transformation sociale du Liban. Quant aux masses libanaises qui ont soutenu le Fath (une partie est même descendue dans la rue), elles n'avaient plus qu'à rentrer chez elles.

En fait les déclarations d'Arafat de « non ingérence » dans les affaires intérieures du Liban ne s'adressaient pas seulement à ce pays mais aussi à tous les autres Etats arabes.

Que le gouvernement égyptien, au même titre que celui du Soudan, d'Arabie Séoudite ou du Liban, opprime les travailleurs et les paysans de ces pays, cela Arafat ne veut pas le savoir. Seule compte pour lui l'aide que peuvent lui apporter ces Etats dans sa lutte nationale pour la reconquête de la Palestine. Que les gouvernements irakien et syrien, « grands amis » (à bon compte) du peuple palestinien, soient aussi les grands bouchers du peuple kurde qui lutte aussi pour son indépendance nationale, de cela non plus le Fath ne se soucie pas. Il considère que sa lutte est uniquement celle qui aboutira à la création d'un Etat palestinien sur le sol de l'actuel Israël. De la part d'une organisation nationaliste cela n'est pas étonnant. Mais ce qui l'est plus, ce sont les qualificatifs « socialiste révolutionnaire » etc., qu'une certaine extrême-gauche continue d'appliquer à ce type d'organisations.

Le nationalisme étroit dont fait preuve le Fath se retrouve d'ailleurs dans sa conception du futur Etat palestinien. D'après son programme, cet Etat serait laïque et démocratique et tous les citoyens auraient des droits égaux. Mais nulle part on ne peut trouver des références à la conception du Fath sur le problème des nationalités. Et pourtant, en Palestine, ce n'est pas là un mince problème. Car dans cet Etat laïque et démocratique, la communauté juive aurait-elle le droit à sa langue, à ses écoles ? La communauté druze aura-t-elle le droit de conserver ses particularités nationales ?

Comment la future Palestine pourra-t-elle être démocratique sans que l'on reconnaisse aux diverses nationalités qui la composeront le droit de rester elles-mêmes ?

L'absence de préoccupations de cet ordre dans le programme du Fath n'est nullement un oubli.

Front nationaliste, le Fath, qui veut rassembler les Palestiniens de toutes les classes sociales, vise en fait à créer en Palestine un Etat dominé par une bourgeoisie palestinienne. C'est pourquoi si, pour les révolutionnaires, soutenir la lutte des Palestiniens pour leur libération nationale est un devoir élémentaire, le soutien à cette lutte et aux organisations qui la mènent et notamment au Fath, n'implique nullement un accord avec les objectifs politiques de ces organisations.

Il est infiniment souhaitable, pour tous les peuples du Moyen-Orient qu'apparaissent, au sein des organisations palestiniennes, des tendances révolutionnaires qui se donneront pour but la création d'une Palestine socialiste binationale dans un premier temps, et d'une Fédération Socialiste du Moyen-Orient dans un second, c'est-à-dire des organisations qui mettront l'accent sur la solidarité qui doit unir d'une part tous les travailleurs et paysans arabes contre leurs gouvernements, que ceux-ci soient ou non « pro-palestiniens », et d'autre part sur l'action systématique à entreprendre vis-à-vis des travailleurs juifs d'Israël pour les gagner à ce combat. Alors seulement on pourra parler, à leurs propos, de combat socialiste et de révolution sociale.

EGYPTE

le dernier discours de Nasser :
la réaffirmation d'une politique qui a fait faillite

« Nous devons nous acheminer sur la voie de la force par-dessus une mer de sang et au milieu des incendies » Cette seule phrase donne le ton du discours prononcé par Nasser devant l'assemblée nationale égyptienne jeudi dernier.

Venant immédiatement après l'affaire du Liban, et juste avant la réunion des ministres des affaires étrangères et des chefs d'état-major des pays arabes au Caire, la surenchère verbale du Raïs répondait avant tout à une première préoccupation : se maintenir au leadership du monde arabe. Face à d'autres chefs d'apparition plus récente, dont notamment Arafat, Nasser doit se manifester lui aussi, s'il veut garder tout son prestige.

Pour cela, comme il le fait depuis quinze ans, il a eu recours une nouvelle fois à la démagogie anti-israélienne.

Démagogie, parce que même si une partie des buts qu'il propose à la nation égyptiennne sont justes, le moyen pour y parvenir est hors de sa portée pour l'instant et, pour l'avenir, bien loin de régler le problème du Moyen Orient, ne peut que le rendre plus inextricable encore.

On ne peut certes pas reprocher aux Egyptiens de désirer recouvrer les territoires perdus en 1967, d'autant moins que la population qui s'y trouve se sent farouchement égytienne. Pas plus qu'on ne peut reprocher aux Palestiniens de vouloir retrouver une patrie dont ils sont exilés depuis 20 ans.

On ne peut pas leur reprocher non plus, ni aux uns ni aux autres, d'être prêts, éventuellement, à recourir à la force pour ce faire. Et le dernier à pouvoir faire ce reproche, c'est bien Israël lui-même, qui ne connait pas depuis 20 ans d'autre politique que celle de la force.

Pourtant la guerre contre Israël, l'Egypte est bien, pour l'instant et sans doute encore pour très longtemps, incapable de la mener. Tout au plus est-elle capable d'actions de commandos contre la rive du canal tenue par les Israéliens ou de guérilla dans le Sinai ou à Gaza.

La seule perspective réelle ouverte par les paroles enflammées du Rais c'est donc la poursuite indéfinie de l'état de guerre larvée qui existe depuis 1967 et même avant.

Est-ce là une solution pour le peuple égyptien, la population des territoires occupés ou les Palestiniens, pour ne pas parler des Israéliens eux mêmes ?

Certainement pas. C'est pourtant tout ce que peut offrir la politique de Nasser.

Il y aurait pourtant une autre politique possible. Celle qui consisterait, puisque l'on ne peut vaincre Israël seulement de l'extérieur, de miner sa puissance de l'intérieur, de trouver en son sein les alliés éventuels des peuples arabes. Ils existent : ce sont les travailleurs, ouvriers et paysans israéliens.

Mais pour les mettre du côté des peuples arabes, pour qu'ils abandonnent le gouvernement sioniste, ce gouvernement raciste et chauvin, il faudrait que les laeders politiques arabes s'adressent aussi à eux, et ne soient pas eux mêmes racistes et chauvins.

Il faudrait que Nasser parle moins d'une guerre qu'il est pour l'instant incapable de mener mais explique davantage que cette guerre, les peuples arabes la font au gouvernement sioniste, pas au peuple juif de Palestine.

Il faudrait que les objectifs politiques qu'il propose à la lutte du peuple égyptien puissent aussi être ceux du peuple israélien. Et ce n'est certes pas aussi impossible que beaucoup semblent le croire. Etat binational, garanties à toutes les minorités nationales quelles qu'elles soient, juives ou arabes, affirmation que l'on ne veut pas chasser les juifs installés en Palestine : on a déjà trouvé tout cela ici ou là dans des interviews accordées par des dirigeants palestiniens à des journaux occidentaux.

Il suffirait donc que ces objectifs ne soient pas seulement confidentiellement exprimés à l'usage de la propagande arabe à l'étranger, mais ouvertement et inlassablement proclamés par les leaders arabes comme leurs.

Alors les travailleurs israéliens pourraient ouvrir leurs yeux sur la politique criminelle et les mensonges de Abba Eban et compagnie. Alors pourraient surgir, aux côtés des guerilleros palestiniens et des commandos égyptiens, une autre force, une autre force politique qui, parce qu'elle serait basée dans les kibboutz ou les usines d'Iraël pourrait être décisive.

De cela — son dernier discours le prouve encore une fois — le leader égyptien n'a aucun souci.

Car il n'a aucun souci des intérêts des peuples du Moyen-Orient, pas plus du peuple égyptien que des autres. Il lui suffit d'avoir le moyen de le tenir en haleine pour régner plus facilement.

ACTUALITÉS EN FRANCE

Le P.S.U., les syndicats et les fractions

Accusé par les dirigeants de la fédération C.F.D.T. de la Chimie de tentatives de « noyautage », sommé par Georges Séguy de déclarer publiquement qu'il réprouvait la constitution de fractions au sein des syndicats, le P.S.U. a adopté, c'est presque une habitude, une position qui tente de concilier la chèvre et le chou.

En effet, le dernier Conseil National de ce parti a déclaré en substance que s'il n'était pas question que le P.S.U renonce à exister dans les entreprises, il désapprouvait et la théorie du syndicat « courroie de transmission » du parti, et la constitution de fractions au sein du mouvement syndical.

Cette attitude, qui ne fait d'ailleurs, il faut le reconnaître, que réaffirmer à cette occasion des positions déjà connues pour l'essentiel, donne donc des satisfactions à Séguy sur la forme, tout en refusant de lui céder, du moins en parole, sur le fond.

Les camarades du P.S.U. estiment peut-être qu'ils ont, en l'occurrence, adopté une position habile. Mais nous devons leur dire que, quelles que soient leurs motivations, ils se trompent lourdement.

Ils se trompent si les expressions qu'ils ont employées correspondent bien à leur propre pensée, car on ne peut pas être être plus inconséquent. Et ils se trompent aussi s'ils ont cru adopter une position de défense réaliste vis à vis des appareils syndicaux, car en politique les restrictions mentales pèsent bien peu, et quand on commence à déguiser sa pensée, ce n'est pas forcément l'adversaire que l'on trompe.

Et incontestablement, dans le cas qui nous préoccupe, ce ne sont pas les Séguy ou les Maire qui seront trompés, mais bien les travailleurs qui peuvent faire confiance au P.S.U.

Car enfin, s'il existe dans une entreprise deux militants du P.S.U. appartenant à un même syndicat, vont-ils oui ou non défendre leurs opinions politiques au sein de ce syndicat ? Oui, sans doute, si l'on en croit les positions exprimées au cours du dernier Conseil National où l'on a déclaré bien haut qu'il n'était pas question que les militants du P.S.U. dans les entreprises dissimulent leurs couleurs politiques. Mais ces deux militants vont-ils discuter au sein du groupe P.S.U. d'entreprise, ou au bistrot du coin, de leur travail au sein du syndicat ? La réponse ne semble pas devoir faire de doute, et pourtant, qu'ils le veuillent ou non, ces deux camarades auront alors constitué aux yeux de l'appareil une « fraction » coupable de s'être immiscée dans la vie et l'indépendance syndicale.

Encore une fois, la démocratie syndicale exige la libre confrontation des idées, la libre confrontation des tendances et des fractions, et c'est à l'ensemble des syndiqués d'arbitrer le débat.

La C.F.D.T. et les " Jesuites "

Dans ses numéros du 31-10 et du 3-11, l'organe central du P.C.F. montait en épingle une déclaration de la Fédération C.F.D.T. de la Chimie accusant le P.S.U. « d'imposer les mots d'ordre du parti aux organisations de masse » et, dans quelques entreprises, de se livrer à un « véritable noyautage » et d'avoir donc des « pratiques inacceptables ».

La C.F.D.T. au secours de Séguy, cela donnait du poids aux affirmations de celui-ci.

Mais ce que l'Humanité ne cita pas c'est la suite du communiqué de la C.F.D.T. ajoutait que la « tactique » du P.S.U. « n'est pas essentiellement différente de celle décrite par Lénine et appliquée subrepticement par le Parti communiste français » ! Mais dans le fond pourquoi donc **L'Humanité** aurait-elle publié cette partie du communiqué ?

Nous savons d'expérience, que les camarades du P.S.U.,: s'ils persévèrent à vouloir constituer partout où ils le peuvent des groupes d'entreprises, vont s'engager dans un combat long et difficile contre les appareils syndicaux, et principalement contre l'appareil de la C. G. T., et du P.C.F. qui tient à defendre son monopole de fait en ce qui concerne l'expression politique dans les usines.

Mais nous sommes persuadés que les camarades du P.S.U., ne se mettent pas en position plus favorable, pour livrer ce combat, en donnant formellement satisfaction à Séguy et à ses semblables. Car ce faisant, ils ne font que désorienter leurs militants et leurs sympathisants, sans les protéger le moins du monde de la répression des appareils.

Et nous pouvons déjà prévoir ce qui se passera : c'est que des militants renonceront à toute activité politique d'entreprise pour ne pas être accusés de « fractionnisme », alors que les autres seront, pour ce motif, exclus de la C.G.T., si ce n'est pas d'autres syndicats.

Etre assis le derrière entre deux chaises, c'est une position concevable intellectuellement, mais bougrement inconfortable dans la pratique : nos camarades du P.S.U., ne tarderons pas à s'en apercevoir s'ils font réellement ce dont ils parlent. Et nous pensons que la seule position qu'il vaille la peine de défendre en ce domaine, c'est celle de la démocratie ouvrière et syndicale, et du droit de fraction, parce qu'elle n'est pas finalement, plus inconfortable, et qu'elle a au moins le mérite d'être juste, claire et nette.

En fait, il n'y aura pourtant dans leur attitude rien que de très normal, car on ne peut évidemment demander à personne d'abandonner ses opinions personnelles au vestiaire avant de venir assister à sa réunion syndicale. Ou, du moins, ne devrait-il y avoir que les appareils à avoir l'hypocrisie de le dire... pour les autres.

Le syndicat doit être ouvert à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions philosophiques ou religieuses. Pour que cela ne soit pas qu'une formule vide de sens, il faut que chaque syndiqué puisse défendre, à l'intérieur du syndicat, les opinions qui découlent de ses conceptions philosophiques, politiques ou religieuses. Et quand il y a des milliers de syndiqués qui partagent les mêmes conceptions, de quel droit pourrait-on leur interdire de lutter ensemble pour défendre le point de vue syndical qui découle de ces conceptions ?

Le droit de fraction n'est pas pour nous un droit à sens unique, réservé aux seuls révolutionnaires. Si nous pensons par exemple et nous le pensons, que les ouvriers catholiques ont leur place à part entière dans une organisation syndicale, cela implique évidemment qu'ils puissent défendre librement la politique syndicale qui découle de leurs opinions religieuses, même si elle est directement inspirée par la hiérarchie ecclésiastique.

Sans cela, la démocratie syndicale n'est qu'un vain mot, et ce qui se passe alors, en fait, c'est la dictature plus ou moins ouverte d'un appareil sur le syndicat.

Nous n'avons pas à condamner le droit de fraction, mais au contraire à le revendiquer, car il est le seul gage de la démocratie syndicale. Et nous n'avons pas non plus à condamner, comme des vieilles filles effarouchées, l'expression « courroie de transmission ».

Car enfin, là aussi, les militants du P.S.U., dans les entreprises vont-ils oui ou non essayer d'infléchir à tous les niveaux la politique du syndicat dans un sens qui coïncide avec les positions de leur parti. Vont-ils par exemple, puisque c'est là une des préoccupations de leur parti, militer dans leur syndicat pour le contrôle ouvrier, ou y renoncer. Et s'ils militent pour défendre cette position, que répondront-ils quand on les accusera de considérer le syndicat comme une « courroie de transmission » de leur parti ?

A L'AFFICHE

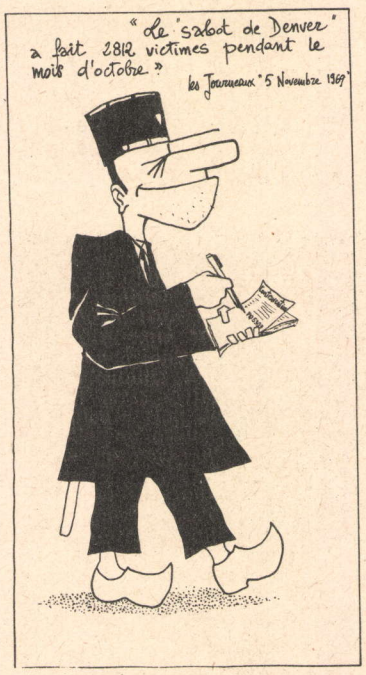
la cantatrice chauve

L'affaire de Soissons et l'affaire de Cestas : selon que vous serez puissant ou misérable...

Le rapt de la petite Sophie Duguet a soulevé, l'émoi et la réprobation générale. A juste titre ! Ravir un enfant, utiliser le chantage sur sa vie est révoltant. Conformément aux demandes expresses du père de la victime, toutes les recherches policières furent interrompues jusqu'à ce que la rançon soit payée et l'enfant rendue. Et la chasse à l'homme, « pour que justice soit faite », est passée au second plan.

Certes, on ne peut que se réjouir du tact et de l'extrême discrétion dont ont usé pour une fois les serviteurs de la police pour permettre qu'une jeune vie soit sauve. Mais on ne peut aussi que déplorer que la police n'ait pas fait preuve de la même discrétion, il y a un peu plus de six mois, dans l'affaire « Cestas ». Rappelons qu'alors, la police n'avait pas hésité à mobiliser lourdement, au risque de sacrifier deux jeunes enfants, non pour retrouver les auteurs d'un rapt, mais pour obliger un malheureux père, Fourquet, à « s'incliner devant la loi », et à obtempérer aux conclusions d'un procès en divorce, au terme duquel il devait se séparer de ses deux enfants.

Que le comportement de la police n'ait pas été le même dans l'un et l'autre cas n'a malheureusement pas de quoi surprendre. Entre Fourquet, pauvre bougre, conducteur de bulldozer, et Monsieur Duguet-Père, ce monsieur qui au doigt et à l'œil, en l'espace de quelques heures, aligne sur la table 2 000 billets de 500 F, il y a un monde ! Un monde divisé en deux par la barrière de l'argent, à la sauvegarde de laquelle la police est justement chargée de veiller.



Allons-nous vers une denationalisation de la police ?

Nous avons entendu samedi dernier sur les ondes d'Europe que la brigade criminelle recherchait toujours les auteurs du meurtre du barman et de la barmaid du bar « Le Gavroche », puis, à quelques minutes d'intervalle, que les tueurs de Jo Attia étaient sur la trace des assassins ! On voudrait comprendre ! A moins qu'il ne s'agisse simplement des mêmes. Qui a enrôlé qui, dans cette histoire ?

Les « tueurs » de Jo Attias ont-ils été fonctionnarisés ou, au contraire, sont-ce les policiers de la Brigade qui travaillent pour le privé ?

POURPARLERS SECRETS

Lundi 3 novembre, Nixon, dans son discours télévisé, révéla l'existence de négociations secrètes entre la R.D.V., en la personne d'Ho Chi Minh, et les Américains.

Jeudi 6 novembre, à la conférence de Paris, M. Xuan Thuy, chef de la délégation de la R.D.V. s'en indigna et parla à ce propos de « trahison d'une promesse faite par les Américains eux-mêmes ».

Une telle réaction peut paraître de la part de ce délégué surprenante, car il est évident que dans ce type de négociation, caractéristique de la diplomatie bourgeoise, seul le peuple reste tenu à l'écart. Et si quelqu'un était en droit de montrer son mécontentement, c'était le peuple vietnamien qui, par 20 ans de luttes incessantes contre l'impérialisme français puis américain, a conquis de son sang le droit d'être tenu au courant de toute négociation.

DANS L'ENSEIGNEMENT

La rénovation de l'enseignement : des retards continuels

DEPUIS la rentrée scolaire 1969-70, l'école communale, dont les programmes et les méthodes, malgré les quelques modifications de 1923, 1945 et 1959, remontaient à ses illustres origines de 1882, est aux prises avec la « Rénovation pédagogique » décrêtée cet été par M. Olivier Guichard, ministre de l'Education nationale.

De cette « rénovation », les travailleurs savent peu de choses, si ce n'est qu'il n'y a plus d'école le samedi après-midi et que ce sont eux, désormais, qui ont leurs enfants à charge ce jour-là. Mais c'est là un point de vue que M. Guichard jugerait bien étriqué et bien mesquin, et dont il ne s'étonnerait guère, convaincu qu'il est que les parents sont les premiers à avoir besoin d'être éduqués.

En fait, la grande innovation consiste en l'application du principe dit du « tiers-temps pédagogique » : désormais, les matinées, et elles seules, seront réservées aux disciplines « intellectuelles » (mathématiques et français), tandis que le reste du temps sera partagé également entre l'éducation physique et les activités dites d' « éveil » (histoire, géographie, sciences d'observation...)

A cela, il n'y a rien à redire. L'enseignement primaire avait bien besoin d'être rénové et personne n'en voudra à Monsieur le Ministre d'avoir allégé les programmes, définitivement banni les vieux emplois du temps si scrupuleusement minutés, et mis à l'honneur les activités sportives.

Mais, malheureusement, tout cela suppose des moyens matériels et donc financiers que M. Guichard n'a pas. Austérité oblige. Alors, il faut faire preuve d'ingéniosité, ce dont, il faut l'avouer, M. Guichard ne manque pas.

Son idée, géniale, il l'a exposée au stage national de Sèvres sur « l'Animation Pédagogique » et dans la presse, elle se résume à ceci : « le principal obstacle à la réalisation de l'entreprise de rénovation, c'est la résistance de nombreux maîtres au changement. Il faut donc les réadapter et les recycler de façon permanente. » Mais que les instituteurs et institutrices qui craignaient pour leur samedi après-midi désormais libre se tranquillisent. Il n'est nullement question d'organiser des cours ou séances de travail ou de discussions auxquels ils seraient tenus d'assister. Cela supposerait finances et c'est donc hors de question. Le ministre a trouvé mieux et nettement moins cher. Voilà ce qu'il a lui-même déclaré : « La rénovation des méthodes de l'enseignement élémentaire passe d'abord par un changement d'état d'esprit.

C'est une activité à laquelle il faut laisser beaucoup de spontanéité... A un enseignement que nous voulons tout pénétré d'animation, il faut une organisation qui le soit elle-même. Nous n'allons pas former « dogmatiquement des instituteurs que nous souhaitons débarrasser de l'attitude dogmatique... »

Pour faire plus sérieux, un projet plus concret » est quand même avancé : « Nous allons en deux ans former quelques milliers d'animateurs pour rénover l'enseignement ». Ces « animateurs » seront recrutés :

1) Parmi les inspecteurs déjà en fonction.

2) Parmi les instituteurs : 6.000 d'entre eux quitteront leur classe pour un stage d'une durée de trois mois, durant lequel ils seront remplacés par des élèves-maîtres des Ecoles Normales (jeunes des centres de formation qui font actuellement de tels stages mais sous la direction et aux côtés des instituteurs et sans avoir charge de classe à eux seuls).

Comme solution de fortune, de fortune pour le budget gouvernemental s'entend, on ne pouvait trouver mieux : la « rénovation » se fera sans débourser un seul liard.

NANTERRE

des inscriptions interminables

A Nanterre, il y a en fait deux inscriptions : l'inscription centrale, et l'inscription en U.E.R. (Unités d'Etudes et de Recherches), qui sont indépendantes l'une de l'autre.

A elle seule, l'inscription centrale représente facilement 48 heures d'attente aux guichets, de démarches, de paperasserie diverse. Et comme c'est au cours de cette inscription qu'il faut payer les fameux droits d'inscription, généreusement augmentés de 50 francs cette année, beaucoup d'étudiants suivent les consignes de l'U.N.E.F., ne s'inscrivent pour l'instant qu'en U.E.R.

Mais pour l'inscription en U.E.R., les choses se compliquent encore. Un étudiant en histoire, par exemple, doit aussi préparer des certificats en géographie, langues, sociologie, économie, voire même maths ou philo. Pour chacune de ces matières, il doit s'inscrire dans l'U.E.R. correspondante, c'est-à-dire dans quatre ou cinq endroits différents.

Dans certaines U.E.R., le personnel administratif n'est pas là. Ce sont des étudiants « volontaires » qui inscrivent leurs camarades. Dans le meilleur des cas, il y a deux personnes pour inscrire des milliers d'étudiants.

Pour avoir une chance de passer dans la journée, il faut arriver deux heures avant l'ouverture du bureau. Souvent, on repart sans avoir pu s'inscrire, et il faut revenir le lendemain. Et cela pour une seule U.E.R. ! Ce qui fait quatre ou cinq jours en moyenne pour l'inscription entière.

L'administration, pour « aider » les étudiants, a mis à leur disposition une brochure explicative de 80 pages. Il faut la lire trois fois avant d'y comprendre quelque chose ; et encore certains des renseignements qu'on y trouve sont complètement faux.

Pour l'instant, les étudiants gardent leur bonne humeur, mais la patience a des limites... surtout à Nanterre.

SECONDAIRE

une farce de mauvais goût

Les élèves de 1re viennent de recevoir les notes de leur examen de français passé en juin dernier. Il aura donc fallu quatre mois pour que les candidats connaissent enfin les résultats de cet examen perdu dans les sables des vacances. Autant dire que la surprise a été amère ! Encore heureux que les souris et la moisissure n'aient pas mangé les copies... Comment les élèves peuvent-ils prendre les examens au sérieux quand on se moque aussi délibérément de leur travail. Pourquoi donc les copies n'ont-elles été distribuées aux correcteurs qu'en septembre ? Pourquoi donner aux professeurs un travail supplémentaire à la rentrée, alors que la fin de l'année est un moment tout désigné pour ces corrections ? Les responsables de l'Education nationale se moquent autant des élèves que des professeurs.

A la publication des résultats, « l'opinion publique » s'est émue du bas niveau des élèves. Mais elle ferait bien mieux de s'apitoyer sur le bas niveau des responsables de l'organisation des examens. Une anecdote en dit long sur le sérieux de ces messieurs : parmi les sujets proposés à Paris figurrait un poème de Verlaine écrit, disait l'introduction, « peu après sa sortie de prison ». Cette référence, on s'en doute, a été prise par les élèves comme une indication lumineuse pour l'explication du poème, ce qui a donné lieu à de très ingénieuses interprétations. Hélas ! Pauvre Verlaine et pauvres élèves ! La référence était fausse...

ORSAY

grève à l'institut de géologie

A la faculté des sciences d'Orsay, l'institut de géologie est en grève depuis plus de quatre semaines. Toutes les revendications se résument en une seule : les géologues veulent que leur institut vive. Car le gouvernement vient, dans le cadre du plan d'austérité, de décider la liquidation de quelques secteurs de l'université. En fait, le gouvernement a prévu le reclassement des étudiants en géologie : un grand avenir leur est ouvert dans la géologie... nucléaire... Car là, c'est différent, plan d'austérité ou pas, ce qui touche à la bombe est sacré ! Ça, c'est de la science utile ! Avec des principes comme ceux-ci, on pourrait réduire beaucoup d'autres disciplines. Voici quelques propositions :

— Limitation de l'histoire à l'étude des explosions nucléaires et de leurs suites ;

— Limitation de la statistique à l'étude des courbes de mortalité de Nagasaki et d'Hiroshima avant et après l'explosion nucléaire ;

— Il faudrait également envisager le remplacement à brève échéance du stéthoscope du médecin pour la pelle du fossoyeur.

Mais il faudrait surtout envisager la spécialisation des psychiâtres dans les soins à donner aux fous qui nous gouvernent.

ACTUALITÉS EN FRANCE

Quand la famille gaulliste lave son linge sale

LE député Louis Vallon n'est plus membre du groupe parlementaire U.D.R. Il vient de s'en faire exclure pour avoir publié un livre irrévérencieux à l'égard de Pompidou : « l'anti de Gaulle ». Cette affaire suit de près l'attaque du ministre de l'Equipement, Chalandon, contre la politique économique de son collègue Giscard d'Estaing.

Par ailleurs, Edgar Faure, lors des récentes élections partielles a choisi de se présenter « sans étiquette », plutôt que d'adopter celle de l'U.D.R., de façon à marquer ses distances. Distances toutes relatives d'ailleurs puisqu'il vient de s'apparenter, une fois élu, au parti majoritaire. Enfin, il est de notoriété publique que Pompidou et ses amis, s'ils regrettent, bien entendu, l'élection de Rocard dans les Yvelines, ne sont pas fâchés de la défaite de Couve de Murville...

Ainsi les dissensions et le « malaise » au sein du gaullisme apparaissent de façon spectaculaire sur le devant de la scène, et certains se demandent s'il ne s'agit pas là des débuts d'un émiettement de la majorité, et peut-être des signes avant-coureurs d'une prochaine cassure au sein de la « famille gaulliste ».

En fait, il en va de la famille gaulliste comme de toutes les grandes familles bourgeoises, l'intérêt s'y mêle inextricablement aux liens dits personnels et la nécessité de faire bloc contre les « étrangers », ne suffit pas à dissimuler les ambitions rivales, les origines différenciées et les velléités d'indépendance. Le réflexe de solidarité ne joue que dans les circonstances dramatiques.

Or, plus que toute autre, la grande famille U.D.R. est un regroupement hétéroclite de personnalités et d'équipes diverses. Leur seul point commun est de s'être proclamés gaullistes à une époque où il était de toute évidence payant de le faire.

Pendant plus de cinquante ans la droite française divisée en tendances politiques extrêmement variées s'était montrée incapable de surmonter sa division, incapable de doter le pays du « gouvernement stable » dont la bourgeoisie avait besoin. De Gaulle réussit cette performance d'unifier dans son sillage la plus grande partie de la droite « la plus bête du monde ».

Mais les partis, les individus, les traditions les intérêts et les styles divers ne devaient être unis au sein de l'U.N.R., ancêtre de l'U.D.R. actuelle, que par l'ambition commune de profiter de la situation et surtout par la personne et l'autorité de De Gaulle. Le maître était là et tranchait, disciplinant les jeunes (ou les vieux) loups du gaullisme. Il se permettait même de méconnaître leur volonté, n'hésitant pas à mener une politique anti-israélienne quand l'U.D.R. était anti-arabe et n'hésitant pas à imposer Edgar Faure à l'Education Nationale alors que la majorité ne rêvait que de marcellinades.

De Gaulle pouvait se le permettre : il ne tenait pas son pouvoir du parlement. C'était au contraire la majorité qui devait son existence politique à De Gaulle.

Quand le prestige de « l'homme providentiel » fut usé et son pouvoir irrémédiablement ébranlé après la crise de mai, il se trouva au sein de la majorité des hommes pour parler ouvertement de l'après-gaullisme et même semble-t-il pour le préparer. Pompidou fut de ceux-là.

Mais tandis que le Bonaparte vieilli regagnait Colombey, le nouveau maître de l'Elysée se trouvait tenu de partager son pouvoir avec

Vallon

des héritiers avides. Libéré de l'autorité hautaine et sans partage de De Gaulle, l'U.D.R. ne pouvait manquer de se diviser entre de nombreuses lignes de forces, recoupant parfois les anciennes formations, dessinant aussi de nouvelles alliances.

Ce n'est pas encore l'éclatement, loin de là. Dans la situation actuelle la pudeur et le bon sens commandent de garder la face, on devrait plutôt dire la façade commune. Louis Vallon vient de l'apprendre à ses dépens.

La vie exemplaire de Marcel Cachin

Cachin

A l'Institut Maurice Thorez, François Billoux évoquait, le 30 octobre dernier, « La vie exemplaire de Marcel Cachin », à l'occasion du 100e anniversaire de la naissance de celui-ci.

Qu'elle est exemplaire la vie de celui que le P.C.F. considère comme son « fondateur le plus illustre » (Humanité dixit !). Cela dépend pour qui... En voilà en tout cas quelques étapes.

En 1914 : membre du parti social démocrate depuis 23 ans déjà, vieux routier du parlementarisme, à la déclaration de guerre, Cachin remballe au plus vite ses discours antérieurs contre la guerre, pour pousser au contraire, les travailleurs à aller se faire trouer la peau pour le compte de la France bourgeoise.

En 1915, le gouvernement français est tellement confiant dans l'ultra chauvinisme de Cachin qu'il l'envoie en mission auprès du parti socialiste italien, plus précisément auprès d'un certain... Mussolini, afin de l'exhorter à travailler à l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente.

Il sera d'ailleurs chargé en 1917, d'une mission analogue auprès de Kérensky, afin d'encourager celui-ci dans ses ardeurs guerrières.

En 1920, après un voyage en U.R.S.S., le chauvin Cachin se métamorphose en « internationaliste », et au congrès de Tours, il est de ceux qui préconisent l'adhésion du vieux parti socialiste à la 3e Internationale.

Il n'est pas devenu révolutionnaire pour autant, mais en bon opportuniste, qui, de surcroît, craint pour sa position, il sait sentir le courant de sympathie en faveur de la révolution russe.

Personne ne se fait d'illusions à son sujet, ni ses anciens compères qui ont choisi de rester dans l'ancien parti social-démocrate maintenu, ni surtout les dirigeants de l'Internationale communiste avec qui il est d'ailleurs en conflit perpétuel .

Une telle situation serait devenue vite intolérable si le stalinisme montant n'était pas venu à la rescousse. Pour éliminer les authentiques révolutionnaires du sein du jeune P.C., Staline avait besoin de tels individus, à l'opportunisme éprouvé et à l'échine souple. Cachin a su sentir à merveille tous les tournants de l'ère stalinienne et a su s'y conformer jusqu'à sa mort.

Alors, une vie exemplaire ? Oui, Cachin est bien l'exemple type de ces professionnels de la manœuvre et de l'hypocrisie, qui n'abandonnèrent leur vieille peau de sociaux-démocrates de la IIe Internationale que pour la retourner un peu plus tard dans le camp stalinien...

L'affaire CRESPIN : La justice une fois de plus au banc de l'accusé

IL aura donc fallu qu'Alphonse Delattre reste deux mois en prison, sous l'inculpation d'homicide volontaire avant que la justice ne le relache, faute de charges suffisantes.

Le juge d'instruction aurait pu aboutir à cette conclusion d'une toute autre manière : il aurait suffit de respecter les règles de la procédure pénale : considérer Delattre comme innocent... jusqu'à ce que sa culpabilité ait été démontrée.

Avec des personnes d'un autre milieu social, cette règle aurait été scrupuleusement observée. Le « témoin » aurait été courtoisement interrogé par la police, il aurait été reçu, en compagnie de ses avocats, dans le cabinet du juge d'instruction, et c'est entre gens de bonne compagnie que tout ce serait passé.

Mais voilà, Alphonse Delattre n'était qu'un simple berger. A cet état, déjà fort peu prisé de la justice était venu s'ajouter une circonstance aggravante. Il avait fait des aveux.

Les aveux faits à la police n'ont, bien entendu, aucune valeur de preuve. Et ils sont encore plus suspects lorsqu'on connaît la manière d'agir des policiers et la brutalité dont ils sont coutumiers.

Tout cela n'a pas empêché le juge d'instruction sans aucune preuve sérieuse, et la suite l'a montré, d'écrouer Delattre et de lancer sur lui une accusation terrible qui le poursuivra toute sa vie.

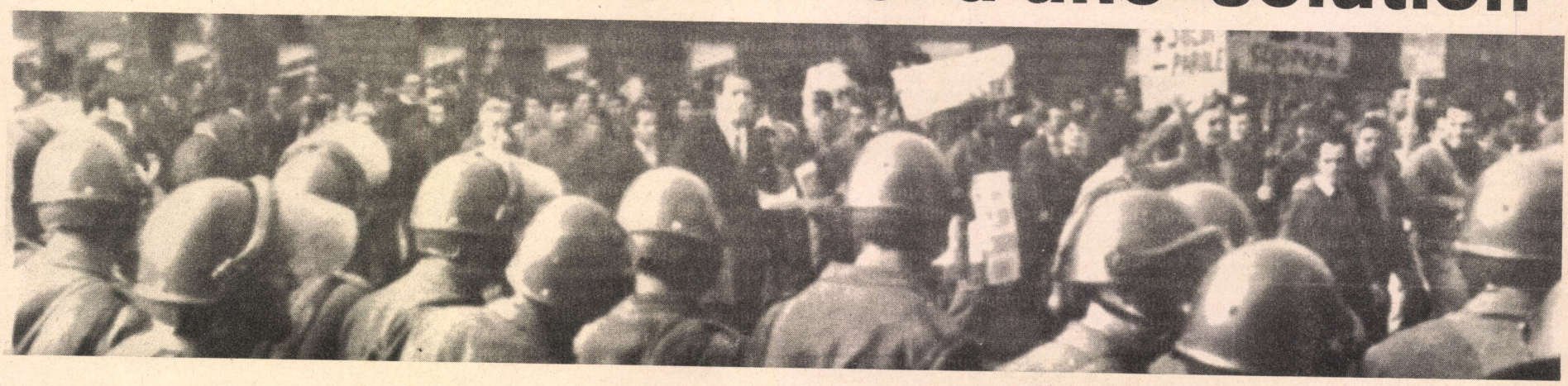
Certes, il se trouve des bonnes âmes pour se réjouir puisque aujourd'hui, justice est faite. Mais c'est bien un comble de trouver des motifs de satisfaction dans l'application d'une règle de droit élémentaire.

A elle seule, cette « satisfaction » révèle le caractère exceptionnel de la chose.

A L'ÉTRANGER

ITALIE

Les patrons à la recherche d'une solution



PISE, avec ses bagarres sanglantes entre gauchistes, policiers et néo-fascistes est venue rejoindre Avola, Battipaglia et Turin dans la liste, déjà longue des villes italiennes, endeuillées par une répression meurtrière. Outre ces affrontements violents épisodiques, l'Italie connaît une agitation sociale permanente et il ne se passe pas une semaine, ni même de jour sans que telle ou telle catégorie de travailleurs se mette en grève partielle ou illimitée.

La presse dite « modérée » et la presse de droite hurlent au « complot communiste ». « Il Tempo », quotidien indépendant, parle de « l'attaque communiste de Pise » et affirme que dans les manifestations ouvrières, « les spécialistes communistes de la provocation tenteront d'entraîner les travailleurs à des incidents ». Quant au gouvernement, il « s'affirme décidé à mettre un terme à la violence » — c'est-à-dire à donner, à sa police de mentalité fasciste, toute latitude pour exercer sa répression.

Ces gens-là baptisent « complot » tout ce qui va à l'encontre de leurs intérêts. Et cette vague de grèves, de revendications, de « contestation », qui s'est emparée de toute la classe ouvrière, ne manque pas d'inquiéter le patronat et toute la bourgeoisie italienne. Non pas que cette agitation ait un caractère révolutionnaire, même si les organisations syndicales traditionnelles ont pu paraître à certains moments débordées par les minorités « gauchistes ». Elles ont bien vite su reprendre en mains l'agitation ouvrière, en se mettant à sa tête, et en organisant des grèves générales, par région, par province, et même sur le plan national, par catégories : les fonctionnaires, les métallurgistes, etc. Elles ont également su donner, à cette agitation, un cadre revendicatif : les négociations sur le renouvellement des contrats collectifs. Dans ces batailles autour du tapis vert, la diplomatie syndicale excelle. En tous cas, la manifestation des métallurgistes, à Turin, le 25 septembre dernier, a montré combien les organisations syndicales tiennent en mains, à l'heure actuelle, le mouvement de la classe ouvrière italienne.

Cette agitation ouvrière se conjugue avec une crise du système politique. L'an passé, l'Italie a connu deux longues crises ministérielles, l'une en décembre, l'autre en juin : le système politique italien ressemble beaucoup à ce qu'était le système parlementaire français sous la quatrième République.

En raison de la multiplicité et de la diversité des partis politiques — eux-mêmes divisés en tendances — en raison aussi de l'importance du Parti Communiste exclu de toute combinaison gouvernementale éventuelle, la formation d'une majorité stable et cohérente, est pour ainsi dire impossible. Les gouvernements se font et se défont au gré des alliances et des combinaisons mouvantes.

Si le gouvernement peut à la rigueur tenir en l'absence d'événements importants, la coalition peut être remise en cause dès qu'il en survient un, pour peu que l'une des multiples tendances qui la composent estime avantageux de choisir ce moment pour retirer son épingle du jeu. Et il en est du gouvernement « monocolore » actuel de Rumor comme des précédents.

Un tel gouvernement, estime de plus en plus une partie du grand patronat italien — et c'est pourquoi il hurle au « complot communiste » — ne peut mettre un terme à l'agitation sociale grandissante, à la contestation qui se développe dans tous les domaines. Tout au plus peut-il donner à sa police, qui s'en passe bien, le feu vert pour la répression. Mais il ne suffit pas de réprimer, le patronat italien veut un gouvernement qui sache imposer sa politique à la classe ouvrière italienne. Le fragile gouvernement Rumor, comme les précédents, en est bien incapable. Aussi l'accuse-t-on de plus en plus, dans la presse bien-pensante, d'immobilisme, et « d'attendre que les choses s'arrangent d'elles-mêmes ».

Aussi un « gouvernement fort » est-il de plus en plus souhaité par les possédants d'au-delà des Alpes. Mais la bourgeoisie italienne n'a pas d'extrême-droite puissante, capable de mettre au pas partis et syndicats, ni d' « homme providentiel » qu'il suffirait d'aller chercher dans un Colombey transalpin pour jouer le rôle d'arbitre. En outre elle se trouve face à une classe ouvrière mobilisée et par conséquent susceptible d'opposer à tout coup de force une résistance qui pourrait se révéler périlleuse pour l'ordre bourgeois.

Pour toutes ces raisons, si la bourgeoisie italienne regimbe de plus en plus contre le système politique actuel, il ne semble pas qu'elle possède aujourd'hui de solution de rechange viable, ni qu'elle puisse, à court terme, en inventer une

TCHÉCOSLOVAQUIE

tout est normal

PENDANT cinq jours M. Husak s'est promené triomphalement en U.R.S.S. Il n'a manqué aucune occasion de proclamer l'indéfectible amitié de l'U.R.S.S. et de la Tchécoslovaquie, de multiplier les preuves de sa gratitude pour le soutien apporté à la cause du socialisme en août 68 et après. Rentré à Prague, il s'est félicité devant 2.000 cadres du parti de la protection accordée par l'U.R.S.S. à la Tchécoslovaquie en « ce monde orageux plein de fauves impérialistes ».

(U.P.I.)

A chaque discours de Husak ou des nouveaux dirigeants de Prague, on a l'impression que la boucle est bouclée, qu'on est revenu à l'époque Novotnienne. Et pourtant les discours pro-soviétiques succèdent aux mesures d'épuration et les exclusions et « démissions » aux déclarations anti-libérales. Il ne se passe pratiquement pas de jour que la presse n'annonce de nouveaux départs de libéraux, de nouvelles mesures de durcissement de leur poste à tous les niveaux de la hiérarchie et de l'Etat et du parti.

A la suppression presque totale des visas de sortie et à la sommation de rentrée faite aux Tchécoslovaques en séjour à l'étranger, succède l'exclusion d'Ota Sik du parti communiste. Deux jours plus tard c'est la démission de Dubcek et de Smrkovsky du Parlement fédéral, en même temps que celle de nombreux députés.

Le nouveau programme du gouvernement marque un durcissement dans tous les domaines.

En même temps que sont éliminées toutes les vedettes libérales, on épure dans l'administration, l'université, la presse, l'armée et les sports. Les professeurs soupçonnés d'opposition ou coupables d'avoir été trop ouvertement favorables à la démocratisation sont chassés de leur chaire et punis de... travail manuel. On les retrouve dans les tramways, les ascenseurs, dans le bâtiment et la voirie.. C'est ainsi qu'on a pu voir Zatopek, héros national, ancien colonel, entraîneur national, courir ...derrière les bennes à ordures.

Les sphères dirigeantes sont remises en ordre. Mais le pays semble, lui, tomber dans un vaste désordre. Aux portes des magasins, les files d'attente s'allongent, la production ne sort pas. Les responsables de l'économie se plaignent de l'absentéisme ouvrier et du fait que les ouvriers ne travaillent en moyenne que pendant la moitié des heures de présence. Pour remédier à la situation économique, le gouvernement envisage de revenir à la semaine de six jours.

Pour autant qu'on puisse savoir ce qui se passe exactement en Tchécoslovaquie, on a l'impression que les mesures gouvernementales sont autant de coups d'épée dans l'eau : il y a des remous en surface, mais en dessous rien ne change. A moins de mettre en route une répression massive, les nouveaux dirigeants ne paraissent pas pouvoir entamer la résistance passive dans laquelle vivent toutes les couches de la société. S'ils peuvent muter et limoger, ils n'ont pu faire en sorte par exemple que les enseignants répondent (à part quelques exceptions bien sûr) au fameux questionnaire du ministre de l'Education Nationale encourageant la délation. Les mesures individuelles n'impressionnent que très médiocrement ceux auxquels on veut faire peur et en tout cas ne les font pas obéir.

Car il ne suffit pas que la direction soit docile, il faut aussi que la population se mette au pas. Manifestement celle-ci n'en a aucune envie ; elle vomit le régime installé par les chars soviétiques et le chaos actuel est l'expression de son dégoût.

VIE SOCIALE

la manifestation à Paris des travailleurs de la S.N.E.C.M.A.

Ceux de la file de gauche ne se posent pas de problème de licenciement.

L'INTERSYNDICALE s'étant mis d'accord pour une manifestation centrale de tous les centres S.N.E.C.M.A., pour protester contre les 750 licenciements annoncés par la direction, les travailleurs d'HISPANO ont été consultés par les syndicats du vendredi au lundi. A l'inverse des travailleurs de Corbeil qui étaient prévenus le vendredi soir et connaissaient la date et le lieu de la manifestation, nous n'avons été appelés officiellement que la veille, c'est-à-dire le mardi.

Du vendredi au lundi, les syndicats avaient remis au personnel un tract-référendum. Ce référendum devait être dépouillé le lundi. Le mercredi seulement l'appel fut donné avec les résultats connus. NOUS IRIONS A PARIS.

Le mercredi matin, quatorze cars prirent le départ dans l'intention de rejoindre le gros des manifestants de la S.N.E.C.M.A. Au niveau de l'Etoile nous étions déjà escortés par des motards mais le cortège roulait au pas et au niveau de la rue du Bac, il était déjà 10 heures. Le cortège devait démarrer vers 9 h 30 aux Gobelins et nous nous attendions à ne pas manifester du tout et à nous retrouver à la Mutualité. Mais la C.F.D.T. réussit à obtenir de la C.G.T. et de la police que nous manifestions sur le Boulevard Saint-Germain en traversant une partie du Quartier Latin jusqu'à Maubert-Mutualité. Nous avions une solide escorte de flics en tenue de combat : casques, matraques, bottes. Un peu plus loin il y avait une bonne quantité de gardes mobiles et de cars de C.R.S. avec lance-grenades et fusils. Ce petit détail n'était pas prévu par la plupart des travailleurs présents qui se virent dans l'obligation de manifester sur les trottoirs, repoussés de plus en plus par les flics et laissés pratiquement sans aucune directive. La C.G.T. était quasi-inexistante de la tête de la manifestation et seul un responsable de la C.F.D.T. prenait la direction des opérations.

Arrivés à la Mutualité, quelque peu en avance, nous avons côtoyé les forces de police pendant un bon quart d'heure. Les forces étaient imposantes autour de la Mutualité et les manifestants présents quelque peu désorientés, car toujours aucune directive n'était donnée, sinon une rapide tentative de nous faire rentrer dans la salle avant l'arrivée de Corbeil et de Villaroche.

A leur arrivée le moral revint car le cortège de ces deux centres était imposant par le nombre et le dynamisme. Après le meeting les rues alentour déversèrent un flot de personnes rejoignant la centaine de cars alignés le long du quai Saint-Bernard. Les forces de police toujours présentes essayaient de se rendre utiles en aidant à la circulation.

Pendant le meeting, un orateur de chaque centrale a parlé et nous avons retrouvé le responsable C.G.C. d'HISPANO, toujours aussi démagogue et disant que si l'usine tournait aussi mal c'était de la faute de l'incapacité de nos actuels directeurs, du manque d'intérêt de notre travail et aussi de la faute des militaires qui nous gouvernent. Le discours de la C.F.D.T. était le plus combatif de tous et insistait sur le fait que nous ne devions pas faire les frais des intérêts des capitalistes. Il ressortait de tout cela que si nous imposions un programme d'aviation civile (C.G.T.) ou obtenions un décret de sauvegarde de la SNECMA (C.F.D.T.) ou encore une autonomie de gestion (C.G.C.) tout irait bien dans le meilleur des mondes...

Les travailleurs ont repris le travail mais rien ne va mieux pour autant. Les représentants syndicaux étaient reçus vendredi à Matignon mais les lettres de licenciements prévues tomberont vers le 20 novembre et d'ici là aucune des soi-disant solutions préconisées par les centrales syndicales ne sera retenue par les patrons et le gouvernement.

Le processus est en marche, la véritable bataille reste à livrer.

(Correspondant L.O.)

manifestation du personnel de l'Education Surveillée au palais de justice

Lundi 3 novembre, vers 17 h, la Cour de Mai, dans le Palais de Justice de Paris, se trouva soudainement envahie d'une foule de personnes criant des slogans... disons, une manifestation.

Il s'agissait des enseignants chargés des enfants et adolescents délinquants, qui avaient organisé cette manifestation-surprise en entrant subrepticement, en petits groupes séparés, par plusieurs portes du Palais de Justice, et s'étaient regroupés là. C'est ainsi que professeurs, et élèves avec eux, manifestaient leur mécontentement.

D'où venait celui-ci ? Un tract l'expliquait, signé du Syndicat national des Personnels de l'Education Surveillée (S.N.P.E.S., membre de la F.E.N.). « Il y a en France 1 800 éducateurs pour prendre en charge 50 000 garçons et filles délinquants. Il y a environ 3 500 places d'accueil en internat ou en foyer. Un millier restent inutilisées, faute de personnel, alors que les candidats éducateurs n'ont jamais été aussi nombreux. Fin 1970, c'est 2 000 places qui ne serviront à rien, car on construit des établissements sans prévoir le personnel pour les faire fonctionner. Il faut 1 000 postes au budget pour l'Education Surveillée, on en a prévu 188 !... Des centaines de jeunes, faute de traitement approprié, se détérioreront dans les maisons d'arrêt »...

Les manifestants brandissaient une affiche portant : « Mieux vaut des éducateurs en nombre que des gosses à l'ombre ». « Budget de l'Education Surveillée réduite de moitié en 1969 ».

On peut parler de « réforme de la justice ».

Quelques gardes républicains, qui se trouvaient là et qui sont utilisés au Palais comme gardiens crurent de leur devoir d'empêcher la manifestation. Et comme ces tristes sires n'avaient pas de matraques, c'est à coups de menottes qu'ils frappèrent sur certains manifestants : il y en eut trois de blessés...

Comment donc ! Des gens dont le slogan était, entre autres : « des écoles, pas des prisons », mais... ce sont des gens dangereux !

A PEUGEOT (St-Etienne)

cinq jours de grève

Lundi 3 novembre dans la matinée les travailleurs de Peugeot à Saint-Etienne, (930 ouvriers) votaient à une forte majorité la grève illimitée avec occupation d'usine. Ils réclamaient qu'on leur accorde à Saint-Etienne les mêmes avantages qu'à Peugeot-Sochaux, c'est-à-dire un rattrapage des salaires, une prime de bruit, que la prime dite de 304 ne soit plus soumise à l'assiduité. Ils demandaient en outre que la Direction applique intégralement la Convention Collective de la Métallurgie de la Loire, en particulier la clause concernant la 5e semaine de congés payés pour les jeunes.

L'atmosphère était chaude. L'usine fut occupée en entier — y compris le central téléphonique — par plus de 300 ouvriers. Les grilles et les murs furent rapidement garnis de pancartes et de banderoles. Le drapeau rouge flottait sur l'usine.

Jeudi la Direction accordait satisfaction pratiquement sur tous les points demandés. La Convention Collective de la Loire serait appliquée intégralement. La prime de bruit est accordée. La prime dite de 304 recevra une « neutralisation » de 12 jours de maladie. Pour ce qui est des augmentations de salaires, les ouvriers ont obtenu 10 centimes au 1er novembre 1969, 10 centimes au 1er juin et 10 centimes au 1er décembre 1970, ce qui les mettra à égalité avec les salaires de Sochaux.

Par contre les journées de grève ne seront pas payées, mais elles n'auront pas d'incidence sur le calcul des primes d'assiduité.

Le vendredi matin le travail reprenait.

(Correspondant L.O.)

Match de foot-ball : les grévistes occupent l'usine... et leurs loisirs.

les damnés de la terre

Le bilan d'un accident de la mine à Buffelsfontein (Afrique du Sud) souligne suffisamment par lui-même sur quoi repose la société en Afrique du Sud.

Au dessus, les palaces, les plages luxueuses et les safaris de la publicité qui s'étale dans la presse bourgeoise du monde entier. En dessous, la mine, l'esclavagisme prospère des négriers du Cap.

« Explosion par 2 500 mètres de profondeur d'une forte charge de dynamite dans une galerie en cours de forage » :

— 65 morts, tous Noirs sud-africains, à l'exception de deux contremaîtres européens.

— 30 blessés : la couleur de leur peau n'est pas précisée, celle des morts peut y aider mais leur sang c'est celui des prolétaires.

DERNIÈRE HEURE

fin de la grève chez Pierchon

Cette grève dont nous relatons le début par ailleurs dans ce même numéro (page 15) s'est terminée mercredi 5 novembre. Le lundi 3, beaucoup d'ouvriers étaient restés chez eux et 25 vinrent au piquet de grève sur lesquels 15 rentrèrent au travail. Mardi, il y avait encore des grévistes qui étaient restés chez eux. Les dix qui n'étaient pas rentrés la veille, reprennent, mais se voient signifier leur licenciement. Quelques ouvriers ont pris leur compte. On dit que la boîte va fermer dans un mois.

Il y a décidément des patrons que la légalité n'embarrasse pas et qu'il faudra amener à la raison avec des moyens peut-être plus violents, mais plus appropriés.

VIE SOCIALE

le SMIG, indices et truquages en tous genres

DEPUIS plusieurs mois de graves commissions composées de représentants de l'Etat, de spécialistes, d'économistes distingués et de syndicalistes, discutent péniblement d'une « rénovation » du mode de calcul du S.M.I.G.

Laissons-les travailler. Cela risque d'être long.

Mais faisons un peu d'histoire et voyons comment le S.M.I.G., cette piètre caricature d'échelle mobile, a pu naître et survivre jusqu'à nous.

C'est en 1950 qu'une loi a instauré un Salaire Minimum national Interprofessionnel Garanti. Ce salaire minimum a été défini par une Commission supérieure des Conventions Collectives qui comprend des représentants de l'Etat (3), des employeurs (15), des syndicats (15), et des organisations familiales (3).

Ces experts ont établi un « budget-type » minimum, c'est-à-dire d'après leur propre définition : « un budget qui assure, en tout état de cause et au minimum, les besoins individuels et sociaux de la personne humaine considérés comme incompressibles ».

Il définit très exactement la quantité de viande (de porc ou de bœuf) nécessaire à la survie des travailleurs en régime capitaliste. Il précise quelle sorte de légume on doit consommer à telle époque de l'année. Ces messieurs se sont longuement disputés pour évaluer la quantité de calories nécessaire aux travailleurs et pour savoir si 100 g de saindoux valent mieux que 100 g de poisson, etc.

Mais l'établissement d'un tel budget n'est que le premier volet d'une garantie des salaires, quelle qu'elle soit, le second étant son indexation sur les prix.

La même Commission supérieure des Conventions Collectives a donc établi une liste d'articles de consommation courante dont le prix servirait à calculer un indice de la hausse des prix. Ce sont les fameux indices des 213, 179 ou 259 articles dont on a beaucop parlé.

C'est sur ces indices successifs que le S.M.I.G. a été indexé. Quand ces indices augmentent d'un certain pourcentage pendant un certain temps (aujourd'hui 2 % pendant deux mois consécutifs), le S.M.I.G. augmente d'autant.

Tout cela est très bien calculé, mais il est très facile de truquer ces indices et les gouvernements ne s'en sont pas privés.

Il existe pour cela plusieurs moyens ou plutôt plusieures astuces.

On peut, par exemple, puiser dans la poche des contribuables pour subventionner certaines denrées (blé, lait, etc.) et en maintenir les prix afin d'empêcher les salaires de monter.

On peut aussi faire figurer sur la liste de référence les coquillettes, par exemple, mais pas les spaghettis (et le gouvernement demandera aux industriels de ne pas augmenter le prix de l'article en référence ici les coquillettes — en les laissant libres d'augmenter les autres.

On peut encore décider que cette liste d'articles comprendra des produits tels que les balles de ping-pong ou le savon à barbe qui ne représente qu'une fraction infime du budget des travailleurs, mais dont les prix varient moins vite que ceux des produits de consommation courante.

Tout cela fait qu'on obtient, dans certaines périodes, très officiellement — et cela apparaît sur les graphiques — à la fois un indice sur lequel est indexé le S.M.I.G., baptisé indice « manipulé » (sic) et un autre « non manipulé » (resic) qui croît, bien entendu, beaucoup plus rapidement.

Au total, le S.M.I.G. n'a pas cessé depuis sa création de s'éloigner des salaires réels, de leur être de plus en plus inférieur. Il suffit de savoir qu'avant mai 68 il était de 420 F par mois et que malgré l'augmentation de 35 % obtenue à Grenelle, il n'est toujours aujourd'hui que de 580 F par mois (et environ 2 millions de travailleurs à la ville et à la campagne ne gagent que cette somme).

Pour les travailleurs, il s'agit de se voir garantir un minimum pour ne pas mourir.

C'est pourquoi le S.M.I.G., au lieu d'être basé sur des besoins fantaisistes et catalogués une fois pour toutes, devrait être calculé en fonction des besoins réels des travailleurs et de l'époque. Il devrait enfin être indexé sur les denrées alimentaires de base (viande notamment), le prix des transports et celui d'un loyer courant.

On aboutirait ainsi à un minimum qui permettrait enfin à nombre de familles ouvrières de se loger correctement, de ne pas tirer le diable par la queue chaque fois que les prix du bus, du tramway ou du métro augmentent et de manger de la viande plus souvent qu'une fois par semaine.

Evidemment, il ne faut pas compter sur la bonne volonté du gouvernement et du patronat pour qu'un tel salaire minimum garanti puisse voir le jour.

les 60 ans d'un journal : une usurpation d'héritage de la Vie Ouvrière de Monatte...

LA C.G.T. fête cette année un anniversaire, celui de la fondation de la Vie Ouvrière, son hebdomadaire officiel, né il y a 60 ans.

Cet anniversaire aura été l'occasion de bien des vins d'honneur, de discours, d'articles, voire de numéros spéciaux. Pourtant, à travers ces commémorations officielles, bien peu de choses transparaissent de ce que fut la V.O. à sa naissance et dans sa jeunesse. A en juger par l'Humanité, en particulier par un article commémoratif paru le 7-10-69, on peut même se demander si c'est bien cette année qu'il faut fêter ce soixantième anniversaire.

La véritable histoire de la **Vie Ouvrière** commence en effet : « lorsque Gaston Monmousseau est porté à sa direction en 1922 », laisse entendre la rédaction de l'article qui, par ailleurs, réussit le tour de force de ne pas parler des deux animateurs principaux du journal à ses origines : son fondateur Monatte, et Rosmer qui y joua un rôle essentiel pendant la Première Guerre mondiale. Il est vrai que ces deux militants révolutionnaires furent exclus du P.C. en 1924, au moment de la caporalisation bureaucratique du parti.

Le rédacteur de **L'Humanité** n'a pas tout à fait tort. La véritable histoire de la **Vie Ouvrière** telle qu'elle est devenue aux mains de la fraction stalinienne de la C.G.T. ne commence pas en 1909. La petite revue née le 5 octobre 1909 était bien différente du grand magazine d'aujourd'hui, et pas seulement dans la forme, mais aussi quant au contenu. Elle était alors l'organe d'un petit groupe de militants ouvriers révolutionnaires d'horizons divers, regroupés autour de Monatte, lui-même de tendance anarcho-syndicaliste.

Le syndicalisme traversait alors une certaine crise. Aristide Briand, ancien syndicaliste devenu ministre, comptait corrompre le mouvement ouvrier en achetant littéralement les militants quand il le pouvait et en faisant passer quelques lois sociales, propres à arracher des soupirs d'admiration de la part de l'aile réformiste de la C.G.T. d'alors.

C'est pour lutter contre la gangrène réformiste qui menaçait le mouvement ouvrier et pour redonner de la vigueur aux principes de la lutte de classe parmi les militants syndicalistes que quelques militants se regroupèrent pour lancer la **Vie Ouvrière.**

La **Vie Ouvrière** de Monatte était avant tout destinée aux militants. C'était, pour reprendre l'expression de leurs auteurs, **« Le foyer de recherches d'études en commun, de discussion entre camarades, indispensable à tout mouvement soucieux de préparer des munitions pour ses luttes et de maintenir la netteté de ses conceptions ».**

La **Vie Ouvrière** se voulait une revue « d'action », où les militants devaient tirer constamment les leçons des échecs, des demi-succès ou même des succès des luttes d'alors. Dans la **Vie Ouvrière,** Monatte voulait un « échange » à l'intérieur d'un noyau « de gens qui sont d'accord sur les points essentiels et qui veulent donner un effort dans le même sens... travailler à préparer au syndicalisme des militants avertis, clairvoyants et ardents. » (Numéro 97, 5 octobre 1913). En tant que revue, la **Vie Ouvrière** se voulait « une école sans professeurs et sans élèves » qui, seule, pouvait susciter un émulation parmi les militants.

Le lecteur était d'ailleurs fermement invité à collaborer au travail commun.

Tout ce qui touchait l'ouvrier dans sa vie de travailleur ou de citoyen était évoqué dans ces débats dont la richesse provenait de la diversité des opinions.

Quoi de commun avec l'insipide monotonie des positions officielles dans la **Vie Ouvrière** d'aujourd'hui où la libre discussion n'est même plus un souvenir...

Cinq ans à peine après sa fondation, la **Vie Ouvrière** eut à affronter la vague nationaliste et chauvine qui avait submergé le pays au début de la Première Guerre mondiale. Alors que les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière sombrèrent les unes après les autres dans le chauvinisme, alors que les dirigeants les plus en vue du prolétariat passèrent armes et bagages du côté de la bourgeoisie en aidant celle-ci à mieux entraîner les travailleurs dans la guerre, le groupe de la **Vie Ouvrière** fut le seul à résister à l'hystérie guerrière.

Le journal fut interrompu, certes, mais en maintenant à contre-courant les principes de l'internationalisme prolétarien, les Monatte, les Rosmer ont sauvé l'honneur du mouvement ouvrier français.

Malgré leurs erreurs, malgré leurs insuffisances, ces hommes ont représenté en cette période tourmentée de son histoire ce qu'il y avait de meilleur dans le mouvement ouvrier français.

Certains d'entre eux jouèrent un rôle important dans la création du Parti Communiste en France au lendemain de la guerre. Mais précisément parce qu'ils étaient révolutionnaires, le stalinisme montant ne pouvait les tolérer ni dans le Parti Communiste ni dans la Confédération syndicale contrôlée par lui et dont **Vie Ouvrière** est devenue l'organe officiel.

Et rien d'étonnant que ce ne soit pas de la tradition de ses fondateurs que se réclame la **Vie Ouvrière** en 1969, mais de ceux qui les ont chassés en 1924.

On ne saurait donc s'étonner que **L'Humanité** de 1969 n'éprouve guère le besoin de se replonger dans les archives des origines de la **Vie Ouvrière.**

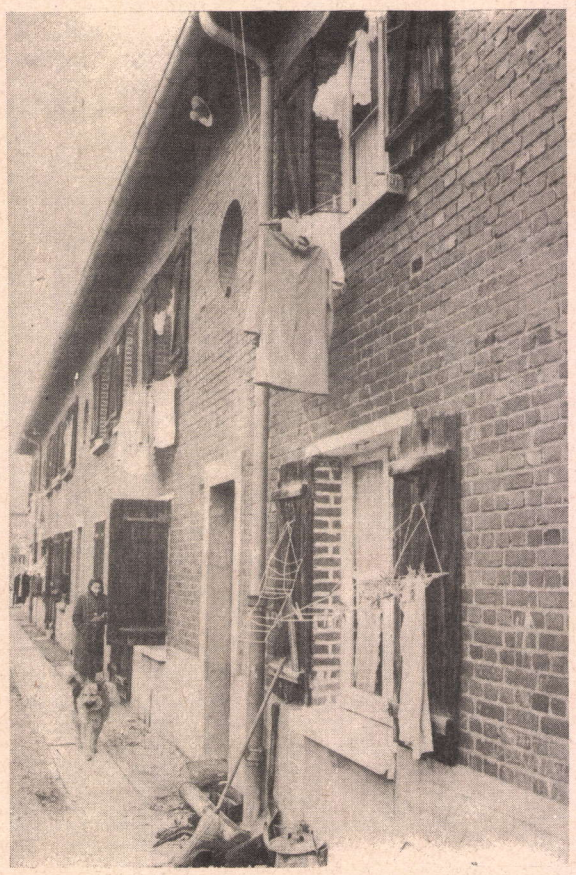
... à

de Séguy

VIE SOCIALE

le logement, à l'aube de la "nouvelle société"

UN coup d'œil à une enquête récente de l'IRCOM (1) apprend que, dans la région parisienne, 2.900.000 personnes s'entassent dans de sordides taudis assez comparables à ceux décrits par Zola. Cruelle ironie du sort ou plutôt implacable logique du système dans lequel nous vivons, les travailleurs algériens, espagnols, portugais qui fournissent une bonne part de la main-d'œuvre du bâtiment, représentent 22 % de ces mal logés. On doit, faute d'éclairage naturel, utiliser l'électricité toute la journée dans 40 % de ces logements dont plus d'un quart ne possède pas l'eau courante. La surface disponible en moyenne par habitant s'élève à 5 m2. Certaines cellules de prison sont plus grandes. Récemment, on a signalé le cas d'un enfant présentant une déformation des jambes : il dormait dans un lit trop court qu'on ne pouvait remplacer, faute de place...



Une cité d'urgence, dans laquelle certaines familles attendent depuis des années.

Ne croyez pas que les autres, ceux que la statistique officielle classe dans les « bien logés », vivent dans des palaces. Dans toute la France, 4.500.000 logements datent de plus d'un siècle. A l'ère de la conquête de l'espace, disposer d'une salle de bains est un privilège : 63 % des logements ne disposent ni de douche, ni de baignoire et 11 % n'ont pas l'eau courante.

LA SITUATION VA EMPIRER

Les « enfants » nés après-guerre arrivent à l'âge de se marier. Le nombre des nouveaux ménages qui était de l'ordre de 300.000 par an va passer, en 1970, à plus de 400.000. En tenant compte du déplacement d'une partie de la population des campagnes vers les villes et des besoins, au titre de renouvellement du capital immobilier, le directeur de la société COGEDIM (important groupe immobilier promoteur) a estimé à 550.000 le nombre des logements qu'il faudrait construire par an. Notons qu'il a été modeste dans ses estimations : il ne compte remplacer chaque année que 1 % des logements anciens. Ce qui laisserait moisir trois millions de personnes jusqu'à la fin de leurs jours dans leurs taudis, leurs garnis et leurs bidonvilles. Retenons cependant ce chiffre de 550.000 logements.

Le gouvernement a fixé pour 1970, l'objectif de 500.000 logements, qu'il a ramené par la suite à 480.000 puis 450.000. De toute façon, de l'aveu même des Pouvoirs publics, ce score ne sera pas atteint. Depuis 1967, la production de logements ne cesse de

régresser : 423.000 en 1967, 410.000 en 1968. On prévoit un chiffre du même ordre pour 1969 et le budget 1970 du logement est en recul de 9 % sur celui de 69.

DES LOGEMENTS POUR QUI ?

Ces chiffres sont toutefois insuffisants pour bien comprendre la situation. Il serait naïf de croire que 400.000 logements par an sont mis à la disposition des travailleurs, et en particulier des plus défavorisés d'entre eux. En 1969, seules 115.000 H.L.M. nouvelles ont été mises en location. Tous les autres logements, y compris 31.000 H.L.M. ont été mis en vente. Trois quarts des logements construits chaque année échappent donc aux travailleurs qui ne disposent pas de l'apport personnel indispensable pour les acheter. A titre d'exemple, il faut débourser comptant un minimum de deux millions pour acquérir un quatre pièces neuf valant au total huit millions. Sans compter les charges de remboursements souvent trop lourdes à supporter pour un petit budget.

En 1969, le nombre des H.L.M. sera encore réduit d'une vingtaine de mille. A la place, on bâtira 18.000 P.R.L. (Programme à Loyer Réduit), des sous-H.L.M. de qualité inférieure. Leurs pièces auront 7 mètres carrés... 2 mètres carrés de plus que la surface moyenne disponible par personne dans les taudis. Pour les cadres, on fait un petit effort. On leur proposera 6.000 I.L.M. (Immeubles à Loyer Moyen), des « super-H.L.M. » de qualité légèrement supérieure, mais au loyer plus élevé.

CHALANDON, MONSIEUR RENTABILITE

Chalandon, notre fringant et bavard ministre du Logement, souhaite, selon ses propres propos, que « nos entreprises réalisent le plus de profit possible ». Dans cette optique, il se propose de « confier au secteur privé tout ce qui est rentable ».

En clair, sa politique va consister à obliger ceux qui veulent se loger à acheter. Ceux qui ne le peuvent vraiment pas, on les laissera dans leurs taudis ou on les mettra dans les P.R.L., les « taudis neufs » dont nous avons parlé plus haut.

Vendre des logements au lieu de les louer présente, pour la bourgeoisie, un double intérêt. Une partie du salaire du travailleur passe dans le remboursement de son emprunt, ce qui « rentabilise » la construction. Soit dit en passant, prendre un crédit sur vingt ans équivaut à rembourser trois fois le prix d'un appartement qui sera, selon toute vraisemblance, hors d'état une fois fini de payé ! Le travailleur en prenant un crédit s'attache un boulet. Et ce que voudrait bien la clique Chalandon, c'est que, devenu « propriétaire », l'ouvrier change de mentalité et se sente un peu capitaliste !

Dans les conversations privées, Chalandon se plaît à dire que quand on a son petit pavillon, loin de son travail de préférence, les journées sont longues et il reste peu de temps pour se rendre aux réunions politiques. Quant au dimanche, on peut le passer en famille à cultiver ses radis ou réparer son toit, ça évite d'aller contester dans les rues.

FORCER LA MAIN A CHALANDON

Pour obliger les réticents à acheter, Chalandon propose d'augmenter les loyers des immeubles anciens pour les amener au prix des neufs. Progressivement bien sûr, pour éviter trop de protestations.

Cela va-t-il marcher ? Les travailleurs accepteront-ils d'aller s'enterrer à 30 ou 40 km de leur entreprise dans des cages à lapins de béton ? Pour l'heure, même les plus minables des logements neufs sont encore hors de portée de leur bourse. En dépit de ses efforts, il serait douteux que Chalandon parvienne à réussir ce miracle : faire coller l'offre à la demande en régime capitaliste.

Pourtant 40.000 logements « de standing » vont bientôt être en vente sur le marché parisien et, selon tous les professionnels de l'immobilier, ne trouveront pas d'acquéreur. Que personne ne s'étonne, le jour où les mal logés descendront de leurs taudis infestés de rats pour aller s'installer en squatters dans ces beaux immeubles. Ça forcerait un peu la main à Chalandon.

---

(1) Institut de Recherches Economiques et Commerciales.

ENTREPOSE :

les assassins de la semaine

L'EQUIPE de chez Entrepose, entreprise de chantiers pour le bâtiment, montait un hangar pour une usine de l'Oise. Deux mètres au-dessus de l'échafaudage passent des lignes à haute tension : 15.000 volts, qui alimentent l'usine. Depuis huit jours, le travail se faisait, et l'électricité était coupée à temps. L'E.D.F., en effet, avait prévenu le service de sécurité de l'usine pour qu'il coupe au moment voulu le courant. Ce jour-là, l'usine devait tourner, l'électricité devait servir : il faut bien penser au profit ! Mais on s'est moins soucié des travailleurs : quand le service de sécurité est arrivé, avec dix minutes de retard, prévenir l'équipe de ne pas travailler parce que le courant était remis, un ouvrier de 33 ans venait de mourir foudroyé par le courant. Toute l'équipe a failli subir le même sort, si elle n'avait pas été isolée des tubes métalliques par des planches. Le malheureux lui, tenait un tube.

Non contente de cette négligence criminelle, la société Entrepose n'a pas jugé bon de prévenir ses camarades ; et comme personne ne veut payer des dommages à la veuve et aux trois enfants du mort, elle a tout bonnement organisé une quête auprès de ses camarades de travail. La société, en effet, retire sa responsabilité dans cette affaire : chaque chef d'équipe n'a qu'à s'assurer, en cas de chantier à côté de lignes électriques, que le courant a été coupé. Quant au dédommagement de la famille, elle compte sur le bon cœur et la solidarité des camarades, comme l'an dernier déjà pour un autre accident mortel.

Les responsables sont ceux qui font travailler leurs ouvriers dans des conditions de danger de mort, et ceux qui assassinent nos camarades pour rabioter un peu de profit. Ce ne sont en aucun cas, les ouvriers qui risquent leur peau pour qu'ils s'engraissent. Il faudra bien que les criminels paient !..

LA GUERRE

A L'ÉTRANGER

LA POLITIQUE AMÉRICAINE

Pourquoi la guerre continue

LE dernier discours de Nixon doit nous assurer une large participation aux manifestations du 13, 14 et 15 novembre » avait déclaré un des organisateurs du prochain « moratoire » contre la guerre du Vietnam. Le vide du discours présidentiel ne peut en effet qu'accroître la lassitude d'une population déçue dans ses espoirs de paix.

Car cela fait plus d'un an et demi que les discussions de Paris sont ouvertes. Nixon, après avoir fait de la paix au Vietnam un des axes de sa campagne électorale, a succédé à Johnson à la tête de l'exécutif américain, et aujourd'hui cependant aucune perspective de paix à court ou même moyen terme ne semble encore s'ouvrir.

Les Etats-Unis veulent-ils vraiment la paix, ou bien les discussions de Paris et le retrait des troupes au compte-gouttes ne sont-ils que des manœuvres destinées à apaiser une opposition intérieure grandissante et à laisser les mains libres au gouvernement pour poursuivre la guerre ?

En fait, l'énorme machine de guerre U.S. n'est pas vaincue. Mais depuis l'offensive du Têt de janvier 68, il est apparu clairement aux yeux de tous et en premier lieu à l'opinion publique américaine que pour remporter des succès décisifs sur un adversaire décidément irréductible, il faudrait au moins doubler l'effort de guerre américain. Cet effort pour des raisons politiques et économiques (problème noir, inflation, crise du dollar, montée de l'opposition publique) les Etats-Unis n'étaient pas disposés à le soutenir. L'impérialisme U.S. se voyait contraint de choisir la paix. Cela laissait présager des négociations longues et difficiles.

Mais les U.S.A. n'étaient pas pressés. S'ils ne voulaient ou ne pouvaient payer le prix d'une victoire militaire, ils avaient par contre les moyens de tenir et de se maintenir indéfiniment et en tout cas le temps de trouver une paix « acceptable ». C'était du moins le calcul de Johnson porte-parole officiel de l'impérialisme américain. Son successeur tient le même raisonnement : malgré les démonstrations pacifistes qui se multiplient et s'amplifient aux U.S.A. mêmes, il se donne encore trois ans pour faire la paix.

Quelle est donc la paix que veulent les gouvernants américains ?

S'il est vrai que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, il est encore plus vrai que la paix est le reflet de cette politique.

Or la politique américaine au Vietnam trouve son fondement dans ce que le jargon politico-militaire appelle le « containment ». En termes clairs, il s'agit d'empêcher que telle ou telle partie du monde ne bascule dans le camp dit soviétique. Les accords de Yalta avaient réglé un certain partage « militaire » du monde entre les deux blocs opposés. Ce partage se trouva en 1949 remis en cause par l'accession de Mao Tsé Tung au pouvoir en Chine. Ni les U.S.A., ni l'U.R.S.S. ne l'avaient voulu, ni les U.S.A. ni l'U.R.S.S. n'avaient pu l'empêcher. En essayant par le blocus de réduire à sa merci le nouvel Etats chinois, les U.S.A. ne firent que le précipiter dans le camp de l'U.R.S.S. Celle-ci s'en trouva considérablement fortifiée. Dès lors il restait à la politique américaine d'éviter coûte que coûte qu'une telle situation se reproduise.

Elle laisse encore le Vietnam du Nord s'intégrer dans le système d'alliance « soviétique », mais elle a, par son intervention militaire en Corée, sa présence armée au Sud-Vietnam, limité les dégâts. Et ce que défendent les boys américains dans les rizières du Sud Vietnam, c'est le système d'alliance du monde dit libre en Asie — en terme militaire : l'O.T.A.S.E.

Il est hors de question maintenant qu'un Sud-Vietnam indépendant fasse partie de l'O.T.A.S.E., mais les U.S.A. misent sur la neutralité du futur Etat. Cette neutralité affirmée fait partie du programme du F.N.L. C'est elle qui rend possible la négociation.

Elle la rend possible ce qui ne veut pas dire que tous les autres problèmes soient résolus pour autant, et en particulier celui de la réunification du Vietnam.

Mais si des bases de compromis sont encore possibles entre les U.S.A. et le F.N.L., elles sont infiniment plus difficiles à trouver en ce qui concerne le gouvernement officiel du Sud-Vietnam. Et pour cause. Thieu et Ky bloquent depuis leur début les négociations de Paris, car ils savent en effet que la paix au Vietnam signifie leur disparition de la scène politique et, peut-être même, s'ils ne le prévoient pas à temps, leur disparition tout court. Leur intérêt est donc de faire traîner en longueur les discussions, de freiner la réalisation d'un compromis qui se ferait forcément sur leur dos. Tant que les discussions durent, ils durent aussi. C'est pourquoi ces deux fantôches s'aggripent à leur position, refusent de passer la main à des hommes moins compromis aux yeux de la population ou tout simplement les emprisonnent et les assassinent afin d'empêcher que se constitue une équipe politique de rechange. Le gouvernement américain sait cela comme il sait d'ailleurs qu'il lui suffirait de retirer son soutien à Thieu et Ky pour que leur régime s'effondre immédiatement.

Mais cela l'impérialisme U.S. ne peut le faire ouvertement sous peine de ruiner tout le système d'alliance qu'il a établi de par le monde. Celui-là même que les GI's sont venus défendre au Vietnam. Cela montrerait à tous les gouvernements réactionnaires que les U.S.A. soutiennent politiquement, financièrement et militairement un peu partout sur la planète et tout particulièrement en Asie, qu'ils peuvent être abandonnés du jour au lendemain, sacrifiés à de nouvelles exigences de la politique américaine. Cela ne manquerait pas enfin d'encourager la lutte que les peuples opprimés engagent contre ces mêmes gouvernements.

Alors en attendant de trouver la solution qui lui convient et qui sauvegarde au mieux ses intérêts immédiats et lointains, l'impérialisme U.S. palabre à Paris et s'acharne au Vietnam sur ce petit pays martyrisé où la jeunesse américaine apprend le dégoût de soi et peut-être aussi la révolte.

WILLY BRANDT : DES PROMESSES A LA RÉALITÉ

LES polémiques n'ont pas fini au « Bundestag » allemand entre la majorité et l'opposition au sujet de l'orientation du nouveau gouvernement en matière de politique étrangère.

Willy Brandt, chef de file de la Social-Démocratie allemande, avait, en effet, inauguré ses nouvelles fonctions de chancelier de la Républiqe fédérale en annonçant une « ouverture » vers l'Est du nouveau gouvernement.

Bien plus que les relations — fort mal définies quant au reste — que le gouvernement de Bonn développerait avec l'U.R.S.S., la Pologne ou la Tchécoslovaquie, ce sont surtout ses déclarations sur l'Allemagne de l'Est qui ont naturellement retenu l'attention.

Sans vouloir pour autant reconnaître officiellement l'existence de la R.D.A., Willy Brandt a parlé d'une seule et même nation allemande, divisée en deux Etats distincts... ce qui est l'évidence même. Il voudrait donc développer et faciliter les relations entre ces deux parties de l'Allemagne, et pour cela baptiser un ministère des « affaires interallemandes ».

Les démocrates chrétiens, rejetés dans l'opposition après les dernières élections, n'ont pas manqué de crier au scandale ; on chercherait pourtant en vain dans les déclarations du nouveau chancelier, des données précises quant à ses intentions vis-à-vis de la R.D.A. : il n'est pas question pour l'Allemagne de quitter l'alliance atlantique ; il n'est pas question non plus de reconnaître, en droit, le gouvernement d'Allemagne de l'Est.

Sorti de là, on reste dans le vague le plus complet en ce qui concerne les relations entre les deux Allemagne.

C'est pourtant sur ce point précis que les Allemands espèrent justement des changements. Depuis 20 ans que l'Allemagne est divisée entre les deux camps et surtout depuis la construction du mur de Berlin en 1961, combien de familles sont restées séparées, combien ont perdu de vue simplement leurs amis, leurs connaissances ? Les rares visites autorisées ne font que rendre plus criant encore ce qu'il y a d'odieux dans cette séparation.

En promettant davantage de souplesse dans les rapports avec la R.D.A., Willy Brandt peut donc se tailler une popularité à peu de frais, pour entamer ses fonctions de chancelier. Car il n'est pas un Allemand qui ne souhaite, d'une façon ou d'une autre, la réunificaton de l'Allemagne.

Il se trouve malheureusement que cette réunification, aucune bonne volonté, aucune déclaration de bonnes intentions de l'une ou l'autre Allemagne ne pourra la provoquer. En effet, de même que la division de l'Allemagne en deux camps s'est faite après la Seconde Guerre mondiale par-dessus la tête du peuple allemand, de même la réunification se trouve aujourd'hui entre les mains des deux « blocs », de l'Ouest et de l'Est, qui se sont partagés il y a vingt ans le territoire de l'Allemagne vaincue.

Cela, Willy Brandt le sait parfaitement. C'est aussi pourquoi il tient à rappeler qu'aucun changement fondamental dans les relations diplomatiques n'est à envisager avec le gouvernement de Pankow.

DU VIETNAM

SUD-VIETNAM

Qu'est-ce que le F.N.L. ?

VOILA près de 30 ans que le peuple vietnamien mène une lutte qui fait l'admiration du monde entier, contre les Japonais durant la dernière guerre, les Français de 1946 à 1954, contre les Etats-Unis à partir de 1959 ; ce combat pour l'indépendance n'a guère connu de répit. La ténacité de cette lutte, son aptitude à mettre dans de grandes difficultés un ennemi bien supérieur en nombre et en matériel, ne peuvent s'expliquer que par l'incomparable volonté de lutte des masses vietnamiennes. Le Viet Minh, puis le F.N.L. (Front National de Libération), sont l'expression de cette volonté, au moins autant qu'ils en sont les initiateurs, et ils n'ont pu mener cette lutte à bien que parce qu'ils étaient, et sont, à leur façon, l'expression de la volonté profonde de changement de larges couches sociales dans la société vietnamienne.

De quelles couches sociales le F.N.L. est-il, aujourd'hui, l'interprète ? De quelles revendications, politiques et économiques, est-il le support ?

Comme tous les pays de l'Asie du Sud-Est, le Vietnam est un pays à prédominance agricole dans lequel, jusqu'en 1946, ont subsisté des rapports de propriété quasi-moyennageux. En 1946 encore, 3 % de la population agricole possède 60 % des terres. Les 40 % restant sont aux mains de petits et moyens propriétaires qui forment 36 % de la population agricole. Les 61 % restant de la population agricole sont les « ta dien », les paysans pauvres, le sous-prolétariat rural, qui vit sous la dépendance du 3 % de propriétaires fonciers, les seigneurs, qui leur donnent la terre en fermage. Cette situation est poussée à l'extrême au Sud-Vietnam, l'ancienne Cochinchine, où en 1930, 86 % des familles d'agriculteurs sont des « ta dien », alors que 0,4 % sont des grands propriétaires, qui possédent 44 % des terres cultivables.

A cette époque les taux du fermage sont extrêmement élevés. C'est chaque année, 50 % de sa récolte que le « ta dien » doit laisser au seigneur. Cela, joint au faible rendement de la culture du riz, lui-même dû au manque de moyens techniques, fait que le « ta dien » vit dans des conditions de dénuement proches de la famine.

De tous temps, le paysan vietnamien s'est soulevé contre cet état de choses. L'histoire du Vietnam est celle de ses soulèvements paysans, vite noyés dans le sang par les troupes impériales, puis, plus tard, par les troupes coloniales françaises, tant il est vrai que l'appareil d'Etat était le premier protecteur de cette propriété de type féodal.

Si ces mouvements échouaient, c'est qu'ils n'avaient pas trouvé, dans les villes, de couche sociale prête à les appuyer. C'est la lutte pour l'indépendance qui soudera la paysannerie à d'autres couches, petite bourgeoisie et intellectuels des villes, au sein d'un « Front National », Viet Minh, puis F.N.L.

En 1946, au début de la guerre d'indépendance contre la France, le Viet Minh met en

place, dans les régions sous son contrôle, une timide réforme agraire : les taux de fermage sont limités à 25 % de la récolte, les dettes usuraires sont abolies. Seuls, les propriétaires fonciers « collaborationnistes » sont expropriés, les propriétaires « honnêtes » restant en possession de leur terre. Ce n'est qu'en décembre 1953 que la réforme agraire est menée à son terme, avec l'expropriation de l'ensemble des propriétaires fonciers. Cette politique amènera l'adhésion unanime de la paysannerie, et c'est cet appui de masse qui permettra, en 1954, la victoire de Dien Bien Phu.

La lutte qui a repris depuis 1959 au Sud-Vietnam contre le régime de Ngo Dinh Diem, a les mêmes racines sociales. Ngo, en décrétant la reprise des terres que le Viet Minh avait, avant 1954, distribuées, devait soulever contre lui une véritable insurrection paysanne. C'est avant tout cette révolte que la lutte des maquisards du F.N.L. exprime, et, si elle a pris une forme essentiellement anti-américaine, c'est que les U.S.A., à la recherche d'alliés dans leur politique de « containment », se sont appuyés sur les couches les plus réactionnaires, principales ennemies de la paysannerie sud vietnamienne.

Le F.N.L. a, d'ores et déjà, fait reculer le géant U.S. Mais, outre la réforme agraire, comment propose-t-il, après la guerre, de transformer le Sud Vietnam ?

Le programme politique du F.N.L. nous renseigne sur ce point. Le F.N.L. y propose « l'union de toutes les classes de la population, de tous les partis, de toutes les religions, pour la reconquête des droits nationaux sacrés et l'édification nationale ». *L'objectif* est d'« édifier un Sud Vietnam indépendant, démocratique, pacifique, neutre et prospère » dans lequel « le droit de propriété sur les moyens de production sera sauvegardé ». Sur le plan économique, *l'objectif* est d'« édifier une économie indépendante et souveraine » dans laquelle « l'Etat encouragera la bourgeoisie industrielle et commerçante à contribuer au développement de l'industrie. »

Ainsi, le but du F.N.L. est de mener à bien l'indépendance du Sud Vietnam, de l'affranchir de toute domination étrangère, et de tous les vestiges intérieurs du féodalisme, afin de pouvoir réaliser les réformes nécessaires au progrès du pays. Il pense qu'alors, le Sud Vietnam pourra connaître un développement harmonieux, sur une base capitaliste, permettant de rendre le pays prospère.

Dans cette lutte pour l'indépendance, est-il besoin de le dire, les combattants du F.N.L. ont droit au soutien total des révolutionnaires de tous les pays, dont c'est le devoir sacré d'aider un peuple qui lutte contre l'impérialisme, obstacle à son émancipation. Il est seulement étrange que bien des révolutionnaires, pour justifier leur soutien, éprouvent le besoin de qualifier le F.N.L. d'« avant-garde de la révolution socialiste », titre que, nous l'avons vu, le F.N.L. ne revendique ni ne mérite. Organisation nationaliste luttant contre l'impérialisme américain, le F.N.L. a droit à notre soutien sans qu'il soit besoin pour cela de lui attribuer une étiquette « socialiste ».

Mais cet appui total ne dispense pas les révolutionnaires d'appeler un chat un chat, et le F.N.L. une organisation nationaliste bourgeoise. En tant que telle, le F.N.L. a des buts strictement nationalistes, et par conséquent limités. En effet, le F.N.L. pourra certainement, au Vietnam, mettre fin à bien des abus, donner la terre à ceux qui la travaillent, et peut-être, permettre à chacun de manger à sa faim. Il pourra même, après tant d'autres, baptiser à tort cette répartition égalitaire de la misère, socialisme. Mais il lui sera impossible de faire du Vietnam sous-développé, appauvri par l'exploitation impérialiste et dévasté par la guerre, un pays industriel où le niveau de vie soit comparable à celui des pays dits « avancés ». Au contraire, le retard ne peut que s'accroître. Au mieux, le Vietnam du Sud pourra ressembler à celui du Nord avant les bombardements, ou à la Chine. Ces pays, au prix de patients efforts, sont arrivés à un très relatif développement économique, permettant de conjurer pour un temps le spectre de la faim. Mais l'exemple du Nord, où ces efforts ont été réduits à néant par les bombardiers U.S., montre à quel point le résultat acquis est fragile, économiquement et politiquement.

C'est que la richesse de ces pays « avancés » est précisément basée sur la surexploitation, dans le monde, de dizaines de pays comme le Vietnam, que, durant des siècles, ils ont pillés. De la traite des Noirs au Pacte Colonial, puis à la moderne exploitation impérialiste, tout le travail des paysans et des ouvriers de ces pays a servi à l'enrichissement des pays « avancés ». Pendant des décades, la relative prospérité de la France, par exemple, n'a été possible que grâce au pillage du Vietnam, de l'Algérie, de l'Afrique noire et de bien d'autres colonies.

Pour que ces pays puissent connaître un véritable développement, il est nécessaire de mettre ces richesses à leur service. Cela, seule la révolution dans les pays « avancés » pourra le réaliser. Seul, le prolétariat de ces pays pourra mettre la technique capitaliste au service de toute l'humanité, et non d'une poignée de profiteurs, et, ce faisant, il ne fera que rendre aux peuples du Vietnam, de Chine, d'Algérie ou d'ailleurs, ce que le capitalisme leur a volé.

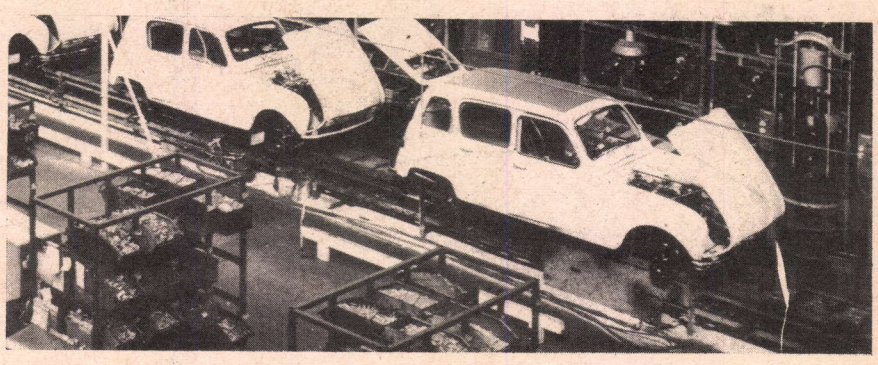
C'est justement parce que les travailleurs de France, d'Allemagne ou des Etats-Unis, n'ont pas encore accompli cette tâche que les combattants vietnamiens, comme avant eux, les algériens ou les chinois, ne voient comme issue que cette « voie nationale » désespérée. La clé du socialisme, plus que jamais, est entre les mains des travailleurs des pays « avancés ». Seuls, ils peuvent faire que la lutte du F.N.L., comme de tant d'autres, ne soit pas vaine.

DANS LES ENTREPRISES

L'ENVERS DU DÉCOR

CHEZ RENAULT (Billancourt)

l'organisation de l'anarchie



CE n'est pas seulement dans les rues de Paris que l'embouteillage fleurit. A la sortie des chaînes de montage, les voitures s'entassent et roulent au pas. Les klaxons donnent de la voix ; ce sont eux, pour ainsi dire, qui avertissent de la naissance des voitures... et des embouteillages.

L'augmentation des cadences de production se répercute sur la qualité.

Soudures défectueuses, peintures bâclées, bosses, creux, rayures sur les carrosseries ; boulons mal serrés, les moteurs sont à réviser.

La plupart des voitures sont dirigées en retouche. Là, elles tombent en plein embouteillage et comme les coups sont quasiment inévitables, les retouches augmentent.

Les tôliers lui redonnent la forme voulue, puis les selliers qui regarnissent l'intérieur, et la chaîne peinture qui lui redonne de la couleur en la passant au four... une seconde fois.

On s'aperçoit alors que de nouveaux coups l'obligent à faire une nouvelle visite à la tôlerie. Elle y revient toute chaude encore de la deuxième cuisson. La carrosserie faite à neuf, elle repart se faire cuire une troisième fois à la chaîne peinture.

Pendant ce temps, les éléments de sellerie à l'intérieur des voitures se détendent, les fils se ramollissent, le mastic aussi, les pneus aussi.

Et la laque de la voiture perd son brillant et sa qualité.

La voiture revient sur les chaînes livraison où un dernier contrôle lui donne droit à la vente. Mais là, un risque nouveau l'attend. La chaîne est hérissée d'arêtes qui poussent les voitures. Ces arêtes ont la fâcheuse habitude de se pencher sous le pare-choc et de se redresser sous la caisse qui ploie sous le coup.

Elles repartent alors, la caisse enfoncée et le coffre accidenté, se refaire une beauté dans l'équipe tôlerie. Puis, à nouveau, à la sellerie, et encore à la cuisson du four peinture.

Entre-temps, les nouvelles nées des chaînes de montage attendent de passer, elles aussi, dans les ateliers retouche.

Le cycle est le même depuis longtemps avec, toutefois, une différence. La Direction fait construire des parkings pour stocker les voitures en retouche.

Cela permettra temporairement de vider les allées et les cours de toutes celles qui les encombrent actuellement.

Pendant ce temps, une troisième chaîne entrera en service. Elle est déjà en place, elle attend le personnel et aussi les voitures qui gonfleront le flot de toutes celles qui sortent de plus en plus vite des chaînes de montage.

AUX ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Des conditions de travail héritées du siècle passé

LORSQU'ON regarde de l'extérieur la grande batisse du Phénix (qui récemment, fusionna avec les Assurances Générales, pour former les Assurances Générales de France), elle a fière allure avec sa façade imposante de la rue Lafayette et son hall tout en marbre et vitres.

Mais cette belle apparence, c'est pour la galerie, et pour les clients. Pour les employés, la maison ne fait pas tant de frais.

Ainsi, en sous-sol de cet impressionnant bâtiment se tient le service « Archives ». C'est une vaste salle divisée en hauteur par trois planchers superposés, composés de lattes de bois, étroites, séparées entre elles par 10 cm de vide. Les employés — que leur travail oblige à circuler sur ces « échafaudages » à longueur de journée — doivent faire preuve de dons de funambules s'ils ne veulent pas se tordre les chevilles.

Ils sont cinq à travailler là, pour la plupart des retraités, dans la pénombre d'une lumière parcimonieuse, diffusée par quelques ampoules. L'amosphère reste confinée et poussiéreuse : une seule fenêtre, au niveau du rez-de-chaussée, s'ouvrant sur un chantier de construction, reçoit les poussières de plâtre, du ciment et de la rue. Sans ventilateur, l'air demeure irrespirable et secoué du bruit des marteaux-piqueurs, moteurs, bétonneuses, etc.

...qu'à la photocopie...

Toujours au Siège, le service photocopie ne vaut guère mieux. Il y a un an environ, deux locaux lui étaient attribués : l'un pour les sections Accident et Incendie, possédant deux machines ; l'autre, pour la section Vie. A l'heure actuelle, soucieuse probablement de faire une économie supplémentaire, la Direction vient de regrouper les services « photocopie » à sa manière : un seul local et une machine en moins. Résultat : deux employés travaillent à faire toutes les photocopies des trois branches de la Compagnie (Accident, Incendie et Vie) dans un bureau exigu du rez-de-chaussée, avec barreaux aux fenêtres, donnant sur une petite cour entourée de bâtiments. La pièce est sombre, encombrée, et son atmosphère surchargée des mauvaises odeurs et de la chaleur malsaine dégagées par les machines.

...ou dans les annexes

Dans les annexes, les cas semblables sont fréquents. Ainsi, à l'annexe de la rue Pillet-Will, trois employés travaillent dans un bureau qui aurait pu être attribué à des Lilliputiens ! Dans 7 mètres carrés s'entassent trois bureaux de dactylo et un classeur métallique contenant les dossiers. Le local est si étroit qu'une dactylo doit faire sortir ses deux collègues lorsqu'elle-même a besoin de quitter le bureau. Lorsqu'un dossier doit être consulté ou rangé dans le classeur, toutes trois doivent se déplacer. L'éclairage naturel est mauvais, la pièce ayant immédiatement pour vis-à-vis d'autres bureaux. Quant à la fenêtre, bloquée par l'une des tables de travail, elle ne peut être ouverte, d'autant moins d'ailleurs, que du garage situé au-dessous, montent des odeurs d'essence : l'aération n'est donc obtenue que par le couloir intérieur.

Dans une autre annexe, la C.R.I.S., située rue de Châteaudun, c'est dans un peu plus de 12 mètres carrés que deux employées ont la charge du standard de toute l'annexe, d'une machine à photocopier et de la réception des clients à un guichet aménagé à cet effet. Le bruit de la machine, du standard, la chaleur et les émanations des produits utilisés pour la photocopie, font des journées de véritables calvaires, vécus dans une atmosphère confinée et étouffante, l'unique fenêtre de 1 m sur 50 cm étant très insuffisante.

Cependant, tout le monde peut travailler tranquillement : si l'un des employés a un malaise quelconque (ce qui n'est pas rare), il sera soigné immédiatement... à condition qu'il soit au Siège. Sinon, il devra attendre d'être transporté au Siège pour recevoir les premiers soins, les annexes n'ayant pas d'infirmerie.

Avec de telles conditions de travail, et 800 F en moyenne par mois pour une dactylo, le travail d'employé n'a rien d'un travail de privilégié. Et nous n'en donnons ici que quelques exemples... éloquents.

(Correspondant L.O.)

CHEZ ROUSSEL - U.C.L.A.F.

A BAS LES CONTRATS DE 3 MOIS !

MADEMOISELLE, votre contrat se termine et il n'est pas renouvelé. Vous partirez demain.

— Demain ?

— Oui ! demain.

— Demain, mais comment je vais faire ? On ne trouve pas du travail tout de suite... On pourrait quand même me prévenir plus tôt ! On donne une semaine de préavis d'habitude.

— Non ! Vous avez été embauchée à Roussel-Uclaf, par contrat provisoire de trois mois « il se termine de plein droit sans préavis. » Et encore, vous n'avez pas à vous plaindre, je vous préviens la veille. J'aurais très bien pu vous le dire une heure avant. Vous avez de la chance ! »

C'est ainsi qu'après s'être fait exploiter pendant 3 mois à Roussel-Uclaf comme manœuvre spécialisée, on vous jette à la porte sans plus de formalité du jour au lendemain.

Que vous ayez des enfants à élever, ou débarquiez de province dans l'espoir de trouver plus de travail à Paris, sans parents, sans amis, ou seule avec une mère malade... c'est la même chose. Du jour au lendemain vous vous trouvez sans ressources, et pour combien de temps ?... avec un loyer à payer à la fin du mois, les impôts, le risque d'être malade... pour ensuite retrouver dans une autre usine encore un autre contrat de quelques mois !

Mais même pour les heureuses « élues » qui passent ce cap, l'épreuve n'est pas terminée ; un autre contrat de 3 mois les attend. Il faut pour cela, non seulement suivre les cadences, résister à la chaleur de 30 à 40 degrés parfois, aux rayons ultra-violets, mais surtout à la chiourme : accepter tous les mouvements d'humeur et caprices des petits chefaillons qui, à leur gré, vous jugent dignes ou non de rentrer dans leur équipe. L'inverse n'est évidemment pas admis ; il ne s'agit pas de discuter leurs ordres sinon c'est la mutation dans un autre secteur, « le bataillon disciplinaire » en quelque sorte. Là vous attendent des petits stages en pièce stérile de 5 h 30 de suite sans pause, avec un chef fâcheusement réputé, ou d'autres supplices tout aussi choisis.

Roussel n'a certes pas l'exclusivité de la pratique des contrats de 3 mois. Mais, comme beaucoup de patrons, il utilise ce moyen pour « filtrer » la main-d'œuvre et transformer la période d'essai de 15 jours en 6 mois.

(Correspondant L.O.)

Dans les entreprises

les grèves

LILLE :

Grève chez Pierchon

L'ENTREPRISE Pierchon à Lille regroupe une centaine d'employés. Plus de 80 % du personnel a moins de 18 ans et, pour la moitié, il s'agit de personnel féminin. On y est payé au S.M.I.G., avec des abattements d'âge et même en-dessous du salaire légal, car le patron trafique les fiches de paye.

Alors que la loi interdit aux jeunes de moins de 18 ans d'effectuer plus de 40 heures par semaine, la plupart d'entre eux travaillent 48 h 30, 50 heures, quand ce n'est pas 60 ou 64 heures par semaine. Et pour venir les effectuer ils doivent parcourir, deux fois par jour, un trajet d'une trentaine de kilomètres, car la plupart habitent dans les régions minières, à plusieures dizaines de kilomètres de là, ce qui fait lever ces travailleurs à 4 heures et les fait rentrer chez eux vers 22 heures.

Il n'y a qu'une pause de 4 minutes le matin et l'après-midi qui leur permet à peine de manger une tartine ou de se rendre à l'unique w.-c. ou lavabo pour 100 personnes.

Le midi, on « bénéficie » d'une heure pour manger des repas infects, dans un entrepôt sale.

Il est interdit de s'asseoir. Même aux femmes enceintes. Il est interdit de quitter son travail et de se déplacer.

De plus, tous les jeunes sont soumis à la discipline d'un « ancien para », qui s'octroie tous les droits depuis la mise à pied pour une broutille jusqu'au licenciement collectif, quand ce n'est pas le droit de cuissage à qui veut conserver sa place et sans parler des multiples vexations envers un personnel jeune et inexpérimenté.

Rares sont ceux qui dépassent un an de présence. La moyenne est de deux mois.

Pour des broutilles, le patron de droit divin qu'est Pierchon appelle la police (la dernière fois pour un soi-disant incendie allumé par les ouvriers). Au point que les policiers, la plupart du temps, refusent maintenant de se déplacer.

Le samedi 23 octobre, Pierchon licenciait 14 jeunes travailleurs sous le vague prétexte de réorganisation, en réalité parce qu'ils s'étaient syndiqués à la C.G.T. (12 autres furent embauchés dès le lundi).

Mais ces licenciés s'organisèrent.

Ils avisèrent l'inspecteur du travail et tirèrent un tract dénonçant les conditions abusives de ce licenciement et les conditions illégales dans lesquelles on les faisait travailler. Ils appelèrent à la grève pour les revendications :

— amélioration des conditions de travail ;
— le retour aux 40 heures des moins de 18 ans avec augmentation du salaire horaire ;
— la réintégration des licenciés ;
— la reconnaissance du droit syndical.

90 % des jeunes votèrent pour la grève. 15 personnes sur 100 seulement se rendirent au travail.

Une assemblée du personnel en grève se réunit aussitôt. Les travailleurs élirent des délégués que Pierchon refusa de recevoir.

Des délégués s'étant rendus à la Bourse du Travail, un représentant de la C.G.T. téléphona à Pierchon qui accepta un rendez-vous pour le mardi suivant à condition qu'on reprenne le travail. Le représentant C.G.T. invita les travailleurs à reprendre.

Mais les grévistes refusèrent de rentrer avant la satisfaction complète de leurs revendications.

Le mercredi matin, au piquet de grève, seuls les plus décidés sont là. Cinquante sont restés chez eux après avoir dit cependant qu'ils accepteraient la décision de leurs mandataires.

Un tract fut distribué à la population pour la prévenir contre l'embauche de jeunes. Affichage et quêtes furent aussi organisés.

Jeudi après-midi, l'inspecteur du travail rendit visite à Pierchon. En sortant il avisa les délégués que les conditions de travail étaient effectivement intolérables et illégales, qu'il fallait traîner Pierchon en justice et qu'il allait veiller personnellement à ce que la légalité soit respectée.

Mais il invita les grévistes à reprendre le travail en disant qu'il ne pouvait rien faire au sujet des revendications et de la réintégration des licenciés.

Les grévistes refusèrent.

Pierchon c'est aussi une importante maison de transports. Des contacts furent établis avec les chauffeurs. Plusieurs seraient d'accord pour faire grève.

L'affaire en était là et la grève continuait au moment où nous écrivions.

Chez CHAUSSON (Asnières)

L'USINE Chausson d'Asnières emploie un millier de travailleurs horaires.

Depuis le début du mois, des grèves avaient lieu à l'outillage central (200 ouvriers) contre la disparité des salaires. Il existe, en effet, dix-neuf classifications chez Chausson, et sept taux par classification ! Les outilleurs demandaient qu'il n'y ait plus que quatre taux.

Le mercredi 15 octobre, l'outillage thermique (85 ouvriers) fait déposer des revendications analogues par deux délégués, C.G.T. et C.F.D.T. (réputé « gauchiste »).

Devant le refus de la direction, on décide, jeudi, du principe d'une grève quotidienne d'une heure, qui aura effectivement lieu toute la semaine.

Le mercredi suivant, l'outillage thermique débraye en même temps que l'outillage central.

Le P.D.G., sentant l'impatience des grévistes, accepte l'entrevue avec une délégation réclamée par les grévistes ; mais il se contente de dire qu'il en discutera avec le directeur, que lui, personnellement, ne peut rien faire.

Le lendemain, jeudi 23 octobre, un débrayage est prévu pour la fabrication, de 15 à 16 heures.

L'outillage thermique, décidément à la pointe de la lutte, débraye de 11 h 30 à 12 h 30 et traverse l'usine en scandant : « Chausson peut payer ».

A 13 h 30, les ouvriers assistent nombreux à l'assemblée générale, et à 15 h, il y a 90 % de grévistes (sauf aux presses). Ces grévistes se retrouvent devant les bureaux de la direction, qui refuse de les recevoir. Les délégués C.G.T., sous la pression des ouvriers, se sentent obligés de pénétrer dans les bureaux... mais par une porte de côté ! Les ouvriers, eux, entrent par la porte principale et s'installent dans le hall de la direction.

L'ambiance est chaude. Et le délégué C.G.T. se fait huer quand il veut faire reprendre le travail peu avant 16 h, sous prétexte « qu'on avait décidé un débrayage d'une heure ». Le débrayage durera donc jusqu'au soir.

Mais la C.G.T. ne s'avoue pas battue et une fois de plus, elle fait accepter aux quelques dizaines de travailleurs encore présents à 17 h, une assemblée pour... le lendemain à 13 h 30, contre le délégué C.F.D.T. qui la proposait pour 7 h.

Le vendredi 26 octobre, l'outillage thermique et un atelier de fabrication décident de débrayer une heure avant la réunion avec la direction.

A ce débrayage, le délégué C.F.D.T. invite les ouvriers à se rendre nombreux à l'assemblée générale de 13 h 30 pour décider de la poursuite de l'action.

A 13 h 30, c'est l'enterrement : « l'action se développe dans les autres usines du groupe » déclare la C.G.T., il faut donc attendre la réunion de délégués que la direction a accepté d'avancer d'une semaine, et qui aura donc lieu le 30 octobre !

Suivent des attaques contre la C.F.D.T. ; pas tellement parce que C.F.D.T. qui, d'ailleurs, à l'exception d'un de ses délégués, ne s'est guère mise en avant dans ces actions ; pas tellement parce que ça prend, bien sûr, que parce que ça démoralise les ouvriers et que ça évite de proposer quelque chose.

En fait, la C.G.T. a réussi là ce qu'elle tentait depuis une semaine : isoler l'outillage thermique, secteur combatif, qui « contamine » les autres.

Et les deux heures de débrayage du jeudi 30 (après la réunion qui n'a absolument rien donné) ont eu lieu « dans le calme et la discipline » comme dit la C.G.T., c'est-à-dire sans enthousiasme.

(Correspondant L.O.)

A Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois)

Grève à l'entretien

JEUDI 30 octobre, tour à tour, deux secteurs du Service Entretien se mettaient en grève. D'abord la Forge qui groupe cinquante ouvriers, puis le Magasin Entretien qui groupe douze ouvriers. Il y avait longtemps que le mécontentement régnait dans ces secteurs.

Et c'est le 29 octobre qu'il éclata à la Forge lorsque les ouvriers apprirent que les augmentations promises ne seraient pas données. C'était surtout les jeunes qui étaient en colère et qui, dès lors, parlèrent de faire grève. Le lendemain, à 13 h 15, personne ne reprit le travail à la Forge, un cahier de revendications en cinq points fut mis sur pied : en premier lieu, 0,50 F de l'heure pour tous, aménagement pour le travail du dimanche...

Sur cinquante ouvriers, un seul travaillait.

Après avoir vu le chef de Département de l'Entretien, les ouvriers se rendaient en délégation à la direction. Pendant ce temps, le Magasin Entretien apprenant que la Forge était en grève, les ouvriers discutèrent entre eux et, finalement, décidèrent de se mettre en grève à leur tour. Ils firent parvenir au chef du Département leur revendication :

Pas de salaire inférieur à 6 F de l'heure. Ils allèrent rejoindre ceux de la Forge (sauf deux du bureau du magasin).

Au bout d'un moment, le directeur arriva. Il fut entouré par les ouvriers. Le directeur affirma ne pas être au courant des revendications de la Forge. Il déclara entre autre : « Moi aussi, j'ai des problèmes », puis conclut en déclarant : « Il me faut du temps pour étudier la question. Reprenez le travail. Si je vous donne une réponse négative, vos pourrez toujours vous remettre en grève... »

Cette réponse ne pouvait que mettre de l'huile sur le feu.

Pour expliquer son refus, la direction répondait notamment : « Si on vous augmente, on devra augmenter tout le monde ! » Les ouvriers des Forges, mécontents, votèrent la continuation de la grève à l'unanimité moins une voix, malgré le délégué qui tendait à temporiser.

Toute la journée du vendredi, le chef du Département et son adjoint allaient tenter de persuader les grévistes — d'abord la délégation — puis l'ensemble des ouvriers des Forges et du Magasin réunis, puis ceux du Magasin seuls, que les cas individuels seraient étudiés comme dans le passé et qu'il fallait reprendre le travail.

Mais rien n'y fit, les ouvriers en avaient assez des promesses.

Ils en avaient assez aussi des disparités énormes et injustifiées entre les salaires.

Mais un autre problème avait été posé ce vendredi : l'extension de la grève. Puisque la direction affirmait que les revendications concernaient l'ensemble de l'usine, il fallait peut-être bien intéresser tout le monde, en premier lieu l'ensemble des services de l'entretien. Il fut question d'aller chercher les autres secteurs et même de faire un tract, mais cela tourna court, les avis étaient partagés ; certains pensaient qu'il fallait limiter le mouvement à deux secteurs, et que s'adresser aux autres serait faire « de la politique » ; d'autres, surtout des jeunes, pensaient à la nécessité d'étendre le mouvement. Un nouveau secteur, celui de l'outillage, parlait de se joindre au mouvement le lundi. Les délégués syndicaux ne prônant pas l'extension de la grève, les ouvriers restaient divisés, sans prendre d'initiative, la majorité espérant obtenir plus facilement satisfaction en n'étant pas trop nombreux à revendiquer. Direction et grévistes s'observent et attendent.

(Correspondant L.O.)

Dans les groupes scolaires

Ah ! les jolies cantines scolaires

Merci Pompidou !

Merci Guichard !

Moi, je trouve que la soupe n'est pas mauvaise (V.P.I.)

LE jeudi 16 octobre, dans plusieurs établissements de la région de Toulouse, les élèves organisaient une grève des repas qui devaient durer plus d'une semaine. Les motifs étaient doubles : refuser l'augmentation des prix des repas et protester contre la qualité de la nourriture.

Cette grève a remis à l'ordre du jour le problème des cantines scolaires. Problème dont l'ampleur avait été révélée, il y a un mois, lorsque le Comité Français d'Information Diététique (COFID) avait rendu public les résultats d'une enquête sur l'alimentation dans les cantines scolaires.

Ils sont accablants : dans 25 % des cas, la nourriture présentée à l'enfant ne contient pas le nombre de calories qui lui sont nécessaires. Cette nourriture est de plus, ce qui est aussi grave, mal équilibrée et qualitativement déficiente. Il s'agit pour l'essentiel de céréales et de féculents et il manque notamment des protéines animales dans quatres cantines sur cinq et de calcium dans 94 % des cas, ainsi que des vitamines...

La raison essentielle : le manque d'argent. Et lorsqu'il y en a suffisamment, c'est le personnel qualifié en diététique qui manque.

A cela, il faut ajouter que les repas ont lieu le plus souvent dans des locaux vétustes, pourvus d'installations défectueuses. Et ces locaux étant en nombre insuffisant, les enfants doivent manger rapidement afin de laisser la place aux autres.

France-Soir du 4-10 citait à ce propos un médecin qui a vu servir, en quatre-vingt-dix minutes, trois « fournées » d'élèves. Citons encore comme exemple le C.E.T. MALICET, à Aubervilliers, où les élèves ont à faire près d'un kilomètre pour se rendre à la cantine du lycée ; là, ils prennent la relève de leurs camarades lycéens, ingurgitent leur repas en un quart d'heure, puis regagnent le C.E.T... Il est évident que, dans ces conditions, le repas n'est en rien, pour l'enfant, le moment de détente et de repos qui lui est nécessaire.

Bref, comme le fait remarquer M. Roger Gauthier, président de la Commission nationale des Restaurants d'enfants : « Trois millions d'enfants mangent chaque jour n'importe quoi, n'importe comment, et plus de cent mille personnes n'ayant reçu aucune formation, sont employées à préparer leurs repas dans des conditions moyennâgeuses. »

Et cela, à un moment décisif du développement physique et psychique de l'enfant, risque et a souvent des conséquences graves tant sur le plan de la croissance que sur celui de sa capacité de travail.

La faute en est à la totale incurie de l'Etat en ce domaine ou, plutôt, à son total désintéressement. Rappelons que pour l'enseignement primaire, ce sont uniquement les communes et leurs employés qui ont à charge ces cantines. Et si les communes ne sont pas assez riches, eh bien, qu'elles se débrouillent ! Il y a les quêtes et les dons privés...

Il serait pourtant possible à l'Etat de construire en nombre suffisant des cantines équipées d'installations modernes et d'y adjoindre le personnel qualifié. Et il serait même possible que ces cantines soient gratuites. Prêtons-nous à un petit calcul : 300 repas dans l'année à 4 F le repas, pour trois millions d'enfants, cela fait 3,6 milliards. C'est beaucoup, mais ce n'est que le un huitième du budget militaire (moins utile à la société), le quart de ce qu'aura coûté « Concorde » (et qui, lui, ne servira qu'à faire gagner deux heures entre Paris et New York à quelques centaines d'hommes d'affaires), et c'est encore moins que ce que coûtent les C.R.S. et les gardes mobiles.

Ce serait possible, mais le gouvernement, lui, a choisi d'augmenter pour les internes et les demi-pensionnaires, le prix des repas de cantines de 0,30 F, augmentation qui, pour couronner le tout, ne sert pas à améliorer les repas mais à pallier l'insuffisance du budget de l'Education nationale. Les 166 millions de francs ainsi perçus doivent servir à payer les dépenses de personnels de service à charge des établissements, à alimenter les crédits de fonctionnement, etc.

TOULOUSE : GRÈVE DES REPAS DANS UN LYCÉE TECHNIQUE

AU lycée Déodat de Severac, lycée technique d'Etat de Toulouse, 1.500 élèves ont fait une grève des repas pendant plusieurs jours.

Depuis la rentrée, les repas servis aux pensionnaires et demi-pensionnaires devenaient de plus en plus infects alors que les prix venaient d'être majorés ! Cette détérioration progressive atteint son paroxysme le mercredi 15 octobre, où l'on servit aux lycéens une olive, une sardine, un morceau de gras bouilli et une gaufrette en guise de repas du soir. La réaction ne se fit pas attendre et, spontanément, les lycéens déclenchèrent une grève des repas dès le jeudi midi. Immédiatement, les responsables de classes (élus au Conseil d'administration du lycée) étaient appelés à s'expliquer avec la direction. Ils apprirent ainsi que l'augmentation des prix des pensions et demi-pensions ne servirait pas à améliorer la qualité des repas mais à payer une partie du personnel qui était jusqu'à maintenant à la charge de l'Etat.

Le samedi, l'administration menaça de fermer le lycée si la grève continuait le lundi 20 octobre, en prétendant que la santé des élèves serait alors en danger.

Les parents réunis le dimanche décidèrent de prendre contact avec le recteur et les choses en restèrent là.

Le lundi, la grève se poursuivit et le directeur proposa de débloquer les fonds spéciaux (économisés sur les revenus du lycée, et qui auraient dû servir à son aménagement) en vue de l'amélioration des repas.

Finalement, ce sont les élèves qui paieront l'amélioration de leurs repas et le gouvernement gardera le bénéfice de l'augmentation de leurs pensions. La grève se termina sur ces promesses d'améliorations.

Par leur action, les lycéens ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser faire.

Debré, tu consommes trop !

LE ministre de la Défense nationale a prévu de consacrer 25 millions de francs (lourds) à la construction d'un missile surface-air à courte portée, et 30 millions pour le missile « Exocet », version navale d'un missile air-sol construit actuellement pour l'Allemagne de l'Ouest.

Voilà toujours 55 petits millions qui n'iront pas aux victimes de la poliomyélite ou aux vieillards, pour lesquels on fait des quêtes en ce moment.

Et, au prochain déficit budgétaire, on nous ressortira que nous consommons trop. Il est vrai qu'au ministère de la Défense, on doit attraper de sacrées indigestions !

l'éducation physique dans les groupes scolaires lyonnais

L'EMPLOI du temps officiel prévoit que, dès l'école primaire, la semaine doit compter six heures d'éducation physique. Bien. Mais pour se livrer à des exercices sportifs, il faut de la place et du matériel.

De ce point de vue, les groupes scolaires dijonnais sont dans un dénuement catastrophique. Des écoles comme celles du Nord et de Mauchaussée, encastrées dans la ville, derrière de hauts murs, ne présentent comme terrain de sport que leur seule et minuscule cour de récréation. Que quatre classes sortent en même temps et les déplacements deviennent impossibles : autant rester en salle de cours. A l'école Chevreuil, les maîtres ont tenté de résoudre ce problème en conduisant leurs élèves à l'Ecole Normale, toute proche. Mais là encore, on ne peut imaginer neuf classes primaires, utiliser chacune plusieures heures par semaine, le terrain et le petit gymnase, non chauffé, de l'Ecole Normale.

Côté matériel, inutile d'insister ; autant dire qu'il n'y a rien ou presque ; un ou deux ballons par-çi, un poids par-là. A Mauchaussée, les instituteurs attendent patiemment l'installation d'un portique (dans la cour évidemment) leur permettant d'accrocher la seule corde à grimper qu'ils possèdent.

Et la natation ? La ville de Dijon possède une seule piscine pour près de 200.000 habitants. Quelques classes seulement peuvent en bénéficier de temps en temps et cela pose le problème du déplacement. Quant aux fausses piscines gonflables, inutile que le ministre de l'Education nationale en envoie à Dijon, les instituteurs ne sauraient où les mettre.

Alors, en attendant d'avoir des écoles modernes, du matériel et de l'espace, les séances d'éducation physique se transforment en promenades, s'il fait beau, en séances de maintien (en classe), s'il fait froid ; bien souvent aussi en travail écrit.

Mais qu'on se le dise, l'enseignement primaire se rénove et l'éducation physique est obligatoire... sur les bulletins officiels.

DANS LE CHER : LA MEDECINE SCOLAIRE EN MAUVAISE SANTE

DANS tout établissement scolaire, selon la loi, chaque année, les enfants doivent passer une visite médicale obligatoire et gratuite.

Mais la réalité est toute autre : il y a des classes dans notre département qui n'ont pas vu un médecin scolaire depuis quatre ans et les classes qui sont vues annuellement constituent des exceptions, fort rares d'ailleurs.

L'année dernière, le Cher possédait encore quatre médecins scolaires. Cette année, il n'en possède plus que deux.

C'est bien sûr insuffisant : les statistiques du ministère de la Santé publique prévoient pour le Cher : vingt-quatre médecins et trente assistantes médicales.

Mais voilà, les crédits pour payer ce personnel médical font défaut, il s'agit, actuellement, de ne pas faire des dépenses inutiles qui pourraient attenter à la santé... du franc !

PROVINCE

VIE SOCIALE

A C.A.S.E. - VIERZON

un exemple de contrat d'apprentissage

CHAQUE année, à Vierzon, quelques « élus » des classes de 1re année du C.E.T. se voient « offrir » par la société CASE un « contrat-bourse » réservé à l'usage des élèves fréquentant le Centre d'Apprentissage de Vierzon pendant les trois années d'apprentissage ».

La bourse est d'environ 30 à 35 F par mois la première année, 50 à 60 F, la seconde, et 75 à 80 F, la dernière. Mais il y a aussi le contrat et non des plus anodins ! Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à le feuilleter... Après le traditionnel engagement des parties, puis le non moins traditionnel engagement du « parrain », M. X., chef du personnel de CASE. Celui-ci au paragraphe b) « s'engage à se conduire envers le jeune Y. en bon père de famille », ce qui veut dire en clair et c'est en toute lettre « qu'il contrôlera son assiduité au Centre... et quand même... » le présentera aux examens de fin d'apprentissage.

Nous en arrivons à l'engagement de l'élève qui est pris par son père, et nous notons toute une progression dans l'exposé :

Le père : « ACCEPTE de placer son fils au centre d'apprentissage de Vierzon pendant trois ans ».

Le père : « PROMET pour son fils, fidélité, obéissance, respect envers le personnel chargé de son éducation et de son instruction ».

Le père : « S'ENGAGE à le faire se conformer aux règlements du centre d'apprentissage ».

Et enfin à : « L'OBLIGER à aider ses maîtres dans la mesure de ses aptitudes et de ses forces » !

La montée est jolie, mais la chute ne l'est pas moins : « Par FIDELITE, le père **s'engage** à ce que son fils fasse partie en fin d'apprentissage, du personnel des Ets Cie des Tracteurs CASE, aux conditions et conformément aux règles en vigueur dans la profession, pendant UNE année entière à compter de l'expiration du présent contrat » ! (heureuses conditions que l'on donne puisque pendant cette année-là, le salaire n'atteint même pas celui d'un manœuvre alors que l'élève est qualifié).

Suivent ensuite les modalités d'application du dit « contrat » où nous avons relevé entre autre :

Pour la durée : si l'élève est malade ou absent, plus de quinze jours, « la durée des études sera augmentée d'un temps au moins égal au temps perdu si l'une ou l'autre des parties le désire ». A votre bon cœur, monsieur le chef du personnel ! Ne croyez surtout pas que les prolongations se joueront au C.E.T., elles se dérouleront chez le « parrain » (gentil nom pour un patron, n'est-ce pas ?) et à la production (cela est sous-entendu sauf dans les faits).

Pour les notes : « les notes des élèves seront communiquées trimestriellement au chef d'entreprise parrainant le jeune Y. qui les transmettra aux parents » (notons que ce « chef papa » ajoute ses appréciations d'encouragement et de désapprobation).

Pour les absences : « elles seront retenues dans les conditions suivantes : **bourse mensuelle** par heure d'absence. C'est un avant goût de l'usine, pour éviter le dépaysement sans doute ! Dépaysement que l'on ne risque pas d'avoir puisque l'on trouve au chapitre « vacances scolaires » le fait que : « Pendant la durée des vacances, M. X. peut « occuper » l'élève dans ses ateliers ». L'élève recevra bien sûr une indemnité... celle de sa bourse mensuelle, c'est-à-dire au mieux 80 F.

Chez CASE, la direction trouve peut-être que les jeunes sont ingrats quand quelques années plus tard, elle les retrouve en face d'elle « enragés ». Mais un « papa patron » reste un patron !

Dans le LOIRET

préfet, police, magistrat et patron, la main dans la main

Qui peut encore douter que les patrons, la police, le préfet et la magistrature ne font qu'une seule et même maffia ? Tous se sont mis d'accord pour mettre au pas le département. Ils veulent faire de ce repaire de la réaction qu'est l'Orléanais une « région modèle » ... c'est-à-dire une région où les ouvriers et les étudiants « participeraient » sous l'œil vigilant des CRS ; oh, pardon, des CUS !

On se souvient du procès Dhuismes, en septembre à Orléans : comme l'ex-préfet Juillet trempait dans l'affaire du campus de la Source où des étudiants de gauche avaient été agressés par une bande fasciste, les juges avaient estimé « qu'ils n'avaient pas à faire de politique » et avaient préféré en rester à un non-lieu. Allons donc, on n'implique pas un préfet de de Gaulle !

Le nouveau préfet (Juillet est « en vacances » depuis février 69) est du même acabit. Comme l'autre, il met à la disposition des patrons ses policiers bien dressés. Ainsi, sous prétexte de défendre la liberté du travail, c'est-à-dire celle de l'exploitation, ils tentèrent de briser par la force la grève aux Coussinets minces d'Orléans... A l'appel de la Direction, bien entendu. Mais n'osant pas aller trop loin, ils n'eurent guère de succès.

A UNELEG (Orléans), comptant elle aussi sur l'appui des tribunaux, la Direction tenta une action contre le syndicat de l'usine. Elle traduisit en justice un délégué C.G.T. pour avoir affiché la *Vie Ouvrière* sur le panneau syndical. Le tribunal ordonna, bien sûr, de faire enlever les affiches. Mais si elle est significative du peu de cas que la bourgeoisie fait de ses propres lois, une action aussi ridicule ne saurait démoraliser les travailleurs mais plutôt les unir dans la lutte pour le droit syndical.

A Hutchinson (Montargis) un fait bien plus grave s'est produit. Devant les refus multipliés de la Direction de considérer les revendications (le salaire horaire moyen est de 3,70 F) et à la suite de menaces de licenciement contre 364 ouvriers, un conflit éclatait le 24 septembre aux « chaussures » prolongé jusqu'au 8 octobre dans certains ateliers. A cette date, la direction voulut empêcher les grévistes de se rendre à un meeting syndical. Ceux-ci ripostèrent en occupant leurs ateliers.

Pourtant l'affaire devant les tribunaux, la Direction eut gain de cause et le 13 octobre, les juges ordonnaient l'expulsion des grévistes.

Dans la nuit du 19 au 20, à 2 heures, 500 C.R.S. investissaient l'usine, armés jusqu'aux dents comme pour un assaut. Pour 41 occupants, il n'en fallait pas tant. Mais la bourgeoisie veut montrer sa force et faire voir qu'elle a plus d'un gourdin dans son dos.

Face à cette situation, la C.G.T. lançait le mot d'ordre de grève générale dans l'usine, mais demandait le 21 de reprendre le travail et de continuer la lutte « sous d'autres formes ». Reste à savoir lesquelles. Car, refusant obstinément de discuter, la Direction a déjà mis à pied 33 ouvriers et demandé le licenciement de 10 délégués C.G.T. Et, elle, ne s'embarrasse pas des formes soutenues fermement par la police et les magistrats.

LYON

la " rénovation " des transports urbains

LA liquidation des transports en commun de la région lyonnaise en tant que service public est entamée depuis octobre. En effet, les T.C.L. ont décidé de céder l'exploitation de 4 lignes de banlieue à une compagnie privée. Le prétexte invoqué : la « non-rentabilité » de ces lignes. Cela paraît étonnant quand on sait que les T.C.L. utilisent peu de voitures sur ces trajets, qu'ils les font servir bien au-delà de leur période normale d'amortissement, et que ce ne sont pas les salaires versés au personnel qui vont créer des trous dans la trésorerie.

Ennuis en plus pour les usagers...

Le résultat c'est que, pour faire de ces lignes des sources de profit, leurs usagers paieront plus cher et cela entraîne une réduction d'effectifs des traminots puisqu'une cinquante vont être mis sur la touche dans les semaines qui viennent. Et comme les T.C.L. prévoient d'opérer de même pour d'autres lignes, les conditions actuelles, déjà mauvaises pour les chauffeurs, receveurs et pour les usagers vont encore s'aggraver.

Puisque les patrons ont besoin d'amener tous les jours des milliers de personnes de leur domicile à leur lieu de travail, il serait normal qu'ils assurent la gratuité de ces transports. En attendant, la population lyonnaise et des banlieues devra s'accommoder d'un système onéreux (1 F pour un trajet sur une ligne), lent, irrégulier et inconfortable (les voitures de la ligne n° 7, la plus fréquentée, sont appelées « bétaillères » par les usagers).

... et insécurité pour le personnel

La direction des Transports en commun lyonnais se comporte comme un patron de combat. Depuis mai 68 en particulier, le repérage des « mauvais éléments » s'est intensifié, les avertissements sont tombés plus nombreux. Et l'un de ces travailleurs (qui avait le maximum de « mauvais points » puisque son dossier était barré de quatre traits rouges, signes de « honte » décernés par les chefs) s'est vu licencié en mai dernier, soit-disant pour faute professionnelle, alors qu'on ne pouvait que lui reprocher de se faire respecter par ses supérieurs.

Et son cas (jugé « indéfendable » par les syndicats) fut soumis aux Prud'hommes, à la fin d'octobre, qui refusèrent d'annuler le licenciement.

Ce jeu-là, les T.C.L. ne pourront peut-être pas le jouer très longtemps. Un exemple de ce que peuvent les travailleurs. La grève totale de vingt-quatre heures décidée et observée par les traminots le vendredi 17 octobre pour protester justement contre la mainmise d'une compagnie privée sur quatre lignes du réseau.

Les rues étaient vides de bus ce jour-là.

les C.R.S. sont morts

les C.U.S. arrivent

Actuellement, c'est la réorganisation de fond en comble des services de police. Le Journal officiel l'annonce dans le numéro du 1er octobre.

Une grande nouvelle : nous n'avons plus de C.R.S. ! Finis les slogans « C.R.S. - S.S. » ! Finies ces interventions contre les grévistes ! Finies les brimades infligées depuis trop longtemps par les C.R.S. à tout ce qui a le malheur d'être ouvrier, commerçant, paysan ou tout simplement jeune.

Ce sont les C.U.S. (Compagnies Urbaines de Sécurité) qui vont les remplacer ! et je vous le demande : qu'avons-nous à craindre des C.U.S. ? Les C.U.S. n'ont jamais fait peur à personne !

Ainsi, la vie sera plus belle : nous verrons des C.U.S. à tous les coins de rue. Il y aura des beaux, des moins beaux, des vieux, des jeunes, des gras, des maigres, des grands et des petits C.U.S. Les patrons, en cas de grève, diront : « Les C.U.S. dans la rue » ! Les travailleurs crieront : « Les C.U.S. aux balcons ! »

Ah ! les belles manifestations que ça va nous faire !

revue de la presse d'extrême-gauche

Lutte Ouvrière se propose de faire chaque semaine, pour ses lecteurs, une revue de la presse d'extrême-gauche paraissant en France et — dans la mesure où ses possibilités de traduction le permettent — à l'étranger.

La presse révolutionnaire offre une diversité de contenus, de format et de périodicité qui peut attirer, mais aussi décourager, le lecteur moyen. Nous essaierons de présenter en quelques lignes les publications qui nous parviennent et d'en indiquer sommairement le contenu.

Certaines de ces productions sont régionales, d'autres locales, certaines paraissent régulièrement, d'autres sont sporadiques. Nous ne pourrons les citer toutes. Ce n'est d'ailleurs pas là notre propos. Nous nous proposons plus modestement de permettre à nos lecteurs qui n'ont ni le temps ni les possibilités matérielles de lire toute la presse d'extrême-gauche de se faire une petite idée de ces différentes publications.

Nous n'avons ici aucune intention polémique et si nous nous réservons le choix des textes à citer, nous nous efforcerons en toute honnêteté d'en préserver le caractère et la signification propres.

Nous savons bien, qu'extraire tel ou tel passage d'un texte quelconque c'est toujours d'une certaine façon le mutiler. Mais c'est aussi le faire connaître et le lecteur intéressé peut acheter le journal pour lire le texte *in extenso*.

C'est pourquoi cette revue de presse est aussi une façon pour nous de faire connaître et de soutenir la presse révolutionnaire.

Socialist Worker

For workers control and international socialism — 140 2 October 1969 every Thursday 3d

GRANDE-BRETAGNE

« SOCIALIST WORKERS » (« Pour le Contrôle Ouvrier et le Socialisme International) - Hebdomadaire du groupe International Socialism (Tony Cliff).

Dans leur numéro du 23 octobre, ces camarades publient un article sur la grève des 150.000 mineurs qui paralyse les puits. Ils mettent en relief la profonde solidarité qui anime les travailleurs : ceux-ci sont en grève pour les salaires et les conditions de travail du personnel « de surface » qui ne représente que 10 % de tous les ouvriers.

Les bureaucrates syndicaux ont été accueillis aux cris de « vendus » quand ils ont demandé de reprendre le travail, après un accord véreux et les mineurs ont continué la grève.

Près d'une semaine plus tard, la majorité reprenait le travail.

Ce même numéro fait état de profondes divergences au sein du P.C. Anglais concernant la Tchécoslovaquie et les rapports avec l'U.R.S.S.

Les camarades de « Socialist Worker » estiment que les attaques de l'opposition « pro-moscovite », « dure », contre la position mi-chèvre, mi-chou de la direction, ne représentent qu'un combat d'arrière-garde contre une évolution inévitable :

« La fin de la guerre froide et du quence un réformisme de plus en plus monolithisme stalinien ont eu pour conséouvert du P.C... »

Après avoir rappelé qu'une telle évolution vers un réformisme national est commune aux autres P.C. d'Europe occidentale, l'article conclut :

« Malgré les contradictions, les virages et les tournants divers, la direction du parti continuera à poursuivre une politique qui revient à liquider le parti en tant que force indépendante et qui le subordonnera à ses alliés syndicaux et parlementaires. »

(L.O. : rappelons que le P.C. Anglais est un parti peu nombreux, peu influent et dont les efforts tendent principalement à « influencer » la « gauche » des syndicats et du Parti Travailliste de M. Wilson.)

LIBERATION NEWS SERVICE

U.S.A.

LIBERATION NEWS SERVICE (Une agence de presse révolutionnaire).

A propos de la mutinerie de Fort Dix 38 (New Jersey) (juin).

« La prison de Fort Dix est un véritable camp de concentration. Les hommes reçoivent des rations de famine... Les soldats sont battus et torturés au premier signe de résistance... La plupart des détenus sont emprisonnés pour leur opposition à la guerre et à l'armée... »

« Le 5 juin, un prisonnier qui demandait un verre d'eau fut interné dans une cellule d'isolement. Des hommes durent se tenir 5 heures au garde-à-vous, au soleil. La nuit, exaspérés, 200 soldats se révoltèrent, incendiant les matelas et brisant les vitres. »

« A présent, 38 soldats vont passer en Cour Martiale (certains sont passibles de 43 ans de prison)... »

Pourtant, l'action continue : 15 000 bulletins contre la guerre et l'armée sont diffusés tous les 15 jours et les étudiants révolutionnaires et les GI's organisent des manifestations.

i.s.

independent socialist — « revolutionary socialist monthly

USA

« INTERNATIONAL SOCIALIST » (Un mensuel marxiste révolutionnaire).

Dans le numéro d'octobre, un article est consacré aux scissions du S.D.S. (organisation qui regroupait toutes les tendances étudiantes de l'extrême gauche et qui a volé en éclats récemment). I.L. dénonce le sectarisme et les méthodes anti-démocratiques des groupes maoïstes qui composent ses fractions.

Dans ce numéro, notons un article sous forme d'interview sur une grève « sauvage » à Sparrows Point, une usine métallurgique de Baltimore. Le militant ouvrier interrogé montre la méfiance des travailleurs du rang envers les appareils syndicaux bureaucratisés. Mais il insiste également sur le fait que le racisme de la majorité des ouvriers blancs (à part quelques jeunes, ouverts aux idées révolutionnaires) freine leur prise de conscience.

Il conclut en déclarant que c'est à travers les luttes quotidiennes des travailleurs blancs qu'on peut combattre leur racisme en démontrant dans le cours de la lutte que leurs intérêts sont les mêmes que ceux des noirs. Et il insiste sur la nécessité d'un travail d'usine sérieux.

Signalons également dans un article sur la répression les extraits suivants : *« Les révolutionnaires étudiants et les organisations noires sont de plus en plus isolées, même au sein de leur propre milieu. Au moment où les masses commencent à secouer leur torpeur, l'extrême gauche semble incapable de se lier à eux et demeure isolée, et donc une proie facile pour la répression. »*

« ... L'ouvrier blanc entend rarement la voix des révolutionnaires... mais quand par hasard cela lui arrive, ils parlent un langage étrange et semblent principalement préoccupés de combattre ses espoirs d'une vie meilleure. »

Ce journal reproduit 3 articles de « Lutte Ouvrière » sur les grèves en Europe et la grève de la S.N.C.F.

LE POINT

FRANCE

LE POINT *« mensuel d'informations politiques et culturelles »* n'est ni trotskyste ni anarchiste ni maoïste et ne se propose pas de rassembler de militants en vue de la construction d'un parti. Au sommaire du numéro 4 : une analyse des *« facteurs principaux qui ont contribué à démobiliser la classe ouvrière suisse jusqu'à lui faire perdre sa conscience de classe »*. Un article sur la grève d'octobre et le Comité d'action R.A.T.P. Ils abordent ensuite dans *« le capital à nu »* le problème des comités ouvriers de base dans certaines usines italiennes. Leur réunion en vue de former un syndicat « rouge » *« relève disent ces camarades d'une étonnante étroitesse d'esprit » « ce serait une folie ». « Le parti de classe n'est pas déterminé simplement par sa composition sociologique et il n'est pas, par conséquent, simplement le parti des ouvriers de l'usine, mais l'organisation de tous les militants qui ont effectué un choix de classe, sans tenir compte de leur origine sociale » « dans les pays à capital avancé, la vieille opposition sur les formes d'organisation (territoriale et d'usine) tend à être dépassée de la même façon que tend à disparaître la distinction entre usine et société, à mesure que le capital absorbe tous ces secteurs et ces couches sociales qui auparavant, ne participaient pas au processus de production et de circulation capitaliste. »*

Le POINT publie aussi un interview d'un militant des « Black Panther », une analyse de la révolution au Pérou, « révolution » pour une bourgeoisie industrielle, un article sur le Portugal et une brève biographie de Ho Chi Minh *« mieux qu'un symbole, un exemple »*.

la cause du peuple

La CAUSE DU PEUPLE : c'est avec l'*Humanité Rouge*, le seul journal prochinois à avoir une audience nationale. Il s'agit d'un mensuel de 16 pages dans lequel il y a des articles de politique générale française ou étrangère, des échos de l'activité de sympathisants du journal dans quelques entreprises ou quartiers.

Face à la « Nouvelle Société » : une seule issue pour les travailleurs : la résistance populaire. *« Dans les ateliers, dans les cités, dans la rue, notre principe doit être : jusqu'au moment ou on leur fera rendre gorge, faire payer le bourgeois ! Mais nous devons apprendre à lutter de telle manière qu'on ne s'en remette pas aux syndicats pour « négocier ».* Ils pensent qu'il faut se lancer *« A l'assaut des supermarchés »* et pour cela, avancent le mot d'ordre *« Prisunic nous vole, volons-le ! »*

La position de ces camarades vis-à-vis des syndicats est précisé à la fin d'un autre article. *« La conclusion qui s'impose aujourd'hui aux travailleurs et qui est discutée partout : y en a marre de la grève syndicale traditionnelle : sur ce terrain, la direction et les syndicats collabos sont forts, ils peuvent facilement briser le mouvement, le morceler, le récupérer. Quand les travailleurs se mettront tous à nouveau en mouvement, de nouvelles formes de luttes ont été inventées.* Et encore : *« de plus en plus nombreux sont ceux (travailleurs) qui ont pris conscience que les syndicats étaient des collaborateurs dont non seulement on ne peut rien attendre mais que l'on doit abattre si l'on veut arriver à quelque chose. »*

Relatant les grèves des ouvriers de Fiat à Turin, ces camarades vantent une nouvelle forme de lutte : la « grève de guérilla » *« Un atelier s'arrête pendant une heure, un autre prend la relève. Parfois, c'est à l'intérieur d'un même atelier : sur la chaîne, 15 ouvriers débrayent, une demi-heure après, ils reprennent le travail et 15 autres prennent la relève et la chaîne reste arrêtée. »* En somme, une nouvelle terminologie pour les trop fameuses grèves tournantes !

Une page est consacrée aux luttes de la paysannerie.

Cahiers de Mai

Les militants qui sont à l'origine des *Cahiers de Mai* désireraient *« contribuer à en rassembler les éléments épars* (des mouvements de Mai) *et à comprendre en quoi toutes les idées neuves qui se sont exprimées, toutes les expériences révolutionnaires concrètes qui ont été vécues, et aussi tout ce qui a été conquis, au mois de mai, d'un bout à l'autre du pays, dans les usines, les facultés, les lycées, les bureaux et les gare occupés, préfigurent l'avenir et indiquent des voies nouvelles. »*

Ils veulent faire un journal militant qui soit contrôlé par les militants de base, sans jamais dépendre d'organisations politiques ou syndicales existantes. Ils pensent que *« créer une organisation politique serait dans la phase actuelle tout à fait prématuré »*. Néanmoins, pour répondre aux exigences de la situation *« ces militants vont essayer de transformer les* Cahiers de Mai *en journal ouvrier de masse »*.

Que pensent ces camarades ? Laissons leur la paroole. *« Le fait marquant, cet automne, c'est la nature des revendications mises en avant. Le refus des conditions de travail et d'existence, le refus des cadences, de la hiérarchie excessive des salaires et du système des primes conçus comme une incitation supplémentaire à la production, porte au capitalisme français des coups qui, dans les circonstances actuelles, peuvent lui être mortels. « C'est la nature de ces revendications qui constituent la réponse de classe la plus appropriée au plan de redressement et aux beaux discours sur l'intérêt national ».* Et cela parce que *« Leur dénominateur commun est de mettre en cause toute l'organisation du travail et de l'existence de la société capitaliste... ».*

« C'est la nature de ces revendications qui inflige un net démenti à la direction de la C.G.T. » qui avait annoncé, au début de l'été dernier que le problème n° 1 était celui de l'augmentation des salaires.

En ce qui concerne les Comités d'Action, les *Cahiers de Mai* estiment qu'il y en a bien quelques-uns dans certains quartiers, qui ont « tenu le coup » mais que la plupart n'ont pris dans les grèves de la rentrée *« aucune part active »*, ni *« développé aucune liaison nouvelle »*.

L'INSURGÉ

Organisation Révolutionnaire Anarchiste

L'INSURGE est le journal de l'Organisation révolutionnaire anarchiste. Ils espèrent que le prolétariat « chiera » sur la carotte de l'actionnariat et suggèrent de passer à l'offensive *« en suscitant partout de merveilleuses grèves sauvages »*. Le mot d'ordre est : *« Achevons l'économie bourgeoise, mort au capital, mort aux bureaucraties syndicales, faisons nos affaires nous-mêmes, vive la sauvagerie des futures grèves. »*

EXTRAIT DU MEETING "LUTTE OUVRIÈRE"

du 31 octobre à la MUTUALITÉ

LES "GAUCHISTES" ET LE P.C.F.

LA BASE OUVRIERE DU P.C.F.

Le P.C.F. constitue en effet un phénomène complexe, mais un phénomène qu'il nous faut à tout prix essayer de comprendre, non pas par un simple souci de connaissance sociologique, mais pour pouvoir élaborer une politique juste, non seulement vis-à-vis de ses propres militants, mais aussi vis-à-vis de la classe ouvrière tout entière.

Car ce qui pour nous est capital, c'est que le Parti communiste français demeure malgré tout, indéniablement, par sa composition sociale, un parti ouvrier.

Certes, les chiffres concernant le nombre de ses adhérents en général, et le nombre de ses adhérents ouvriers en particulier, sont difficiles à établir, car si le P.C.F. annonce régulièrement, à grands coups de communiqués de victoire, de nouvelles adhésions, il ne tient pas à rendre public, par contre, les reflux éventuels de son recrutement, et se garde bien de publier des statistiques précises en valeur absolue.

Mais les estimations auxquelles on peut malgré tout se livrer par divers procédés de recoupement sont cependant éloquentes. On peut affirmer en effet, sans crainte de beaucoup se tromper, que le Parti communiste français compte actuellement entre 300.000 et 400.000 adhérents. Or, officiellement, d'après une enquête réalisée en 1966 au sein du parti, on comptait alors au sein de celui-ci :

— 56,9 % d'ouvriers de l'industrie ou des services publics ;
— 18,6 % d'employés ;
— 3,2 % d'ouvriers agricoles,

soit en tout 78,7 % de travailleurs salariés.

Cela signifie que même si on estime que le nombre d'adhérents du P.C.F. ne dépasse pas 300.000, compte tenu de ces pourcentages, on peut néanmoins affirmer que le Parti communiste français regroupe environ :

— 150.000 à 200.000 ouvriers de l'industrie et des services publics ;
— 50.000 à 60.000 employés ;
— Une dizaine de milliers d'ouvriers agricoles,

soit en tout un chiffre voisin de 250.000 travailleurs salariés.

Compte tenu, également, du fait qu'il y a environ 13 millions de salariés dans ce pays, le Parti communiste français aurait donc une implantation qui correspondrait à un adhérent pour 50 travailleurs salariés en moyenne.

Certes, adhérent ne signifie pas pour autant militant, et le noyau des membres actifs en permanence du P.C.F. au sein des entreprises est sans aucun doute notablement inférieur à ces chiffres. Mais inversement, l'influence d'une organisation ne repose pas seulement sur le nombre de ses militants, mais aussi sur celui de ses adhérents, et même plus, sur celui de ses sympathisants. Et de ce point de vue, la base ouvrière du Parti communiste français doit donc être largement supérieure aux chiffres cités.

. . . . . .

On peut, bien sûr, nier ces chiffres, et affirmer qu'ils ne reposent sur aucune base sérieuse, puisque nous n'avons, évidemment, aucun moyen de contrôler les statistiques du P.C.F.

Mais en fait, pour tous ceux qui connaissent bien le mouvement ouvrier, il est évident que ces estimations ne doivent pas être bien loin de la vérité, et elles ne surprendront, sans doute, aucun militant d'entreprise.

LE P.C.F. N'EST PAS UN PARTI SOCIAL-DEMOCRATE CLASSIQUE

Ceci dit, cette implantation ouvrière ne fait bien sûr pas pour autant du Parti communiste français un parti révolutionnaire, mais c'est sans doute prêcher des convaincus que d'affirmer ici qu'il y a beau temps que le parti de M. Waldeck Rochet ne représentait même plus véritablement les intérêts du prolétariat.

Mais l'erreur à ne pas commettre serait d'assimiler le Parti communiste français à un parti réformiste classique, d'en faire une nouvelle social-démocratie, à l'image de ce que le Parti socialiste était devenu après 1914.

C'est pourtant une erreur que commettent beaucoup de gauchistes, et en particulier les camarades pro-chinois lorsqu'ils dénoncent le «révisionnisme moderne», c'est-à-dire lorsqu'ils se contentent de faire un parallèle entre la politique actuelle des dirigeants du P.C.F. et les positions défendues au début du siècle, au sein de l'Internationale socialiste, par les Bernstein et consorts.

C'est que les camarades pro-chinois, s'ils ont pris conscience du caractère réformiste de la politique du Parti communiste français, ont jusqu'à présent été incapables de faire une analyse correcte du processus qui a amené la dégénérescence de ce parti, et ils en resteront incapables tant qu'ils persisteront à se réclamer de la personne et de la politique de Staline.

En effet, pour eux, le mouvement communiste international du temps de Staline était sans reproche, et le révisionnisme n'a commencé à se gangréner qu'après la mort de ce dernier, en 1953, et surtout qu'après la venue au pouvoir de Khrouchtchev.

Il va sans dire qu'une telle explication n'en est pas une, car il reste tout de même à expliquer pourquoi la mort du « Petit Père des Peuples » a eu cet effet catastrophique.

Et il reste aussi à expliquer en quoi la politique du Parti communiste français était plus révolutionnaire en 1945, alors qu'il partageait le pouvoir avec de Gaulle, qu'en 1968, alors qu'il se trouvait malgré tout à la tête d'une grève générale qui menaçait objectivement le pouvoir de ce dernier.

D'ailleurs, les plus conséquents de ces camarades, pour résoudre ce dilemme, ont été amenés à faire remonter la dégénérescence du P.C.F. à la période 1944-45, ce qui permet peut-être de mettre un peu plus d'unité dans l'histoire de ce parti depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, mais qui amène tout de même à se poser deux nouvelles questions :

— En quoi la politique du Parti communiste français en 1936 était-elle donc plus révolutionnaire que celle qu'il mena en 1944-47, et en mai-juin 1968, d'une part ;

— Et quel fut donc le rôle et l'attitude de Staline qui n'était pas encore mort, à notre connaissance, en 1945 ?

En fait, seule l'analyse trotskyste de la dégénérescence de l'U.R.S.S. et de l'Internationale communiste permet de comprendre la véritable nature du Parti communiste français, parce qu'elle seule permet de rendre compte de tous ses aspects et de toutes ses contradictions.

LES LIENS AVEC L'U.R.S.S.

. . . . . .

Deux caractères fondamentaux distinguent en effet le Parti communiste français d'un parti social-démocrate de type classique.

L'un, c'est comme nous le verrons, la survivance d'un certain nombre de traits hérités de son passé révolutionnaire.

L'autre, c'est les liens qui l'attachent à l'U.R.S.S., ou plus exactement aux couches dirigeantes de l'Union soviétique.

. . . . . .

Ce qui est important, justement, c'est de bien comprendre la nature et la signification de ces rapports, et c'est aussi de voir en quoi ils diffèrent fondamentalement de ceux que le jeune Parti communiste entretenait au début de son histoire avec la République soviétique.

Le dégénérescence bureaucratique, et la montée du stalinisme, qui s'accomplirent en U.R.S.S. à partir des années 1923-24, aboutirent en effet à une transformation totale de l'Internationale communiste, qui, du Parti mondial de la Révolution socialiste qu'avaient voulu créer Lénine, Trotsky, et leurs compagnons, se mua en une simple officine de défense des intérêts de l'Etat soviétique, et plus exactement des intérêts des couches privilégiées qui s'en étaient emparées.

Cela se fit d'autant plus facilement que les militants russes, parce qu'ils étaient les porteurs de toute la tradition bolchévique, parce qu'ils étaient auréolés du prestige de la Révolution d'octobre, parce qu'ils avaient derrière eux la jouissance de l'Etat soviétique, et aussi parce qu'en dehors d'eux, il n'existait pratiquement pas dans les autres sections de cadres de taille internationale, avaient joué un rôle prépondérant dans la vie de l'Internationale depuis sa fondation.

La victoire de la fraction stalinienne en U.R.S.S. lui donna donc, par la même occasion, la direction de l'Internationale communiste, et elle s'empressa évidemment de transformer celle-ci pour en faire un appareil chargé de défendre ses propres intérêts.

Il y eut bien sûr quelques résistances dans les différentes sections de l'Internationale, mais elles furent vite étouffées.

C'est ainsi que dans le cours de l'été 1924 on entreprit, sous le nom pompeux de « bolchévisation », une vaste réorganisation du parti, qui permit de procéder le plus discrètement possible à l'élimination des empêcheurs de danser en rond, et notamment de la plupart des dirigeants de la tendance de gauche du parti, celle qui, jusque-là, avait soutenu le plus fermement la politique de l'Internationale.

. . . . . .

Mais en fait, la plupart des dirigeants de la section française de l'Internationale communiste restèrent bien sages, et se gardèrent de protester contre ce qui se passait en Russie.

Les uns, parce que ce n'étaient que de vieilles fripouilles social-démocrates, qui n'étaient venues au Parti communiste que par peur de perdre leur clientèle politique et électorale attirée par le succès de la révolution russe, et qui, finalement, accueillirent la dégénérescence de l'Internationale avec soulagement, parce que la renonciation de fait à la révolution prolétarienne correspondait bien mieux à leur mentalité.

Les autres, parce qu'ils comprirent vite où était la puissance, et que pour des questions de mangeoire ils renoncèrent sans grandes hésitations à leurs velléités révolutionnaires.

. . . . . .

Quant à la base du parti, sincèrement dévouée, sans aucun doute aux idées révolutionnaires, elle était aussi presque totalement dépourvue de formation politique, et donc hors de possibilité de comprendre la signification des événements qui se déroulaient en U.R.S.S., et dans les sommets de l'Internationale communiste.

LES ORIGINES DU PARTI

Tout cela peut sans doute paraître surprenant, si on s'imagine que le Parti communiste de 1923-24 était un authentique parti révolutionnaire. Mais en fait, il n'en était rien. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il s'était formé trois ans plus tôt par une scission largement majoritaire au sein du vieux parti socialiste corrompu par l'électoralisme et le ministérialisme, gangréné par l'opportunisme le plus éhonté. Et cette scission, si elle s'était effectuée sous la pression d'une base saine, mais sans expérience et sans formation politique, puisque la plupart des militants du parti socialiste étaient des adhérents de fraîche date, venus à l'activité dans la grande vague de l'après-guerre, n'avait pas suffi, bien sûr, à créer de rien une authentique direction et un vrai parti révolutionnaire. Le Parti communiste des années 1921-22 n'était que la promesse d'un tel parti, dont le sort était finalement lié à la capacité d'intervention de la direction de l'Internationale communiste.

Les liens qui s'établirent à partir de 1923-24 entre les dirigeants de la section française de l'Internationale et la bureaucratie soviétique n'eurent pas grand-chose à voir avec l'internationalisme. Ce furent des liens bien plus matériels.

LA PRETENDUE BOLCHEVISATION

L'une des premières mesures adoptées au titre de la « bolchévisation » fut la création d'un vaste appareil permanent, sans commune mesure avec les possibilités propres du parti français, appareil financé en grande partie par « l'aide internationale », c'est-à-dire, en fait, par les fonds en provenance de l'U.R.S.S.

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de rejeter en bloc la nécessité, pour un parti révolutionnaire, d'un appareil permanent, ni le caractère licite de la solidarité internationale sous forme financière. Mais il s'agit de comprendre comment ces facteurs, dans les conditions spécifiques d'alors, permirent à la direction stalinienne de l'Internationale de faire des différents partis communistes de dociles instruments de sa politique.

L'existence de ce vaste appareil de permanents permit en effet d'offrir des postes qui n'étaient certes pas des sinécures, pour la plupart, mais qui étaient tout de même des moyens de pression considérables, car l'expérience prouve qu'il ne faut pas payer bien cher pour acheter un homme, quand on l'a soigneusement choisi à l'avance. Or, précisément, le choix avait déjà été fait ; les réfractaires avaient vite été repérés et exclus, et l'appareil du Parti communiste français sélectionné dès 1924 en fonction de sa docilité.

Pour comprendre le moyen de pression extraordinaire dont disposait alors la direction stalinienne de l'I.C., il ne faut pas oublier que le Parti communiste des années trente n'avait ni la taille, ni les ressources qui sont les siennes aujourd'hui.

C'est ainsi, par exemple, que d'après un ancien responsable aux Finances, en 1931, l'aide mensuelle « ordinaire » reçue par la section française en provenance de l'Internationale représentait près des 4/5 de son budget, c'est-à-dire environ 200.000 francs de l'époque par mois, sans compter l'aide « extraordinaire » chargée de couvrir les éventuels déficits de la presse ou des éditions du Parti, ou les déplacements des militants appelés à Moscou.

LA FORMATION DE L'APPAREIL

Cette pression financière ne rassurait d'ailleurs pas totalement l'appareil stalinien de l'Internationale, qui prit donc d'autres moyens de contrôle.

D'une part, il installa sur place des hommes sûrs, chargés de contrôler le P.C. C'est ainsi que si, jusqu'en 1923, le Komintern n'avait envoyé à Paris que des militants chargés de missions précises, à partir de cette date, il installe des délégués permanents de plus en plus nombreux.

D'autre part, il se chargea lui-même de la formation et de la sélection de cadres dociles. Il a créé à Moscou une école « léniniste », qui n'est pas un centre de formation accélérée, puisque la scolarité, qui sera, il est vrai, ramenée à un an en 1932, était au départ de deux ans et demi. De ce moule sortiront de nombreux futurs dirigeants du P.C.F., et l'un des brillants sujets de la promotion 1929-30 fut ainsi un certain Waldeck-Rochet.

Mais il serait donc absolument faux d'identifier, comme certains l'ont fait, le phénomène stalinien russe au phénomène stalinien français. Le second découle du premier, mais leur nature est différente.

La dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique amena aux leviers de commande politiques de l'U.R.S.S. une couche sociale diversifiée, certes, mais qui était caractérisée par une volonté bien arrêtée de défendre ses privilèges, les privilèges qu'elle avait acquis au cours de tout un processus historique.

Les hommes qui constituèrent l'appareil stalinien en France n'étaient sans doute guère différents, par leur mentalité, des bureaucrates russes (mais on peut trouver de tels hommes dans bien d'autres corps sociaux), mais ils ne constituaient pas les représentants d'une couche sociale déjà existante ou seulement en devenir dans leur pays. Ils ne constituaient qu'un appareil mercenaire, dirigé et entretenu par la bureaucratie soviétique, et rien de plus.

Quant à la base du Parti communiste, elle regroupait alors la fraction la plus radicale du prolétariat, qui, si elle était trompée par ses dirigeants, était alors incontestablement animée par d'authentiques sentiments révolutionnaires.

La politique même du Parti communiste, pendant les années 1924-1934 est la preuve de cela. En effet, si l'Internationale communiste avait renoncé en fait à la révolution socialiste, elle ne pouvait pas l'avouer ouvertement, et c'est au contraire le plus souvent sous un ultra-radicalisme verbal, sous la politique gauchiste dite de la troisième période, qu'elle dissimula cette renonciation.

Et ce gauchisme, qui aboutit à la théorie du social-fascisme, et à paralyser la classe ouvrière en accentuant le fossé qui existait entre les travailleurs communistes et les travailleurs socialistes, au lieu de chercher à le combler, était alors une nécessité absolue. Il contribuait aussi à faire passer les opposants révolutionnaires pour des « droitiers », désireux de se réconcilier avec la social-démocratie.

Il faut se souvenir que les effectifs du Parti communiste étaient dans ces années-là notablement inférieurs à ceux qu'ils sont aujourd'hui, puisqu'en 1933 ils étaient inférieurs à 30.000 adhérents pour tout le pays

MEETING "LUTTE OUVRIÈRE" (suite)

LA MONTEE DE 36...

Ce fut la montée ouvrière de la période 1935-36 qui bouleversa, quantitativement et qualitativement cette base pour la première fois.

En effet, entre 1933 et 1936, le nombre des adhérents du P.C. fut multiplié par 10, passant à près de 300.000.

La radicalisation des masses à laquelle on assistait alors avait certes élargi la fraction révolutionnaire de la classe ouvrière. Mais ce phénomène ne suffit pas à rendre compte de cette énorme croissance des effectifs. Et ce qui se passait en fait, c'est que le Parti communiste, en inaugurant une ère plus ouvertement opportuniste, avant le Front populaire, s'ouvrait à une autre fraction de la classe ouvrière, à la clientèle traditionnelle de la social-démocratie.

C'est si vrai qu'on assista dès ce moment-là à une évolution diamétralement opposée des effectifs du Parti communiste et du Parti socialiste, ce dernier cessant peu à peu d'être le premier parti ouvrier du pays, par le nombre de ses militants. La question se pose de savoir s'il n'a pas disparu en tant que parti ouvrier, pour n'être plus qu'une vague officine électorale.

Le mouvement ainsi amorcé vers une social-démocratisation de la base du P.C. prit une ampleur nouvelle pendant la guerre et l'immédiat après-guerre.

Et pourtant, la période qui suivit la déclaration de guerre, et par la même occasion le pacte germano-soviétique, vit un véritable effondrement du Parti communiste, effondrement que la clandestinité qui lui était alors imposée rend impossible à chiffrer, mais qui ressort néanmoins de tous les témoignages sérieux. D'octobre 1939 au printemps 1941, c'est à peine si l'on peut dire qu'il existait encore.

... ET LA LIBERATION

Mais après 1941, il se renforça de nouveau dans la clandestinité et quand il reparut au grand jour, après la « libération », le Parti communiste français (puisque tel était désormais son nom), avait néanmoins retrouvé des effectifs comparables à ceux des meilleures années d'avant-guerre, et même supérieurs.

En janvier 1945, le P.C.F. annonçait près de 390.000 adhérents, en juin de la même année près de 550.000, et 800.000 en 1946.

Mais cette vague de recrutement avait un caractère infiniment plus ambigu encore que celle de 1936. Une bonne partie des gens qui vinrent au P.C.F. entre 1941 et 1946 le firent, non pas parce que c'était le parti le plus radical dans la lutte des classes, mais parce que c'était le parti le plus radical sur le terrain nationaliste, ou tout simplement parce que c'était un parti au pouvoir, et que c'était de bon ton, et presqu'une garantie d'avoir la carte du P.C.F. dans la poche.

C'est pourquoi la génération de la guerre et de l'immédiat après-guerre était incontestablement plus petite bourgeoise, par sa composition sociale, que celle de 1936, ainsi que l'atteste par exemple le pourcentage des cellules d'entreprise par rapport au nombre total de cellules qui tomba de 31 % en 1937 à 20 % environ en 1945.

Il faut d'ailleurs remarquer que la régression qui suivit cette période faste élimina sans doute, et c'est logique, plus de petits-bourgeois que de travailleurs, comme semble d'ailleurs le confirmer le pourcentage relatif de cellules d'entreprises remonté de 20 à près de 27 % entre 1945 et 1967.

LES MEMES BASES SOCIALES QUE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Quoi qu'il en soit, si le Parti communiste français était en 1946 un parti moins purement ouvrier qu'en 1936, il avait néanmoins dès cette époque gagné à lui la plus grande partie de la base de masse classique de la social-démocratie.

Mais il n'avait pas coupé pour autant les liens qui l'unissaient à la fraction la plus radicale du prolétariat, ni à ses secteurs les plus exploités. Et faute de concurrence sérieuse sur sa gauche, il réunissait en son sein la quasi-totalité de la classe ouvrière, les couches de travailleurs qui suivaient, avant 1936, la S.F.I.O., comme celles qui lui faisaient déjà confiance, à lui-même.

Et le Parti communiste français d'aujourd'hui, s'il a perdu au moins la moitié de ses adhérents par rapport à 1946, n'a pas changé sur ce plan-là.

Cependant, même en faisant abstraction des illusions que de nombreux ouvriers, adhérents ou sympathisants du P.C.F., entretiennent sur son compte, on ne peut pas se contenter d'assimiler les rapports que le Parti communiste français entretient avec sa base, à ce qui se passait dans la social-démocratie d'avant-guerre.

La social-démocratie classique s'appuyait sur les couches les plus favorisées du prolétariat, sur l'aristocratie ouvrière qui considérait les miettes que lui concédait l'impérialisme comme des avantages précieux, et qui entendait ne pas risquer de les perdre.

Cela est toujours vrai du Parti communiste français, et il recherche même très consciemment cet appui, comme le prouve par exemple son attitude par rapport à la hiérarchie, ou sa politique vis-à-vis des cadres et des techniciens.

L' « INTEGRATION » DE LA C.G.T.

Mais ce qui est nouveau par rapport à l'entre-deux guerres, ce sont les multiples possibilités que lui accordent les lois dites « sociales », qui furent en partie votées à l'époque où il participait au gouvernement, de 1945 à 1947 (comme par exemple les textes qui régissent actuellement les élections des délégués du personnel, ou ceux qui instituèrent les comités d'entreprise), mais qui pour une autre partie, nullement négligeable, furent élaborées sous le règne de de Gaulle (comme par exemple les lois créant les fonctions de délégué syndical et de représentant syndical).

C'est que la bourgeoisie française, dans son ensemble, a non seulement pris son parti de l'existence des organisations ouvrières réformistes, mais qu'elle est de plus consciente des services qu'elles lui rendent, et qu'elle entend leur faciliter la vie.

Et il est certain que ces organisations ouvrières n'auraient ni l'importance, ni l'influence qu'elles ont aujourd'hui s'il n'en était pas ainsi. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder ce qui se passe dans les grandes entreprises comme Citroën, ou comme Simca, où le patron, loin de chercher à composer systématiquement avec les syndicats, fait tout ce qu'il peut, au contraire, pour leur rendre la vie difficile. Eh bien, dans ces entreprises, les organisations syndicales existent à peine, et cela suffit à démontrer ce qu'elles doivent, ailleurs, à la bonne volonté du patronat.

Il ne faudrait pas croire pour autant que les militants syndicaux soient des privilégiés dans la plupart des entreprises. C'est avec les appareils que la bourgeoisie compose, pas avec les militants pris individuellement. Et être délégué du personnel, c'est souvent devoir abandonner tout espoir de promotion, c'est souvent, aussi, en dépit des protections légales, s'exposer à la répression.

Mais il n'en reste pas moins que la loi sur les délégués du personnel, comme d'ailleurs toute la législation du même type, constitue une arme aux mains des appareils syndicaux, et en particulier pour celui de la C.G.T., celui qui nous intéresse ici, puisqu'il se confond pratiquement avec celui du Parti communiste français.

Ce n'est pas, bien sûr, l'institution des délégués du personnel que nous critiquons, c'est l'usage qui en est fait par la direction de la C.G.T. pour sélectionner ses militants, et faire pression sur eux.

Car il ne suffit évidemment pas de disposer de quinze heures ou de vingt heures de délégation par mois pour devenir un privilégié, ni, à plus forte raison, pour se transformer automatiquement en un traître à sa classe.

Mais en étant investi du pouvoir discrétionnaire de désigner qui sera ou ne sera pas bénéficiaire de ces heures de délégation, les directions syndicales peuvent du même coup éliminer pratiquement de toute activité les militants qui n'ont pas l'heur de lui plaire, et s'assurer, dans la majeure partie des cas, de la docilité de ceux à qui elles confèrent leur investiture en faisant planer au-dessus de leur tête, en cas de besoin, la menace de ne pas la renouveler.

Et il faut bien dire que ce n'est pas une menace que les intéressés peuvent prendre à la légère, car ces quinze heures ou vingt heures de délégation mensuelle, ces quinze heures ou vingt heures pendant lesquelles on peut échapper à l'exploitation et à l'aliénation capitaliste, et en même temps consacrer ses forces à lutter pour sa classe, représentent beaucoup pour un militant.

C'est par ce biais-là que le Parti communiste français, par l'intermédiaire de la C.G.T., tient en main ses militants. Et il n'est donc pas étonnant, finalement, que dans les entreprises, presque toute l'activité du P.C.F. se fasse au travers de l'organisation syndicale, et que le corps des militants du P.C.F. se confonde, dans une large mesure, avec celui des délégués du personnel, des délégués au comité d'entreprise, et des délégués syndicaux.

La C.G.T. revendiquait récemment, dans une de ses publications, 20.000 délégués à l'échelle nationale. Le chiffre montre assez bien sur quelles forces militantes le Parti communiste français peut s'appuyer dans les entreprises.

Mais la distribution des mandats syndicaux n'est pas, il s'en faut de beaucoup, la seule manière qui permette à la direction du Parti communiste français de faire pression sur ses militants.

LES MUNICIPALITES

La force du P.C.F., sur le plan électoral, fait qu'un grand nombre de militants se trouve engagé dans des activités gestionnaires, au niveau de la municipalité ou même plus, activités qui sont incontestablement, étant donnée la politique de ce parti, un puissant moyen d'intégration dans la société bourgeoise. C'est ainsi que le Parti communiste français revendique 21.000 conseillers municipaux, 1.400 maires, et 150 conseillers généraux.

. . . . . .

Mais la force du Parti communiste français, elle est aussi représentée par toute une armée de permanents, non seulement les permanents du parti proprement dits, qui ne sont peut-être pas les plus nombreux (mais qui forment tout de même un corps non négligeable, puisque le P.C.F. reconnaît avoir 3.300 dirigeants fédéraux, et que l'on peut admettre, sans crainte de beaucoup se tromper, que le nombre des permanents du parti est au moins aussi important), mais également les militants du parti qui, sans être directement permanents de celui-ci, occupent une situation professionnelle liée à leur activité militante.

Il y a, par exemple, ceux qui travaillent dans des entreprises appartenant directement au parti, et ceux, bien plus nombreux, qui travaillent dans des entreprises gérées par le parti.

Tous ceux, par exemple, qui se sont heurtés à l'appareil du Parti communiste français dans des municipalités gérées par le P.C.F. savent quelle force de frappe peut représenter, dans ces cas-là, la cohorte des employés municipaux qui sont recrutés parmi les membres du parti, qui lui doivent leur place, même si elle n'est pas largement rétribuée, qui y tiennent aussi, parce qu'il est tout de même plus agréable de travailler entre camarades que pour un patron, et qui sont généralement prêts à prouver leur dévouement quand cela s'avère nécessaire.

LA GESTION DES C.E.

Dans les grandes entreprises où la C.G.T. est majoritaire, et gère donc le comité d'entreprise, le personnel salarié de ce comité d'entreprise est souvent composé de militants qui sont dans le même état d'esprit. Et cela n'est pas négligeable. Dans une usine comme Renault-Billancourt, par exemple, le C.E. emploie plus de 200 personnes, et là aussi, les diffuseurs de tracts révolutionnaires savent que cela constitue une force non négligeable.

Nous voyons donc que la base sociale du Parti communiste français est extrêmement large, que son implantation dans la société est extrêmement profonde, et il est certain que cela constitue indéniablement des éléments qui tendent à accentuer ses traits sociaux-démocrates.

LES LIMITES DE CETTE « INTEGRATION »

. . . . . .

Le Parti communiste français peut donc être tenté de distendre ses liens avec Moscou pour devenir, aux yeux de sa bourgeoisie, un parti « national » comme les autres.

Mais il faut bien voir qu'en ce domaine, tout ne dépend pas de lui, et que c'est, bien au contraire, la bourgeoisie qui tranchera, qui acceptera de jouer avec lui le même jeu qu'elle joue depuis cinquante ans avec la social-démocratie, ou qui le lui refusera.

Or, tout montre qu'actuellement la bourgeoisie française n'est pas tellement décidée à changer d'attitude vis-à-vis du P.C.F., et cela pour deux ordres de raison.

D'abord, elle attend, elle, qu'il fasse la démonstration qu'il est bien un parti national comme il prétend l'être, et que ses liens d'allégeance vis-à-vis de la bureaucratie soviétique appartiennent bien au passé.

Or, le Parti communiste français ne peut pas rompre avec Moscou sans crise profonde.

Certes, en tant qu'organisation, l'aide russe ne joue plus dans sa vie le rôle qu'elle jouait il y a trente-cinq ans. Et si ses rapports avec l'U.R.S.S. continuent à être « payants », son implantation sociale lui permet, dans une large mesure, de vivre de ses propres moyens.

Sans doute une rupture lui poserait-elle néanmoins quelques problèmes financiers. On sait par exemple le rôle que joue la « Banque pour l'Europe du Nord », qui appartient pratiquement au P.C.F., dans le commerce avec les pays de l'Est, et comment, à la suite de la prise de position sur l'affaire tchécoslovaque, en août dernier, on parla beaucoup de la suppression éventuelle de certaines publications qu'auraient pu entraîner des mesures de rétorsion soviétiques.

Mais si ces considérations jouent manifestement un rôle, ce serait par trop simpliste de ramener le problème à cela, car ce serait faire bon marché des hommes, de leurs attachements et de leurs opinions, même si ceux-ci ne sont pas toujours étrangers à leurs intérêts.

Quand on considère les militants de base du P.C.F., leur attachement à l'U.R.S.S. est manifeste, parce que c'est pour eux le pays du socialisme, même s'ils se font du socialisme une idée parfois assez effrayante. Et c'est si vrai que bien des militants qui critiquèrent peu ou prou la politique de leur parti en mai 1968, approuvèrent sans hésitation l'intervention russe en Tchécoslovaquie, parce qu'en cas de différend entre l'Union soviétique et leurs dirigeants, c'est finalement un vieux réflexe hérité malgré tout de 1917 qui jouait.

Les hommes de l'appareil ne sont sans doute pas animés par les mêmes sentiments. Mais il serait par contre absurde de les croire tout simplement à vendre

LE P.C.F. SENSIBLE A LA PRESSION DE SA BASE

au plus offrant. Ce sont certes des mercenaires, mais on peut être mercenaire et fidèle — sans quoi les mercenaires ne seraient d'aucune utilité —, et de toute manière, quand on a été mercenaire pendant des dizaines d'années, cela crée incontestablement des liens.

Il est d'ailleurs manifeste que la tendance à la social-démocratisation, qui est bien réelle, se manifeste à travers certains hommes, et se heurte à d'autres au sein de la direction du Parti communiste français.

Et cette tendance n'est pas une question de gros sous, c'est une question de forces sociales, ce qui a certes des points communs, mais est aussi bien autre chose.

. . . . . .

Mais il y a plus grave, aux yeux de la bourgeoisie, que les liens qui unissent le P.C.F. à l'U.R.S.S. Et ce plus grave, c'est la sensibilité du P.C.F. aux réactions de sa base, c'est sa volonté bien arrêtée de ne pas se laisser déborder sur sa gauche.

C'est que le Parti communiste français, s'il a conquis les bases sociales de la social-démocratie, vit néanmoins, dans une large mesure, sur les illusions qu'il inspire à une partie au moins de ses militants.

Ce n'est pas par hasard s'il maintient encore, par exemple, une phraséologie révolutionnaire, s'il tient tant à son étiquette de communiste, si, pour justifier ses positions réformistes, il les présente comme le fruit de conditions nouvelles, sans jamais oser dire que les positions révolutionnaires jadis défendues étaient fausses.

Nous avons eu un exemple de cette sensibilité aux réactions de la base en mai 1968, quand pour éviter un éventuel débordement, qui n'avait d'ailleurs rien de certain à l'échelon national, le P.C.F. choisit de déclencher la plus grande grève générale que ce pays ait connue.

Et nous en avons un autre exemple sous les yeux, en ce moment même, qui est la tactique que la C.G.T. a faite sienne depuis la rentrée de septembre, et qui consiste à disperser les mouvements sans doute, mais aussi à ne jamais hésiter à se mettre à leur tête s'ils risquent un tant soit peu de démarrer sans elle.

Cette attitude de la C.G.T. et du Parti communiste français, la bourgeoisie le leur reproche vivement.

. . . . . .

En fait, tant que le Parti communiste français sera aussi sensible aux pressions de sa base, tant qu'il fera passer ses intérêts d'appareil avant les intérêts généraux de la bourgeoisie, car c'est finalement de cela qu'il s'agit, il y a bien peu de chances qu'il soit appelé à jouer dans le pays un autre rôle que celui qu'il joue actuellement.

Et le Parti communiste français est actuellement rejeté dans un cercle vicieux, car plus il est isolé politiquement, plus il a tendance à gauchir ses positions devant ses propres militants d'une part, et plus il a aussi de réticences à envisager de rompre les liens qui l'unissent encore à la bureaucratie soviétique. Mais ce faisant, il donne de nouvelles raisons à la bourgeoisie française de le rejeter dans son isolement.

Nous n'allons bien sûr pas pleurer sur les malheurs de Waldeck-Rochet et de Georges Séguy. Mais ces faits sont néanmoins pour nous riches de signification, car ils sont liés, dans une large mesure, aux illusions que le Parti communiste français entretient parmi les travailleurs les plus combatifs, aux sympathies qu'il a gardées parmi les fractions les plus exploitées du prolétariat.

. . . . . .

Et c'est précisément pour les mêmes raisons qui font que le Parti communiste français est un corps étranger, encore inassimilable aux yeux de la bourgeoisie française, que nous devons, nous, tendre tous nos efforts à gagner aux idées révolutionnaires tous les travailleurs pour lesquels il est encore, faute de mieux, le parti de la classe ouvrière et du socialisme.

FEUILLETON

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

(BANTY MAM YALL)

ROMAN DE

SEMBENE OUSMANE

CHAPITRE I

BAMAKO - AD'JIBID'JI (suite)

RESUME : La petite fille Ad'jibid'ji accompagne son grand père à la maison des syndicats où les cheminots doivent discuter de la grève.

La maison du syndicat était juste à côté de la prison. Basse, solide, construite en **banco** (1), elle était entourée à hauteur d'homme d'un mur de boue grasse. Depuis quelques jours, c'était un incessant va-et-vient, une vraie ruche. Des ouvriers de toutes les corporations entraient et sortaient sans cesse. Mais ce jour-là, l'affluence avait, dès l'aube, battu tous les records. De toute la contrée on venait aux nouvelles : les cheminots allaient voter une grève et chacun savait que cette décision allait engager son sort. D'heure en heure, la foule se faisait plus dense. Les uns étaient accroupis sur leurs talons, les autres debout dans la cour ou appuyés au mur. Il y en avait dans les branches des arbres ou à califourchon sur le faîte du mur. Ils attendaient l'orateur annoncé. Rapidement, la cour était devenue trop petite, le flot humain venait battre jusqu'à la porte de la prison et débordait sur les prés.

Dès qu'elle fut dans la rue, Ad'jibid'ji releva sa longue camisole et se mit à courir, soulevant la poussière à chaque pas. Elle traversa la route de Kati, passa devant le camp des gendarmes. Comme elle arrivait devant la prison, un milicien qui l'avait reconnue l'interpella, mais elle n'y fit aucune attention. Il y avait là, pour surveiller les ouvriers, des miliciens en shorts et chemises kaki, les jambes prises dans des molletières, la chicotte à la main, et des soldats qui, l'arme au pied, prenaient des airs de chiens de berger. Passée la prison, Ad'jidib'ji se heurta à la masse compacte qui entourait la maison du syndicat. Elle avait l'habitude de ce genre de réunion et sa technique était bien au point. A hauteur des reins de deux hommes elle glissait d'abord les mains, puis la tête, levait les yeux, demandait « pardon » et passait. On la connaissait, on l'appelait la **soungoutou** (2) du syndicat. Telle une vrille, elle faisait son trou derrière lequel la masse se refermait aussitôt. Tout en poursuivant sa pénétration, elle entendait quelques bribes du discours de Fa Keïta qui parlait de vie chère et de salaires. Un assistant qu'elle dérangea cria « chut » auquel firent écho d'autres « chut, chut ! » Ad'jibid'ji s'arrêta un instant puis reprit son manège : un regard timide, un sourire doucereux, un clin d'œil câlin, une glissade : elle était passée. Ainsi atteignit-elle la porte. Devant elle, coupée en deux par une allée centrale, la foule s'entassait jusqu'à l'estrade. Des corps et des têtes, des crânes rasés ou crépus, des haillons noircis de cambouis. Les visages avaient perdu toute personnalité ; comme si quelque gomme géante était venue effacer leurs traits particuliers, ils avaient pris un masque commun, le masque anonyme de la foule. La salle était aérée par quatre fenêtres, mais ce soir elles servaient de siège ou d'accoudoir aux manifestants. Une odeur lourde de sueur et de fumée refroidie montait comme une vapeur.

Au mur du fond, derrière l'estrade, pendait un calicot :

TRAITÉ EN AMI QUI TE TRAITE EN AMI
TRAITE TON PATRON EN ENNEMI

Ecartant des épaules, enjambant des cuisses d'hommes assis, Ad'jibid'ji se fraya un passage jusqu'au pied de l'estrade. Là, elle s'assit à même le sol de terre battue entre deux hommes. De temps à autre, elle reniflait et jetait un regard de dégoût à son voisin de droite dont les pieds sales et couverts de plaies dégageaient une odeur fétide. Mais il ignora la fillette tant il était occupé par les paroles du « Vieux ».

Mamadou Keïta ou le Vieux, comme on l'appelait avec respect, était debout à la gauche de l'estrade. Son corps maigre aux longs bras décharnés qui jaillissaient d'une tunique sans manches était surmonté d'une tête toute en hauteur, entièrement rasée à l'exception d'une barbe blanche un peu hirsute mais qu'il conservait jalousement. Il avait la parole lente mais précise. D'abord, il évoqua la pose des premiers rails. Il n'était pas encore de ce monde à l'époque, mais, plus tard, il avait vu l'achèvement de la voie ferrée à Koulikoro. Puis il parla des épidémies, des famines, de l'annexion des terres tribales par l'administration du chemin de fer.

Mamadou Keïta fit une pause et de ses yeux marrons cerclés de rouge fouilla le public. De son front partaient trois balafres qui descendaient jusqu'au menton et que venaient croiser de petites entailles horizontales. Il vit Ad'jibid'ji et reprit son discours :

— Nous avons notre métier, mais il ne nous rapporte pas ce qu'il devrait, on nous vole. Il n'y a plus de différence entre les bêtes et nous tant nos salaires sont bas. Voilà des années, ceux de Thiès ont débrayé, ça c'est soldé par des morts, des morts de notre côté. Et voici que cela recommence : en ce moment même, de Koulikoro à Dakar, ont lieu des réunions pareilles à celles-ci. Des hommes sont venus avant moi sur cette tribune, d'autres vont suivre. Etes-vous prêts à déclencher la grève, oui ou non ? Mais avant, il faut réfléchir.

Tiémoko, de la salle, lui coupa la parole :

— C'est nous qui faisons le boulot, rugit-il, et c'est le même que celui des Blancs. Alors, pourquoi ont-ils le droit de gagner plus ? Parce qu'ils sont des Blancs ? Et quand ils sont malades, pourquoi sont-ils soignés et pourquoi nous et nos familles avons-nous le droit de crever ? Parce que nous sommes des Noirs ? En quoi un enfant blanc est-il supérieur à un enfant noir ? En quoi un ouvrier blanc est-il supérieur à un ouvrier noir ? On nous dit que nous avons les mêmes droits, mais ce sont des mensonges, rien que des mensonges ! La machine que nous faisons marcher, la machine, elle, dit la vérité : elle ne connaît ni homme blanc, ni homme noir. Il ne sert à rien de contempler nos feuilles de paie et de dire que nos salaires sont insuffisants. Si nous voulons vivre décemment, il faut lutter.

— Oui, la grève, la grève ! hurla la salle, poings levés.

De la salle à la courette, de la courette aux rues avoisinantes, il n'y avait plus qu'une seule voix : la grève. Et cela, dans un désordre indescriptible, chacun voulant donner son avis, son témoignage.

Tiémoko, qui avait interrompu le Vieux, se leva, sa figure bestiale projetée en avant. C'était un hercule de trente ans au corps râblé, aux épaules larges, avec un cou de taureau où saillaient les veines. A son oreille gauche pendait un anneau de Galam en or torsadé. Son tricot jaune était trempé de sueur. Ad'jibid'ji n'aimait pas

Tiémoko. Quant à Mamadou Keïta, un peu dérouté par le tumulte qu'il avait déchaîné, il demeurait silencieux. Mais le désordre allait croissant. Une sourde rumeur envahit la salle qui soudain parut plus petite. On n'écoutait plus personne, on criait tout simplement. Un garçon blême se redressa et pour répondre à son interlocuteur voulut monter sur un banc. Le banc tomba, raclant des tibias. Aussitôt six, huit, dix voix se mirent à invectiver ; les cris de colère, les injures se mêlèrent. Dehors aussi la foule s'échauffait et par la porte et les fenêtres déferlait un grondement confus. Un mot, toutefois, revenait sans cesse : la grève !

Dans la rue, les miliciens ajustaient leurs nerfs de bœuf et les soldats manipulaient leurs armes. Les officiers, inquiets, surveillaient la masse en ébullition.

Ad'jibid'ji profita du désordre pour grimper sur l'estrade et arriver près du Vieux. Elle lui transmit la commission de Fatoumata. Le Vieux la fit adosser au mur, sous le panneau. Plus intéressée qu'amusée, elle enregistrait le spectacle et les bruits. Tout à coup, un léger sourire illumina son visage. Comme un éclair, un souvenir venait de traverser son esprit. C'était une histoire que lui avait racontée Ibrahima Bakayoko, son petit père : « Au temps où nous n'avions pas encore de syndicat, les gars, au beau milieu des discussions, restaient assis par terre et réclamaient des bancs. On leur donna des bancs et que se passa-t-il ? Pour s'engueuler ils se mettaient debout, comme si les bancs n'existaient pas ! » A ce souvenir, Ad'jibid'ji étouffa un petit rire.

A plusieurs reprises, Keïta demanda le silence. Sur l'estrade, les responsables chuchotaient entre eux. Peu à peu, le vacarme s'apaisa. Les hommes reprirent place sur les bancs. Quand quelqu'un ne voulait pas s'asseoir, on le tirait par son **boubou** (3) ou l'on appuyait sur son épaule. Diara, le contrôleur, essaya de resquiller quelques places. Adroitement, avec ses pieds, il manœuvrait, repoussant les jambes qui le gênaient ; puis il coulait une épaule ; risquait son ventre, retenait sa respiration. Rangée par rangée, il avançait. Finalement il reçut un coup de coude dans le ventre et alla s'effondrer au milieu des murmures. Mamadou Keïta put enfin reprendre le fil de son discours :

— Je n'ai pas dit que j'étais contre la grève. J'ai dit seulement qu'une décision de cette importance n'a pas encore été prise ici et qu'il fallait réfléchir. Moi, votre doyen, je n'ai jamais vu ça chez nous. Votre enthousiasme me fait peur. Ce qu'il faudrait aujourd'hui, c'est qu'Ibrahima Bakayoko soit parmi nous. Il sait nous parler et nous l'écoutons tous. Souvenez-vous, la dernière fois il nous a parlé des briseurs de grève...

— On s'occupera des renégats !

C'était encore Tiémoko qui intervenait. Ses partisans se levèrent de leur banc. Le vieux se tut et baissa la tête. Le cœur battant, Ad'jibid'ji regarda Tiémoko qui ressemblait à une bête féroce prête à charger. Dans son cœur, elle sentit naître une haine contre cet homme.

Quelqu'un, pris de nausée, sortit précipitamment, la main sur la bouche. La chaleur devenait insupportable.

Konaté, le secrétaire du syndicat, essaya d'intervenir :

— Tiémoko, laisse parler le Vieux afin qu'on puisse passer au vote...

Mais une voix qui venait de la cour l'interrompit :

— Hé, là-bas ! Vous êtes en retard, nous sommes déjà en grève, nous !

C'étaient trois ouvriers de la traction qui venaient d'arriver, leurs hardes couvertes de graisse et de poussière de charbon. Les applaudissements crépitèrent, frénétiques. Des bras se tendirent vers eux, on les saisit, on les fit passer par la fenêtre, on les regardait comme s'ils venaient d'accomplir un miracle impossible au reste des humains. Ravis et fiers, le visage fendu par un rire de satisfaction, ils se laissèrent admirer.

Après cela, plus personne ne put parler. On passa au vote : la grève fut décidée à l'unanimité pour le lendemain à l'aube.

Telle un couvercle sur sa marmite, la nuit recouvrit la terre. Mais la chaleur demeura. Au lieu de venir brûler les crânes comme pendant le jour, elle montait du sol, elle sortait des fentes des murs, elle sourdait des terrasses.

La salle mit du temps à se vider. Longtemps encore, on discuta passionnément. On avait allumé les lampes à pétrole dont les flammes charbonneuses éclairaient mal les visages luisant de sueur. L'odeur du pétrole se mêlait à celle des corps trop chauds. Enfin la fatigue se fit sentir ; par petits groupes parlant et gesticulant, la foule se dispersa. Le Vieux s'en revint accompagné de Diara et de Konaté, avec Ad'jibid'ji trottinant sur leurs talons. Ils étaient silencieux, chacun gardant ses pensées pour lui. Parfois Mamadou Keïta se retournait et la fillette disait simplement :

- FEUILLETON -

(Suite de la page 21)

— Je suis là, **moké** (grand-père).

Au ciel, quelques rares étoiles luisaient. Soudain, très lointain, le bruit du tam-tam creva la nuit, c'était le rythme d'un **bara** (4). Les trois hommes se séparèrent au carrefour. Ad'jibid'ji prit la main de Mamadou Keïta et le vieil homme et la fillette regagnèrent la maison. Pêle-mêle sur les nattes, les femmes chantonnaient, entourées de la marmaille.

— Dieu merci, Dieu merci, dit Niakoro, on n'a pas entendu de coups de feu.

— **Alhamdou Li lah,** fit le vieil homme remerçiant à son tour le Tout-Puissant en arabe. On n'a pas tiré ni frappé personne. Cette grève ne durera pas. Deux ou trois jours au plus.

Et il s'assit auprès de Niakoro.

— Merci de ta peine, dit Fatoumata en apportant le souper.

— A toi aussi, femme, merci de ta peine. Est-ce que tout le monde a soupé ?

— Oui, il ne reste plus que toi et Ad'jibid'ji.

Fatoumata s'installa derrière son mari et resta ainsi durant tout le repas en signe de politesse. Mamadou Keïta et la fillette se lavèrent les mains.

— Quand reviendra Ibrahima Bakayoko ? demanda Niakoro.

— Eh, Dieu sait que je n'en sais rien ! Et toi, fillette, sais-tu quand revient ton petit père ?

Ad'jibid'ji retira sa main du plat, termina sa bouchée et répondit :

— Je n'en sais rien, grand-père, il a promis d'écrire chaque semaine.

— Et il ne t'a pas dit combien durerait la grève, d'après lui ?

— Non, moké, mais il avait l'air optimiste, et je crois qu'il reviendra pour la reprise.

Tout en mangeant, le Vieux était songeur. « Peut-être Tiémoko sait-il quelque chose », se demandait-il.

— Hi Allah, dit Niakoro-la-vieille qui, malgré l'obscurité, semblait lire dans les pensées de l'homme. Ne crois-tu pas que tous ces enfants se trompent ? Comment toi, un homme d'âge, peux-tu écouter les paroles de ces nouveau-nés ?

— Niakoro, répondit le Vieux, nous aussi les anciens nous devons apprendre et savoir que les connaissances actuelles ne sont pas innées en nous. Non, le savoir n'est pas une chose innée. Depuis des mois, j'apprends cela. Avec regret, crois-moi.

— Vaï ! des mensonges ! Tout ce que sait un enfant, une grande personne le sait mieux que lui.

— Tu ne travailles pas, toi. Tu ne sais pas qu'il y a de nouvelles machines. Moi non plus, je ne les connais pas. Mais demain, demain, Niakoro, que sais-tu de demain ? Si tout à l'heure, à la maison du syndicat, j'avais dit les paroles que tu viens de prononcer, on m'aurait sorti !

— Et tes cheveux blancs, à quoi te servent-ils, alors ?

— Ne confonds plus respect et savoir. Te souviens-tu du dicton : « Avant d'avoir les cheveux blancs, il faut d'abord les avoir eus noirs. »

— Bah ! fit Niakoro-la-vieille.

Et elle se replongea dans son silence. Le repas se poursuivit. Lorsqu'il eut terminé, Mamadou Keïta se lava les mains et rendit grâce à Allah. Il partagea sa noix de cola avec Niakoro puis, s'adressant à Ad'jibid'ji :

— Petite fille, tu n'aimes pas Tiémoko ?

— Non, moké, je ne l'aime pas.

— Pourquoi ?

« Que lui dire, pensait la fillette en se lavant les mains elle aussi, que je ne le hais pas, mais que c'est une brute, que la façon dont il lui a parlé ne me plaît pas, et que même si c'est un ami de petit père... comment expliquer tout cela ? »

— Je n'en sais rien, moké.

— Pourtant, il s'entend bien avec ton petit père et tu aimes quand il chante.

— J'aime bien sa voix, dit la fillette pour couper court à ces questions et elle ajouta : — Je voudrais me coucher, moké. Grand-mère, je vais au lit.

— Va et passe la nuit en paix, et que tu sois plus âgée qu'elle.

— Passez tous la nuit en paix.

Et Ad'jibid'ji disparut dans le corridor.

Les anciens demeurèrent avec leurs pensées et leurs appréhensions. Le soir ne leur apportait plus le repos. Les yeux du corps cédèrent à ceux de l'esprit. Sur le seuil de chaque demeure, on écoutait craintivement le bara. La nuit s'était enfoncée tout autour de la cité soudanaise, mais le martèlement sonore semblait maintenant venir de partout à la fois ; il tournait, tournait et tournait aussi dans les têtes à qui le sommeil se refusait.

(1) Terre argileuse.
(2) La jeune fille.
(3) Tunique.
(4) Danse bambara.

Copyright « Presses de la Cité ».

Antonio Das Mortes

Ce film n'a rien à voir avec un documentaire réaliste sur la misère des paysans pauvres du Nord-Est du Brésil. Son langage c'est la légende, le théâtre, le lyrisme, les jeux de scène baroques. Cela peut plaire ou ne pas plaire, c'est la manière de l'auteur de s'exprimer et de s'adresser à nous.

Le thème du film, c'est la prise de conscience d'un chasseur de primes. Antonio das Mortes est un tueur de « cangaceiros », de bandits d'honneur au service des opprimés.

Dans le film qui est censé se passer de nos jours, il doit tuer le dernier « cangaceiro » et disperser les « beatos », des paysans sans terres groupés autour d'une « Sainte » et errant dans le « sertao », la brousse brésilienne.

Mais cette fois-ci, pour le tueur lassé par son métier et assailli par le doute, c'est une révélation et il passe du côté des opprimés.

Du côté des oppresseurs, il y a division. Le « coronel », le propriétaire foncier, est symbolisé par un vieillard aveugle et despotique. Son homme de confiance (avec lequel sa femme le trompe) à des velléités politiques et parle d'industrialisation, de réforme agraire et d'aide américaine tout comme de régler son compte au vieux sans avoir le courage de faire quoi que ce soit. Il symbolise la veulerie de la bourgeoisie brésilienne.

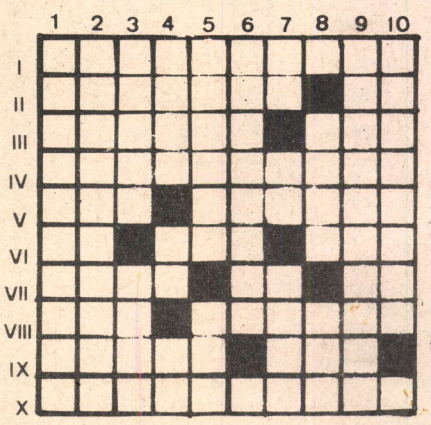
Il y a aussi un professeur qui symbolise la démoralisation des intellectuels.

Devant le spectacle des « beatos » massacrés par les tueurs du « coronel », le professeur rejoint Antonio et ils massacrent de concert les tueurs en question. C'est un Noir, auparavant « beato » résigné, qui tue le « coronel » d'un coup de lance. Le curé, lui-même, a pris le fusil.

La pièce est jouée, les oppresseurs du village sont morts, les quelques personnages symboliques qui ont combattu se dispersent. A aucun moment, on ne peut voir le peuple prendre en mains sa destinée. C'est une poignée de héros hétéroclites qui tient le devant de la scène et qui agit seule. Le peuple se fait massacrer ou se terre chez lui quand il ne cherche pas à oublier sa misère en s'enivrant de chants et de danses. La révolte reste au niveau d'un mythe, celui d'Antonio das Mortes.

L'image finale d'Antonio das Mortes croisant avec son fusil et son accoutrement de western italien un camion et une voiture sur une route brésilienne de 1969 souligne bien les contradictions de l'auteur reconnaissant la nécessité de la révolution dans le Brésil de maintenant mais ne pouvant l'exprimer que par des personnages de légende sans rapports avec ce qu'il nous montre de la réalité présente : des villes, des routes et des camions aux chromes flambants neufs...

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. N'ont pas toujours le sens pratique. — II. Ils se font plumer. En Moscovie. — III. Fixe la valeur d'une chose. Début d'épuration. — IV. Ce journal en est plein. — V. Si celui qui fut d'or fut le plus heureux, c'est sans doute parce qu'on n'y connaissait pas la monnaie. Recueillit une succession. — VI. Fleurirent en mai. Fils arabe. Peut être de joie, de rage ou de douleur. — VII. Etat de polygames. Note. Particule inversée. — VIII. Interjection. Celle qu'on doit épouser. — IX. Fait monter l'eau. Fabrique de technocrates. — X. Plus endormant encore que l'O.R.T.F.

VERTICALEMENT

1. A vomir. — 2. Action d'un esprit qui s'égare. — 3. Perdu. Toujours pauvre. — 4. Le début du césarisme (inversé). En Albanie. Sur Tille. — 5. Suspect. Vaniteux. — 6. Sans surface. — 7. Sigle tristement célèbre. — 8. Prénom masculin. Précède les autres. — 9. Engagerai d'une façon malheureuse. — 10. Tout en bas de la hiérarchie (nom composé).

SOLUTION DU MOT CROISE DU NUMERO 62

Horizontalement. — I. Economiser. — II. Urbi - îlote. — III. Râlons. — IV. Omar - entra. — V. Pott - raies. — VI. El - arables. — VII. Essiab - Ela. — VIII. Nias - legs. — IX. Nepe - été. — X. Ese - Osasse.

Verticalement. — 1. Européenne. — 2. Cramoisies. — 3. Oblat - sape. — 4. Niortaise. — 5. Ra. — 6. Misérables. — 7. Il - nab - Eta. — 8. Sortilèges. — 9. Et - réels. — 10. Rêvassa - ié.

Pour payer LUTTE OUVRIERE nouvelle formule moins d'un franc le numéro et soutenir son effort

ABONNE-TOI

Abonnement 1 an = 50 F

en librairie

l'obélisque noir

de Erich Maria Remarque

Une petite ville allemande en 1923 à l'heure de l'inflation galopante, tel est le sujet de **L'OBELISQUE NOIR** de E.-M. Remarque récemment réédité en « Livre de Poche ».

Au travers des personnages de la firme Kroll, une entreprise de monuments funéraires dont le hideux obélisque noir trône comme enseigne dans le jardin, la vie de la petite ville va se dérouler. Cette vie est rythmée par le cours du mark : le dollar est à 36.000 marks à midi, « ce matin il était encore à 30.000 », et M. Kroll de soupirer après « l'heureuse époque de 1922 » où le dollar dans l'année n'est monté que de 250 à 10.000 marks... Les héros du livre s'en tirent en spéculant sur leur obélisque.

Le dollar monte de 20.000, puis de 100.000 marks par jour. On va acheter une cravate avec une valise pleine de billets. Les ouvriers sont payés deux fois par jour. « On a trouvé ce matin un vieux couple pendu dans l'armoire aux habits. En dehors des cadavres, plus rien ; tout était vendu ou déposé au mont de piété ». C'est l'acheteur de l'armoire qui les a découverts. Les journaux annoncent les suicides des petits rentiers qui ouvrent le robinet de gaz, les billets dévalués déchirés à leurs pieds.

Au même moment dans les bars de la ville, le champagne coule à flots, sablé par ceux à qui l'inflation profite : ceux qui achètent en payant par traites. La traite présentée à une banque est immédiatement payée puis transmise à la Reichbank qui la règle à la banque et la conserve jusqu'à l'échéance... où elle ne vaut plus rien ! Grâce à ce petit système certains amassent des fortunes colossales, alors que le plus grand nombre est dûrement frappé. Qu'importe, cela sert à l'Etat qui règle ses dettes avec de la monnaie de singe. Et c'est une sarabande effrénée qui se déroule dans les boîtes de nuit et autres lieux de plaisir de la ville.

Au temps de l'inflation galopante, 10 milliards de marcks pour affranchir une lettre

1923, c'est aussi l'apparition du nazisme dans la rue. Le premier assassinat politique de la région a lieu dans un village voisin. Le jour de l'inauguration du monument aux morts de 14-18, le charpentier ose pavoiser aux couleurs de la république officielle, et non sortir le drapeau de la vieille Allemagne impériale. Il est attaqué par un chef d'escadron en retraite qui dirige une bande de patriotes déchaînés.

Des bagarres épisodiques éclatent dans les cafés. Les héros du livre qui ont fait la guerre, ne peuvent supporter les manifestations de patriotisme délirant. Ils ne supportent pas les injonctions des petites bandes hystériques qui imposent le « Deutschland über alles » à l'orchestre du caf' conc' en intimant l'ordre de se lever aux consommateurs. Nos amis sont de solides gaillards, et ils l'emportent dans une héroïque bataille autour d'une pissotière.

Mais cette période folle n'a qu'un temps. Des bruits courent qu'une nouvelle monnaie va être mise en circulation « le mark de seigle ». Et un beau jour, c'est à la « une » des journaux : « FIN DE L'INFLATION. MILLE MILLIARDS POUR UN MARK ».

C'est aussi la fin du livre, mais dans un chapitre annexe l'auteur fait rapidement le bilan de « la nuit qui est tombée » sur la petite ville dix ans plus tard... et c'est un bilan catastrophique !

Ce livre est à lire. Sous le ton volontairement léger du récit c'est toute la folie criminelle du système qui est dénoncée. Et rien ne nous garantit que nous soyons à l'abri d'une telle situation à l'avenir.

---

* L'OBELISQUE NOIR. Livre de Poche. Plon. 4 F.

à la télévision

la grèce des colonels

« REGIE 4 », sur la 2e chaîne, mardi 28 octobre, nous a présenté un intéressant reportage sur la Grèce des colonels, interviewant tour à tour des tenants du régime militaire (dont Patakos lui-même) et des membres de l'opposition.

L'interview du nouveau maire du Pirée était particulièrement significative : avant le coup d'Etat, le maire était élu, et le Pirée était traditionnellement une municipalité « communiste ». Depuis avril 1967, les maires ne sont plus élus, ils sont désignés par le gouvernement. Celui du Pirée est particulièrement fier de ses réalisations : avoir épuré la ville du « fléau communiste » (il ne dit pas comment), avoir donné un uniforme aux balayeurs municipaux, imposé un modèle unique de chaises pour les cafés du port (!) et enfin avoir fait construire un théâtre qui porte son nom — rien que ça ! Il ajouta enfin qu'on ne demandait pas de comptes précis pour les dépenses municipales, mais que le pouvoir se contentait de donner des « indications » quant à l'utilisation des fonds mis à la disposition du maire...

Mais surtout les interviews des membres de l'opposition faisaient ressortir que ces derniers ne s'avouent pas battus. Les organisations de résistance se multiplient de jour en jour. Les attentats à la bombe — manifestations symboliques — défient les surveillances policières ; tracts et journaux se répandent dans le pays. La voix de cette opposition, même si ses objectifs ne sont pas clairement définis, n'est pas celle de gens qui se sentent vaincus, isolés mais au contraire de résistants convaincus que leur action pourra amener un jour le renversement de la dictature militaire. Telle cette interview d'une femme torturée par la police grecque (dont le Nouvel Observateur avait publié le témoignage) et les déclarations d'un dirigeant du «Front Patriotique ».

Pendant ce temps, la caméra, s'égarant dans les rues d'Athènes, montrait comment, sous le calme apparent de la vie quotidienne, au-delà des plaisirs du quartier de Plaka, la police exerçait sa surveillance : mouchards, flics en civil pullulent dans les rues. De temps en temps un immeuble endommagé par un attentat au plastic, ou bien un car déchargeant des suspects qu'on vient d'arrêter, rappellent d'une touche discrète, que tous les citoyens grecs ne sont pas aussi satisfaits du régime que Patakos voudrait le faire croire.

— POUR SOURIRE UN PEU — POUR SOURIRE UN PEU —

PROMOTION SOCIALE

Depuis quelques temps l'atmosphère était lourde à l'usine. Les travailleurs se formaient en petits groupes dans les ateliers et les discussions allaient bon train. Bien décidé à ne pas se laisser déborder par un mouvement de grève et à prendre le taureau par les cornes, le patron réunit les gars dans l'atelier central et leur tint à peu près ce langage :

« Il y a parmi vous certains compagnons qui tentent d'instaurer un mauvais esprit dans l'usine. Ceux là sont des agitateurs ou des démagogues professionnels. Car jusqu'à présent la meilleure entente n'a-t-elle pas régné entre vous et moi ? Ne formons-nous pas une grande famille unie par les mêmes intérêts ? Bien sûr, certains esprits grincheux affirmeront que les salaires sont plus bas que dans les autres entreprises de la région. Mais n'y a-t-il donc que l'argent qui compte ? Il n'existe aucune usine de la région où la dignité soit plus tenue en considération qu'ici. D'ailleurs chaque ouvrier qui entre chez nous peut espérer un jour devenir membre de la direction. De ce point de vue la promotion sociale est fulgurante. »

Devant le scepticisme qui avait gagné l'auditoire durant ce discours le patron ne s'avoua pas vaincu et décida de frapper un grand coup, psychologiquement bien sûr.

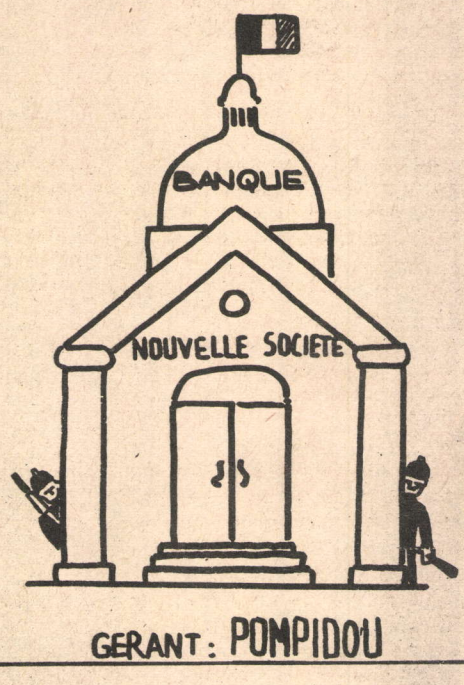
— Vous, là-bas, sortez des rangs », dit-il à un jeune homme qui se trouvait dans la foule des auditeurs. « Il y a combien de temps que vous travaillez dans cette usine ? »

— Cinq ans, M. le Directeur.
— Que faisiez-vous en arrivant ?
— J'étais manœuvre, M. le Directeur.
— Et un an plus tard ?
— P1, M. le Directeur.
— Et un an plus tard ?
— P2, M. le Directeur.
— Et un an plus tard ?
— Technicien, M. le Directeur.
— Et un an plus tard ?
— Ingénieur, M. le Directeur.
— Et maintenant, quel poste occupez-vous ?
— Celui de directeur-adjoint, M. le Directeur.

Un sourire victorieux aux lèvres, le directeur se tourna à nouveau vers les travailleurs. « Vous voyez bien que chez moi la promotion sociale n'est ni une formule creuse, ni un vain mot ». Et, s'adressant à nouveau au nouveau promu, il enchaîna :

— Et vous êtes content de votre sort ?
— Oh ! oui, M. le Directeur.
— Vous n'avez rien d'autre à dire ?
— Si... Merci papa !

Y-A-T-IL UNE DIFFÉRENCE ENTRE CES DEUX DESSINS ?



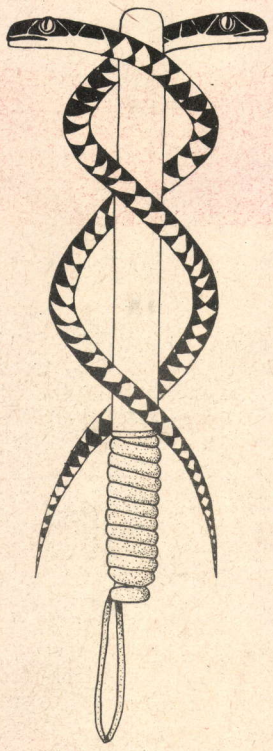
OUI : un C.R.S. de plus. Bravo, si vous avez trouvé.

SUR LE CALEPIN DU LAMPISTE

VACHERIE

Ce bon Pie doux n'est qu'un pandit, bien nourri, à l'âme poire.

la grève des etudiants en medecine



Caducée modèle Guichard.

La grève des étudiants en médecine des premières années des C.H.U. (Centres Hospitaliers Universitaires) continue. De Paris, elle s'est lentement étendue en province où, après ceux de Reims et de Bordeaux, les étudiants de Nice et de Clermont-Ferrand viennent de décider une grève illimitée.

Avant tout, les étudiants en médecine entendent protester contre l'arrêté ministériel du 26 septembre qui, dès la fin de la première année, met en place un examen sélectif chargé d'éliminer des études médicales quatre étudiants sur cinq.

Le gouvernement, sous prétexte d'assurer un « haut niveau » à la profession médicale, veut donc interdire à la grande majorité de ceux qui s'y sont inscrits, la poursuite de leurs études dans les Facultés de médecine.

Mais en réalité, le gouvernement se soucie fort peu de doter le pays d'un corps médical compétent. A lui seul, le budget de la Santé, qui représente moins de 4 % du budget général, atteste des limites des préoccupations de l'Etat dans ce domaine.

Et l'examen sélectif mis en place n'a d'autre but que d'assurer le fonctionnement de l'Université aux moindres frais pour l'Etat. L'arrêté pris par Boulin, le ministre de la Santé, s'inscrit dans la politique définie par Pompidou en février dernier, lorsqu'il déclarait, devant 600 chefs d'entreprise : « Il faut limiter l'accroissement des dépenses de l'Education nationale et de la Santé ».

De cette politique, les étudiants en médecine ne veulent pas faire les frais, et ils ont raison. Ils refusent d'être les victimes de l'incurie d'un pouvoir qui, chaque jour, réduit davantage les services publics mis à la disposition des usagers et vide de leur contenu les droits à l'éducation et à la santé.

Assurer un haut niveau aux études médicales, former un corps de praticiens compétents, c'est l'intérêt de toute la population. Mais ce n'est pas en rognant sur le budget de l'Education nationale, en laissant les facultés sans maîtres, les laboratoires sans chercheurs et en chassant au préalable 80 % des étudiants qui désirent suivre des études médicales que ce résultat sera atteint.

Il faudrait, tout au contraire, que l'Etat multiplie les efforts pour doter l'Université des moyens humains et matériels qui lui sont nécessaires. Qu'il permette à tous les étudiants qui le désirent de poursuivre des études supérieures dans les meilleures conditions, afin, justement, sur un grand nombre, de pouvoir sélectionner les meilleurs au travers d'une formation de longue durée, au lieu de le faire par un examen préliminaire qui finalement ne garantit rien aux malades.

Un « mandarin » parmi ses élèves : le professeur Merle d'Aubigné discutant avec les élèves en grève du C.H.U. Cochin.

Que ces efforts de l'Etat ne soient pas faits en vain, qu'ils s'accompagnent d'un contrôle sérieux des connaissances chargé d'écarter de la profession médicale ceux qui sont incapables de l'exercer convenablement, c'est bien naturel, même si tous les étudiants en médecine qui sont en grève n'en sont pas convaincus.

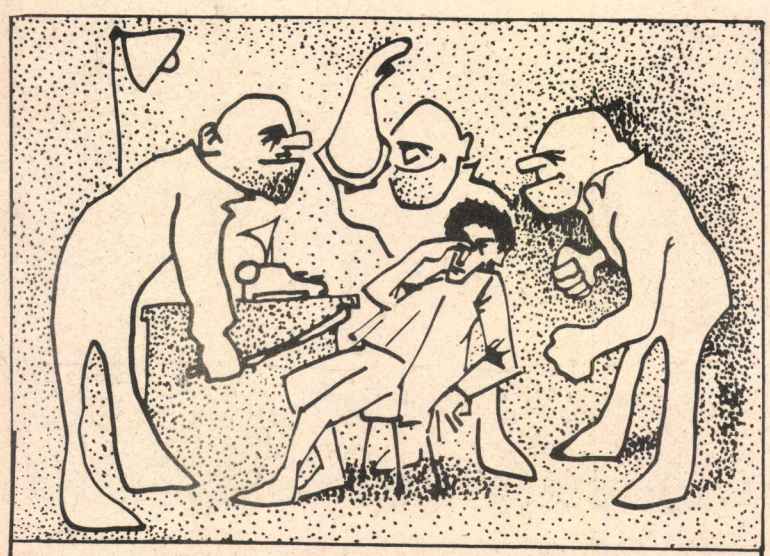
Mais cela ne saurait dispenser l'Etat d'accomplir la mission qui est sensée être la sienne et de permettre à tous ceux qui le désirent de recevoir une éducation supérieure.

Un ouvrier algérien expulsé de France

Un ouvrier algérien, travaillant dans une usine de Roubaix, a été arrêté par la police vendredi 7 novembre au matin, conduit à Marseille et embarqué de force pour l'Algérie.

Cet ancien militant F.L.N. pendant la guerre d'Algérie, risque d'être appréhendé par la police de Boumédienne qui ne tolère guère les gauchistes ni tous ceux qui, anciens membres du F.L.N. ou pas, ont des divergences avec la politique du colonel algérien.

Ce qui pour Pompidou et Marcellin justifie l'expulsion d'un travailleur immigré, c'est la simple présence à son domicile de tracts et d'exemplaires du journal maoïste (tendance « Gauche prolétarienne), la Cause du Peuple. Le simple fait d'avoir des idées politiques qui ne plaisent pas au gouvernement Pompidou suffit pour qu'un ouvrier soit privé de son gagne-pain, pour qu'un étranger soit expulsé et livré à la police de son pays. Pour la bourgeoisie française et ses flics, le travailleur étranger n'a pour tout droit que celui de suer des profits et de se taire dans un pays qui se prétend démocratique et décolonisateur.



Crespin : un témoin impressionnable (les journaux).

d'un 11 novembre... à bien d'autres

Le 11 novembre 1918, l'armistice mettant fin à la première guerre mondiale était signé. A Paris, la nouvelle attendue déchaîna la joie populaire : le grand cauchemar était terminé.

Mais l'euphorie passée, il fallut faire les comptes, 9 millions de morts au total ; la moitié des hommes de 20 à 40 ans en France comme en Allemagne, avait été fauchée. Il ne fallait plus jamais voir cela, plus jamais de guerre, tels furent les sentiments des masses populaires dans toute l'Europe.

Un an auparavant en 1917, en Russie, ouvriers et paysans avaient eux-mêmes décidé la paix — une paix sans annexions ni indemnités. Cette même année 1917, dans bien d'autres pays, sur bien d'autres fronts, pour des millions d'ouvriers et de paysans en uniforme, la lassitude se transforme en colère, et la colère en révolte. Las de la guerre, qui n'en finissait pas, las des tranchées, du sang et de la boue, des régiments entiers de soldats refusèrent d'obéir à leurs officiers. En France même, près de la moitié de l'armée était en état de mutinerie.

Mais au mois de novembre 1918, l'avenir se jouait en Allemagne. Les marins de Kiel avaient eux aussi refusé de nouveaux massacres et hissé le drapeau rouge. Le signal de la révolution était donné. Elle déferla sur toute l'Allemagne, balayant un second pilier de la réaction ; le Kaiser dut s'enfuir.

En France, en Angleterre, en Italie, de grandes vagues de grèves éclatèrent dans les années 20-21. Partout, les ouvriers refusent de payer l'inflation consécutive à la guerre.

Mais si la combattivité ouvrière ne fit pas défaut, le régime des fauteurs de guerre, le régime capitaliste, a trouvé des défenseurs efficaces en les organisations social-démocrates qui ont mis tout le crédit qu'elles avaient conservé auprès des travailleurs, au service de l'ordre bourgeois menacé.

En Allemagne, les leaders révolutionnaires furent assassinés sur ordre du gouvernement socialiste. Quant aux Partis communistes, ils se formèrent trop tard pour pouvoir avoir une action décisive dans les événements.

Ainsi, la formidable montée ouvrière va peu à peu décroître, laissant isolé le seul bastion ouvrier : l'U.R.S.S., qui ne survit qu'au prix de difficultés inouïes.

L'humanité va payer très cher la survie du système capitaliste. Bien de ceux-là, qui, en liesse, fêtèrent en ce 11 novembre 1918, la fin de ce qu'ils croyaient être « la der des der », durent revêtir de nouveau l'uniforme vingt ans plus tard, pour participer à une nouvelle guerre mondiale, plus ignoble, plus dévastatrice encore que la précédente.

Les combattants de 14-18 croyaient avoir touché le fond de l'horreur, mais la société capitaliste dans sa décadence, a su se surpasser. Il ne pouvait pas en être autrement. Il ne pourrait pas en être autrement dans l'avenir, du moins tant que se perpétue ce régime qui, pour reprendre l'expression de Jaurès, porte en son sein la guerre comme la nuée porte l'orage.

A plus d'un demi-siècle de distance, l'alternative de 1918 demeure. Ou bien les travailleurs sauront transformer la société dans un sens socialiste, ou alors les années que nous vivons sont un simple entre-deux guerres.